

DIRECTION DES ETUDES DES
RÉPERTOIRES ET DES STATISTIQUES

DONNEES CHIFFREES

septembre 2016

**Annuaire statistique
POPULATIONS 2014**

Annuaire statistique

Populations

Données 2014

CCMSA
Direction des études, des répertoires et des statistiques

Les Mercuriales – 40 rue Jean Jaurès 93547 BAGNOLET CEDEX

Responsable de la publication : Alain PELC

Mission Synthèses :

David FOUCAUD : courriel : foucaud.david@ccmsa.msa.fr
Claudine GAILLARD : courriel : gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr
Mireille MEDELICE : courriel : medelice.mireille@ccmsa.msa.fr

Table des matières

Table des matières	3
Repères statistiques	5
1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2014	5
2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole en 2014.....	6
3. La population française en 2014	6
La Mutualité sociale agricole.....	7
A. Formation de la Mutualité sociale agricole	8
1. Historique	8
2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2014	10
B. Populations	11
1. Les actifs	11
1.1 Structure de la population active agricole au 1 ^{er} janvier 2014.....	11
1.2 Historique du nombre d'actifs agricoles de 2010 à 2014.....	12
1.3 Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1 ^{er} janvier 2014.....	13
1.4 Les cotisants non-salariés agricoles	14
1.41 Historique du nombre de cotisants non-salariés agricoles de 2010 à 2014	14
1.42 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2014	14
1.43 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2014	17
1.44 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2014	20
1.45 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2014.....	23
1.46 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2014	25
1.47 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2014.....	27
1.5 Les actifs salariés agricoles.....	28
1.51 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2014	28
1.52 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2010 à 2014.....	30
1.53 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2014	31
1.54 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2010 à 2014.....	33
1.55 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2014	34
1.56 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2010 à 2014	36
1.57 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2014	37
1.58 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2010 à 2014	39
1.59 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2014	40
2. Les personnes couvertes	42
2.1 Les ressortissants (avec double de compte).....	42
2.11 Historique des ressortissants agricoles de 2010 à 2014.....	42
2.12 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2014	43

2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole	44
2.21 Historique des personnes protégées de 1992 à 2014.....	44
2.22 Ventilation départementale des personnes protégées en 2014	45
2.3 Les patients au régime agricole.....	46
2.31 Historique des patients de 2010 à 2014.....	46
2.32 Ventilation départementale et régionale des patients en 2014	47
2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle	49
2.41 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU en 2014	50
2.5 Les retraités du régime agricole	51
2.51 Historique des retraités de 2010 à 2014	51
2.52 Ventilation départementale des retraités en 2014.....	52
2.53 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2014	53
2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole	54
2.61 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité	54
2.62 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2014.....	55
2.63 Historique des bénéficiaires de prestations familiales.....	57
2.64 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiale au 31 décembre 2014 ...	58
2.65 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2010 à 2014.....	60
2.66 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2014	61
2.67 Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2014	62
2.68 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2014 ...	63
2.69 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2010 à 2014	65
2.70 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2014	66
Régions et départements	67
Sigles cités.....	68

Télécharger les données au format Excel : 

Repères statistiques

1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2014

La Mutualité sociale agricole est le deuxième régime de protection sociale de base en France avec 6 % des prestations servies.

Tableau 1
Répartition des prestations légales de sécurité sociale entre les régimes de base en 2014
(en droits constatés)

Régimes de base				
Salariés		Non-salariés		
Régime du commerce et de l'industrie (1)	Régimes spéciaux	Régime salariés agricoles	Régime non-salariés agricoles	Régimes non-salariés non agricoles
CNAMTS	Fonctionnaires (1)	MSA (2)	MSA (2)	Canam (maladie prof. indép.)
CNAVTS	EDF, GDF (1)			Organic (vieil. industrie et commerce)
CNAF (3)	SNCF, RATP			Cancava (vieillesse artisans)
	Marins, Mines...			CNAVPL (vieillesse prof. libérales)
	Banque de France			CNBF (vieillesse barreaux français)
69,3%	21,0%	2,4%	3,5%	3,8%

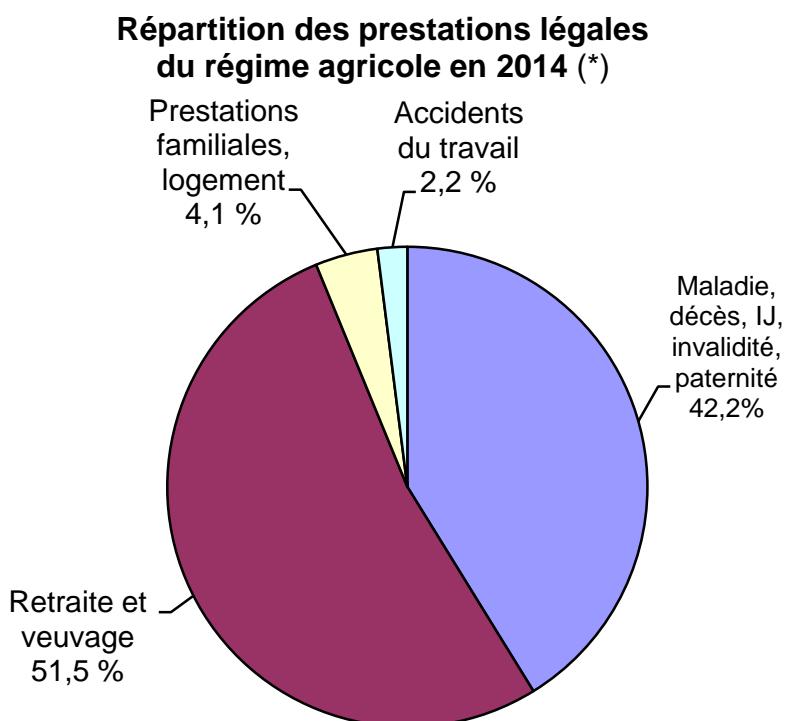
Source : *Les comptes de la Sécurité Sociale*, septembre 2015.

(1) Constituent ensemble le Régime général de Sécurité Sociale pour l'assurance maladie.

(2) Y compris les prestations légales de la famille.

(3) Hors prestations légales famille du régime agricole.

Graphique 1

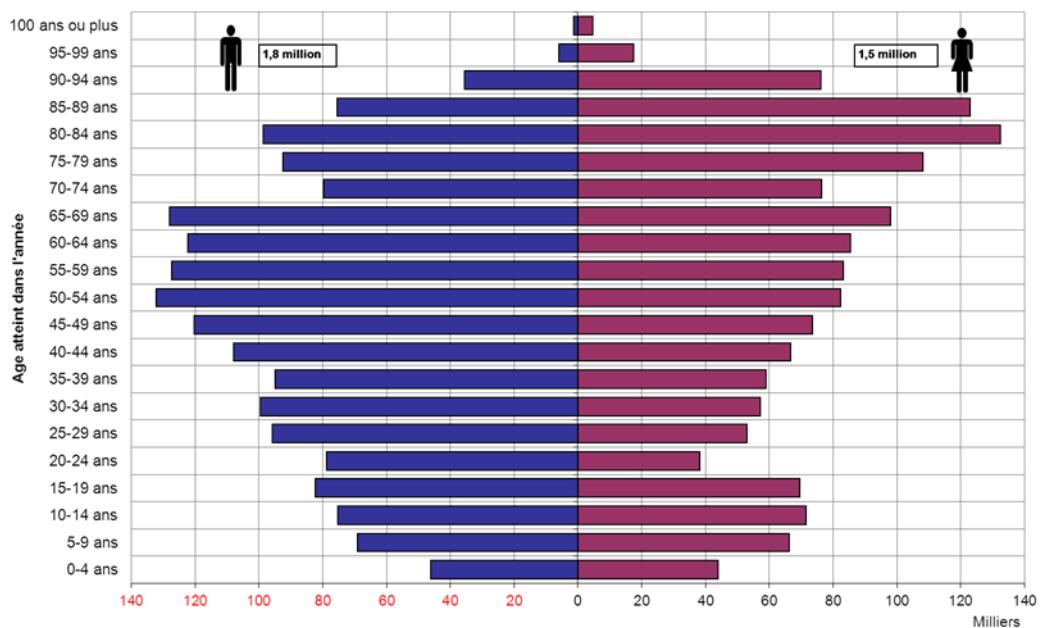


(*) En droits constatés.

Source : MSA.

2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole en 2014

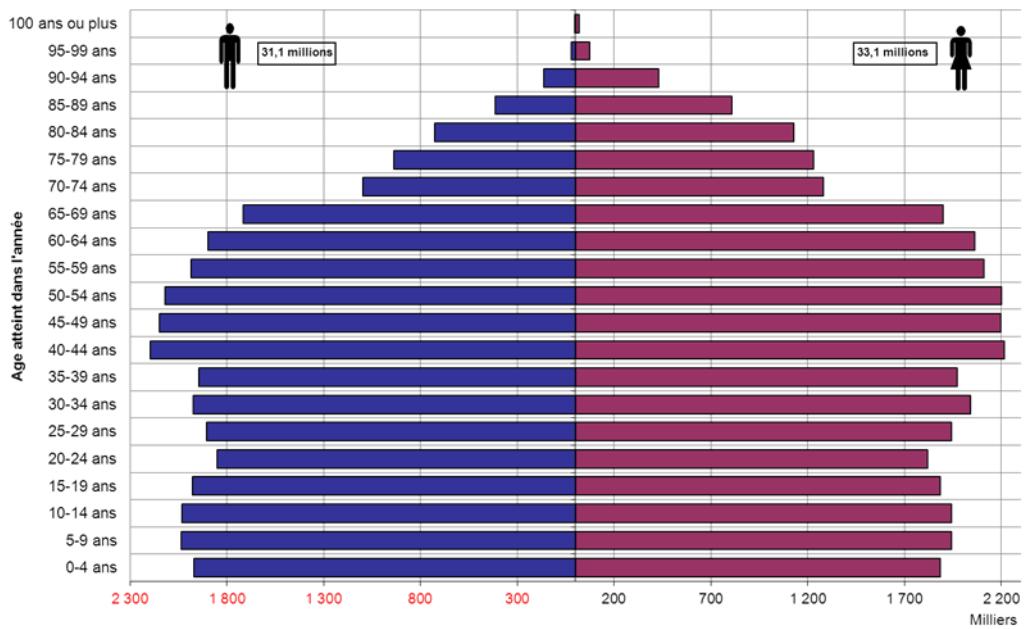
Graphique 2
Pyramides des âges des personnes protégées en maladie du régime agricole en 2014



Source : Rniam - Régime agricole (janvier 2015)

3. La population française en 2014

Graphique 3
Pyramide des âges au 1^{er} janvier 2015



Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires arrêtés à fin 2014)

La Mutualité sociale agricole

- A. Formation de la Mutualité sociale agricole
- B. Populations

A. Formation de la Mutualité sociale agricole^{I.1}

1. Historique

Au cours de la deuxième moitié du XIXème siècle, pour faire face aux difficultés entraînées par la perte du bétail ou la destruction des récoltes, les agriculteurs ont créé spontanément des mutuelles locales. Celles-ci n'avaient aucun statut défini jusqu'à la loi de 1884 relative aux syndicats qui reconnaît aux agriculteurs le droit à la représentation professionnelle et la loi du 4 juillet 1900 qui consacre définitivement l'existence et la libre constitution des caisses d'assurances mutuelles agricoles. C'est le point de départ du développement des assurances agricoles : assurance contre les accidents, la grêle, l'incendie, etc.

A partir de 1928 (loi du 5 avril) et 1930 (loi du 30 avril), les Assurances sociales (ASA) devenues obligatoires avec assujettissement de tous les salariés et participation des employeurs, sont prises en charge par les caisses. Mais la multitude d'organisations gestionnaires nuit à leur application et le législateur intervient en canalisant la majorité des adhésions du monde agricole vers les Sociétés de secours mutuels agricoles. L'année 1935 (décret-loi du 30 octobre) voit ainsi l'essor de la branche sociale de la Mutualité agricole.

Le droit aux allocations familiales (PFA) pour les chefs de famille et l'obligation de cotisation pour tous les employeurs apparaissent en 1932 en France, sont appliqués en 1936 (loi du 5 août) pour les salariés de l'agriculture et en 1939 (décret-loi du 29 juillet) pour les exploitants. La gestion est également prise en charge par les sociétés de secours mutuels agricoles. Après la guerre de 1939-45, les avantages sociaux comparables aux autres catégories socioprofessionnelles, sont acquis progressivement par les salariés agricoles, le fait le plus notable étant l'assurance obligatoire des accidents du travail et des maladies professionnelles (loi du 25 octobre 1972).

L'unification de l'ensemble des institutions mutualistes par branche d'activité dans une circonscription définie s'amorce à partir de 1940 (loi du 2 décembre) et se précise l'année suivante : sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'application des lois sociales de l'agriculture est confiée uniquement aux caisses mutuelles agricoles professionnelles. La Mutualité sociale agricole est confirmée officiellement en tant qu'**organisme professionnel** dont la mission est de gérer l'**ensemble des risques sociaux** des assurés agricoles. Par la loi du 5 avril 1941, le droit institutionnelisé une situation de fait, le **guichet unique**, caractéristique de l'organisation du régime agricole adaptée à la spécificité du monde rural.

Avec l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui affirme le principe de l'universalité de la Sécurité Sociale et prévoit le maintien de la pluralité des régimes, la MSA poursuit son action dans le milieu agricole et met en place en 1949 un système électif. La MSA est ainsi gérée de façon démocratique et professionnelle.

Par le rétablissement, en 1949, des conseils d'administration départemental et central et de l'assemblée générale constitués d'assurés élus, la Mutualité sociale agricole retrouve une **gestion démocratique**, autre originalité du régime agricole. Née au sein du monde agricole et rural et adaptée au particularisme de celui-ci, la Mutualité sociale agricole, est composée de professionnels élus entre eux pour assurer et développer l'aide sociale en milieu rural.

La couverture sociale des exploitants fut plus tardive à se mettre en place : au lendemain de la guerre, ils ne bénéficiaient que des allocations familiales. L'Assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952. Mais surtout, l'assurance maladie, maternité, invalidité (Amexa), créée en 1961 (loi du 25 janvier) est une étape essentielle dans l'histoire de la protection sociale. Elle fait des agriculteurs exploitants les premiers travailleurs indépendants à bénéficier de la couverture du risque maladie.

Le régime agricole, devant le déséquilibre démographique qui s'amorça entre les deux guerres par un important transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur de l'industrie, eut recours à un financement extérieur nécessaire. Le régime propre aux exploitants relève d'un budget voté chaque année par le Parlement. Depuis 1949 pour les prestations familiales et 1960 par une loi de 1959 pour l'ensemble de la protection sociale, ce document, le Budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa) est un exemple unique dans la législation française de Sécurité sociale. "L'Etat évaluatif", annexé au Bapsa, est la prévision budgétaire annuelle corollaire aux salariés, présentée aussi au Parlement sans faire l'objet d'un vote.

En 2005, le Fonds de financement des prestations sociales agricoles (Ffipsa) remplaça le Bapsa. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a procédé à la suppression du FFIPSA à compter du 1^{er} janvier 2009 et a transféré la gestion du régime des non-salariés agricoles à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA). A cette date, les droits et obligations du Ffipsa ont ainsi été transférés à la CCMSA.

Le financement de l'assurance "accidents du travail" consiste en un budget indépendant soumis au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (CSPSA).

I. 1 Source : Union des Caisses centrales de la Mutualité agricole, *La Mutualité sociale agricole*, 2^{ème} édition 1984.

La loi n°2001-1128 du 30 novembre 2001 qui rentre en vigueur le 1^{er} avril 2002 améliora la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (Atexa) rendant l'affiliation obligatoire et en faisant ainsi une nouvelle branche de la protection sociale agricole.

En 2003, la retraite complémentaire obligatoire (RCO) est créée pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Au 1^{er} janvier 2007, l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) remplace les allocations qui constituaient le minimum vieillesse.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

A partir du 1^{er} juillet 2009, le Revenu de solidarité active (rSa) entre en vigueur et remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API).

A partir du 1^{er} septembre 2010, le rSa est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles justifient avoir travaillé l'équivalent de 2 ans à temps plein durant les 3 années qui précèdent la demande, soit 3 214 heures de travail. Il sera tenu compte des périodes de chômage dans la limite de 6 mois, ce qui peut prolonger l'examen des conditions d'activité sur une période de 3 ans et 6 mois.

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

La loi du 9 octobre 2010 portant réforme des retraites étend le régime de RCO aux aides familiaux et collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole, dans les mêmes conditions que pour les chefs d'exploitation.

En ce qui concerne la retraite de base, l'assurance veuvage est rétablie à compter du 1^{er} janvier 2011, tant pour les salariés que les non-salariés agricoles.

La majoration pour conjoint à charge dans la retraite de base est supprimée à compter du 1^{er} janvier 2011.

La loi portant réforme des retraites modifie dès le 1^{er} janvier 2011 la durée d'assurance nécessaire pour le taux plein pour les générations 1953 et 1954. La loi prévoit également de nombreuses mesures, applicables pour la plupart à compter du 1^{er} juillet 2011. Pour les pensions prenant effet à partir du 1^{er} juillet 2011, l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite est relevé à 62 ans pour les assurés nés à compter du 1^{er} janvier 1956. Également, les salariés et non-salariés agricoles soumis à des tâches pénibles au cours de leur carrière et dont l'état de santé est dégradé, pourront, s'ils justifient d'une incapacité permanente au titre de l'exercice d'une activité professionnelle, bénéficier d'un abaissement de l'âge légal et de la liquidation de leur pension à taux plein, même s'ils ne justifient pas de la durée requise d'assurance.

Jusqu'au 31 décembre 2013, la population des non-salariés agricoles pouvait être assurée soit directement auprès d'une caisse de Mutualité sociale agricole (MSA), soit auprès d'un autre assureur. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a supprimé cette disposition. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2014, la totalité des personnes non-salariées agricoles est assurée par les caisses de MSA.

L'article 35 de la loi n°2014-40 du 20 janvier 2014 crée un « complément différentiel de points de retraite complémentaire obligatoire » permettant de porter le montant de la retraite des chefs d'exploitation ayant effectué une carrière complète au niveau de 73% du Smic au 1^{er} janvier 2015, 74% au 1^{er} janvier 2016 et 75% au 1^{er} janvier 2017, à la date de liquidation.

2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2014

La Caisse de Mutualité sociale agricole est le seul organisme gestionnaire de l'ensemble des risques sociaux de la population agricole. Ce caractère original se traduit par le **guichet unique**. Il permet ainsi à chaque assuré la prise en compte globale de sa situation.

Prestations assurées par les Caisses départementales ou pluridépartementales de Mutualité sociale agricole en 2014

Non-salariés	Salariés
Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité	Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité Assurance décès Assurance vieillesse Assurance veuvage
Assurance vieillesse Assurance veuvage	AVA
Retraite complémentaire obligatoire (RCO)	
Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active	Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active
Accidents du travail et maladies professionnelles	Accidents du travail et maladies professionnelles

B. Populations

1. Les actifs

Méthode : pour chaque grande catégorie de non-salariés et de salariés, la correspondance adoptée entre les effectifs d'actifs et les populations gérées par la Mutualité Sociale Agricole au 1^{er} janvier 2014 est la suivante :

Non-salariés

Les non-salariés qui cotisent à au moins une des quatre branches maladie (Amexa), vieillesse (AVA), famille (PFA), accidents du travail (Atexa) et installés au plus tard le 31 décembre 2013 et présents au 1^{er} janvier 2014. Les non-salariés sont dénombrés une seule fois dans l'année.

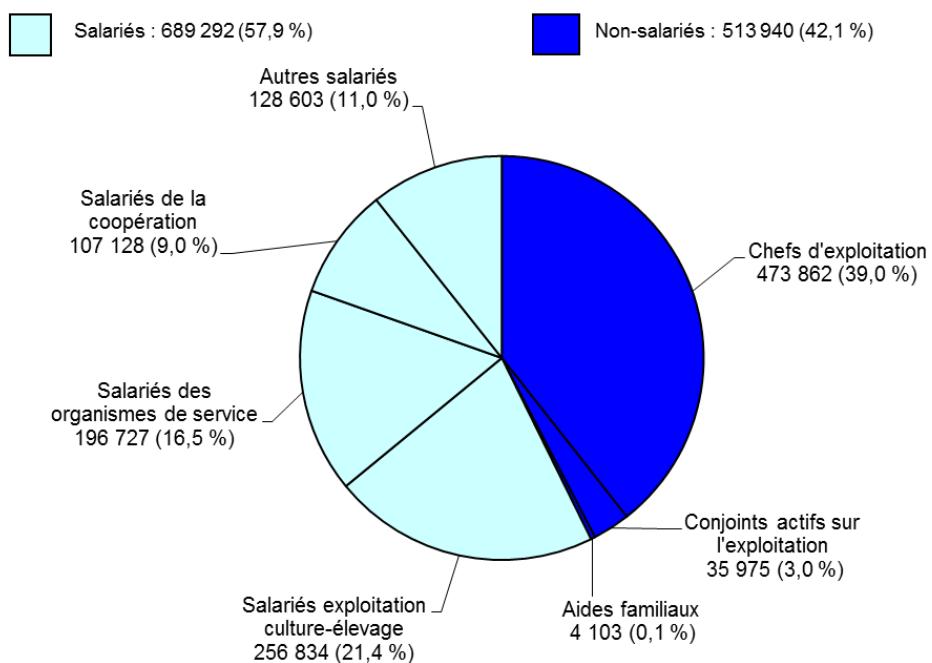
Salariés

Les actifs salariés correspondent au nombre d'emplois en cours au 31 décembre 2013 au régime agricole.

1.1 Structure de la population active agricole au 1^{er} janvier 2014

Graphique 4

Répartition des actifs agricoles selon leur statut et/ou leur secteur d'activité
Total des actifs agricoles : 1 212 906 au 1^{er} janvier 2014



Source : MSA

1.2 Historique du nombre d'actifs agricoles de 2010 à 2014

Le tableau ci-après retrace l'évolution des effectifs des principales catégories d'actifs agricoles

Tableau 2

Evolution des actifs agricoles de 2010 à 2014 au 1^{er} janvier

Actifs agricoles	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Non-salariés :						
- Chefs d'exploitation et d'entreprise	496 354	489 218	483 815	478 692	473 862	-1,0
- Conjoint actif sur l'exploitation	46 780	43 968	41 324	38 884	35 975	-7,5
- Aides familiaux	5 562	5 477	4 963	4 586	4 103	-10,5
Total Non-salariés	548 696	538 663	530 102	522 162	513 940	-1,6
Salariés (*) :						
- Exploitation	241 916	237 711	244 437	249 903	256 834	2,8
- Organismes de service	202 207	199 440	197 586	197 929	196 727	-0,6
- Coopération	103 886	103 475	106 188	110 259	107 128	-2,8
- Autres salariés :						
- Entreprises de travaux agricoles	76 322	74 871	77 729	81 189	83 924	3,4
- Travaux forestiers	22 952	22 935	22 844	22 734	23 140	1,8
- Artisanat rural	4 205	3 918	3 687	3 434	3 096	-9,8
- Activités diverses	20 569	19 182	18 568	18 632	18 443	-1,0
- Total autres salariés	124 048	120 906	122 828	125 989	128 603	2,1
Total Salariés	672 057	661 532	671 039	684 080	689 292	0,8
TOTAL ACTIFS AGRICOLES	1 220 753	1 200 195	1 201 141	1 206 242	1 203 232	-0,2

Source : MSA

(*) Nombre d'emplois en cours en fin d'année.

Le **chef d'exploitation** ou d'entreprise agricole adhère au régime agricole dès lors que son activité est considérée comme agricole sur une exploitation d'une dimension au moins égale à une demie SMI.

Jusqu'en 2008, le **conjoint** est celui qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, quel que soit le statut ; conjoint collaborateur ou conjoint participant aux travaux. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour le statut de collaborateur d'exploitation. Ce qui induit l'affiliation du conjoint au-delà du mariage puisque le concubin ou le pacsé entre dans ce cadre.

L'**aide familial** est un membre de la famille en dehors du conjoint qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, ascendant et à partir de 16 ans, descendant, frère, sœur ou allié au même degré du chef d'exploitation ou de son conjoint. La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Le secteur **exploitation** contient les sous-secteurs suivants : les cultures spécialisées, les champignonnières, l'élevage spécialisé de gros animaux, l'élevage spécialisé de petits animaux, l'entraînement, le dressage, les haras, la conchyliculture, les marais salants, les cultures et l'élevage non spécialisés et la viticulture.

Le secteur **organismes de services** comprend la mutualité agricole, le crédit agricole, les autres organismes professionnels agricoles et le personnel statutaire des sociétés d'intérêt collectif agricole en électricité (Sicae).

Le secteur de la **coopération** regroupe le stockage et le conditionnement de produits agricoles, de fleurs de fruits et de légumes, l'approvisionnement, la collecte, le traitement et la distribution de produits laitiers, le traitement de la viande, la conserverie de produits autres que la viande, la vinification, l'insémination artificielle, la sucrerie, la distillation, la meunerie, la panification, les coopératives diverses, les unions et les fédérations de coopératives.

Le secteur des **entreprises de travaux agricoles** comprend les entreprises qui effectuent des travaux agricoles s'insérant directement dans le cycle de la production végétale tels que labourage, défrichement, semaines, battage, etc. Il inclut également les entreprises d'entretien et de restauration des parcs et de jardins et les entreprises paysagistes.

Le secteur des **travaux forestiers** concerne la sylviculture, le gemmage, les exploitations de bois et les scieries fixes.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les artisans ruraux ne sont plus affiliés au régime agricole pour leur cotisation aux prestations familiales (mais leurs salariés restent au régime agricole).

Sont inclus dans le secteur des **activités diverses** : les gardes-chasse, les gardes-pêche, les jardiniers, les gardes forestiers, les organismes de remplacement et de travail temporaire, les membres bénévoles, les enseignants des établissements d'enseignement agricole.

1.3 Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1^{er} janvier 2014

Tableau 3

Les actifs agricoles au 1^{er} janvier 2014 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Île-de-France	8 049	42 872	50 921	Charente	5 998	7 936	13 934
Ardennes	3 530	2 671	6 201	Charente-Maritime	7 481	12 456	19 937
Aube	5 118	5 908	11 026	Deux-Sèvres	7 074	9 153	16 227
Marne	11 041	17 506	28 547	Vienne	5 355	5 987	11 342
Haute-Marne	2 895	2 224	5 119	Poitou-Charentes	25 908	35 532	61 440
Champagne-Ardennes	22 584	28 309	50 893	Dordogne	7 419	7 711	15 130
Aisne	5 545	7 125	12 670	Gironde	8 168	26 201	34 369
Oise	4 092	9 408	13 500	Landes	5 520	9 249	14 769
Somme	6 241	7 900	14 141	Lot-et-Garonne	6 377	9 032	15 409
Picardie	15 878	24 433	40 311	Pyrénées-Atlantiques	11 749	9 407	21 156
Eure	4 479	5 582	10 061	Aquitaine	39 233	61 600	100 833
Seine-Maritime	6 419	9 563	15 982	Ariège	2 595	1 376	3 971
Haute-Normandie	10 898	15 145	26 043	Aveyron	11 546	7 007	18 553
Cher	4 051	5 097	9 148	Haute-Garonne	6 084	8 006	14 090
Eure-et-Loir	4 603	5 803	10 406	Gers	7 516	7 044	14 560
Indre	4 582	2 673	7 255	Lot	4 900	3 225	8 125
Indre-et-Loire	4 895	7 117	12 012	Hautes-Pyrénées	3 923	1 961	5 884
Loir-et-Cher	3 773	6 783	10 556	Tarn	6 287	6 377	12 664
Loiret	4 224	7 684	11 908	Tarn-et-Garonne	5 004	5 114	10 118
Centre	26 128	35 157	61 285	Midi-Pyrénées	47 855	40 110	87 965
Calvados	6 745	10 093	16 838	Corrèze	5 061	3 494	8 555
Manche	9 551	10 550	20 101	Creuse	4 710	1 887	6 597
Orne	6 105	6 026	12 131	Haute-Vienne	4 592	4 260	8 852
Basse-Normandie	22 401	26 669	49 070	Limousin	14 363	9 641	24 004
Côte-d'or	5 365	7 978	13 343	Ain	4 611	6 312	10 923
Nièvre	3 781	3 015	6 796	Ardèche	4 488	3 356	7 844
Saône-et-Loire	8 278	7 979	16 257	Drôme	6 270	7 696	13 966
Yonne	4 506	5 437	9 943	Isère	6 299	7 372	13 671
Bourgogne	21 930	24 409	46 339	Loire	6 184	5 675	11 859
Nord	8 199	14 261	22 460	Rhône	6 851	11 087	17 938
Pas-de-Calais	8 799	11 784	20 583	Savoie	2 938	4 019	6 957
Nord-Pas-de-Calais	16 998	26 045	43 043	Haute-Savoie	4 377	5 425	9 802
Meurthe-et-Moselle	3 157	4 042	7 199	Rhône-Alpes	42 018	50 942	92 960
Meuse	3 441	2 880	6 321	Allier	5 882	4 417	10 299
Moselle	3 740	4 615	8 355	Cantal	7 209	3 293	10 502
Vosges	3 470	4 409	7 879	Haute-Loire	5 677	2 581	8 258
Lorraine	13 808	15 946	29 754	Puy-de-Dôme	7 557	7 305	14 862
Bas-Rhin	4 803	9 371	14 174	Auvergne	26 325	17 596	43 921
Haut-Rhin	4 336	6 110	10 446	Aude	6 101	7 661	13 762
Alsace	9 139	15 481	24 620	Gard	5 923	9 961	15 884
Doubs	4 505	6 290	10 795	Hérault	7 504	11 823	19 327
Jura	3 269	2 580	5 849	Lozère	3 495	1 377	4 872
Haute-Saône	3 119	2 662	5 781	Pyrénées-Orientales	3 253	7 471	10 724
Terr. de Belfort	397	304	701	Languedoc-Roussillon	26 276	38 293	64 569
Franche-Comté	11 290	11 836	23 126	Alpes-de-Haute-Provence	2 563	2 007	4 570
Loire-Atlantique	8 727	16 813	25 540	Hautes-Alpes	2 267	1 467	3 734
Maine-et-Loire	10 442	18 239	28 681	Alpes-Maritimes	2 903	5 823	8 726
Mayenne	8 967	6 341	15 308	Bouches-du-Rhône	5 134	12 146	17 280
Sarthe	6 138	8 157	14 295	Var	5 344	9 944	15 288
Vendée	9 469	10 263	19 732	Vaucluse	5 490	11 320	16 810
Pays-de-la-Loire	43 743	59 813	103 556	Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 701	42 707	66 408
Côtes-d'Armor	11 635	16 119	27 754	Corse	3 275	4 966	8 241
Finistère	9 728	17 126	26 854	TOTAL	513 940	689 292	1 203 232
Ille-et-Vilaine	11 612	13 519	25 131				
Morbihan	9 165	15 026	24 191				
Bretagne	42 140	61 790	103 930				

Source : MSA

[Télécharger les données au format Excel :](#)



1.4 Les cotisants non-salariés agricoles

1.41 Historique du nombre de cotisants non-salariés agricoles de 2010 à 2014

Les effectifs de cotisants diffèrent selon la branche considérée car les règles d'assujettissement et d'exonération sont variables pour chacune d'elles.

Tableau 4

Les cotisants non-salariés agricoles de 2010 à 2014

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution assujettis 2014/2013 en %
Assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA)(1) (2)	534 179	524 279	516 104	508 426	492 969	-3,0
Assurance vieillesse agricole (AVA) (2)	541 638	531 127	522 619	514 826	506 018	-1,7
Assurance vieillesse individuelle (AVI) (2)	497 881	487 344	479 148	471 306	461 878	-2,0
Retraite complémentaire obligatoire (RCO) (2)	489 647	531 394	522 534	514 611	505 730	-1,7
Prestations familiales agricoles (PFA) (2)	493 106	485 777	480 195	475 013	466 977	-1,7
Assurance accidents du travail (ATEXA) (2) (3)	596 329	587 822	579 714	571 597	567 463	-0,7
Cotisants de solidarité (4)	94 694	94 385	94 078	96 248	94 300	-2,0

(1) Dont les conjoints collaborateurs cotisants en invalidité. Ensemble des assureurs.

(2) Cotisants sanctions inclus.

(3) Ensemble des assureurs hors Alsace-Moselle.

(4) Cotisants solidaires exploitant moins de la demi SMI non retraités de vieillesse agricole et cotisants solidaires associés de société.

1.42 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2014

L'obligation pour les exploitants de cotiser à la branche prestations familiales apparaît en 1939.

Le chef d'exploitation agricole cotise pour lui-même.

Les cotisations sont déterminées à partir d'assiettes sociales.

Dans la branche prestations familiales, l'assiette sociale, base d'imposition sociale, est le reflet de l'assiette brute, puisque dans cette branche ne s'appliquent ni minimum, ni plafonnement. Seules les assiettes brutes négatives sont ramenées à zéro.

Les exploitants agricoles se distinguent par leur régime d'imposition : régime du forfait ou régime du bénéfice réel. Le forfait s'applique de plein droit aux exploitants dont la moyenne des recettes mesurées sur deux années consécutives ne dépasse pas un certain montant.

Le régime d'imposition au bénéfice réel s'applique aux exploitants qui ne répondent pas aux conditions du régime forfaitaire mais aussi aux exploitants relevant normalement du forfait qui souhaitent opter pour le régime du réel. Il existe aussi le régime mixte qui est un régime transitoire avant de passer au réel. Les exploitants imposés au régime mixte seront inclus parmi les exploitants imposés au réel dans ce document.

Tableau 5

PFA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2014
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Total	
	Forfait		Réel ou mixte		Effectifs (6) = (1 + 3)	Assiette (7) = (2 + 4)
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		
Ile-de-France	361	2 875	6 927	273 846	7 288	276 721
Ardennes	404	3 003	2 815	75 888	3 219	78 891
Aube	404	4 033	4 438	209 624	4 842	213 657
Marne	1 068	9 899	9 067	427 268	10 135	437 167
Haute-Marne	213	1 606	2 412	51 699	2 625	53 305
Champagne-Ardennes	2 089	18 541	18 732	764 479	20 821	783 020
Aisne	315	2 725	4 583	205 453	4 898	208 178
Oise	157	1 336	3 625	151 910	3 782	153 246
Somme	216	2 855	5 306	199 910	5 522	202 765
Picardie	688	6 916	13 514	557 273	14 202	564 189
Eure	283	2 627	3 777	120 334	4 060	122 961
Seine-Maritime	522	3 922	5 232	134 204	5 754	138 126
Haute-Normandie	805	6 549	9 009	254 538	9 814	261 087
Cher	367	2 520	3 366	87 955	3 733	90 475
Eure-et-Loir	176	1 828	4 004	163 019	4 180	164 847
Indre	869	5 261	3 397	68 715	4 266	73 976
Indre-et-Loire	613	3 854	3 830	91 133	4 443	94 987
Loir-et-Cher	321	1 732	3 112	85 679	3 433	87 411
Loiret	316	2 492	3 587	126 045	3 903	128 537
Centre	2 662	17 687	21 296	622 546	23 958	640 233
Calvados	611	5 814	5 425	95 975	6 036	101 789
Manche	1 153	6 633	7 470	95 988	8 623	102 621
Orne	492	3 818	5 081	72 362	5 573	76 180
Basse-Normandie	2 256	16 265	17 976	264 325	20 232	280 590
Côte-d'or	348	2 396	4 648	135 284	4 996	137 680
Nièvre	442	2 941	2 844	47 778	3 286	50 719
Saône-et-Loire	1 163	7 970	6 319	107 291	7 482	115 261
Yonne	374	2 711	3 794	117 809	4 168	120 520
Bourgogne	2 327	16 018	17 605	408 162	19 932	424 180
Nord	885	7 146	6 296	166 278	7 181	173 424
Pas-de-Calais	645	6 152	7 074	183 561	7 719	189 713
Nord-Pas-de-Calais	1 530	13 298	13 370	349 839	14 900	363 137
Meurthe-et-Moselle	258	1 514	2 599	62 287	2 857	63 801
Meuse	268	1 830	2 893	68 549	3 161	70 379
Moselle	638	3 848	2 838	63 618	3 476	67 466
Vosges	618	3 296	2 537	40 691	3 155	43 987
Lorraine	1 782	10 488	10 867	235 145	12 649	245 633
Bas-Rhin	856	8 024	3 770	86 863	4 626	94 887
Haut-Rhin	741	5 270	3 381	73 329	4 122	78 599
Alsace	1 597	13 294	7 151	160 192	8 748	173 486
Doubs	366	3 039	3 776	53 577	4 142	56 616
Jura	369	2 872	2 667	44 423	3 036	47 295
Haute-Saône	335	2 699	2 538	46 436	2 873	49 135
Terr. de Belfort	79	597	280	4 038	359	4 635
Franche-Comté	1 149	9 207	9 261	148 474	10 410	157 681
Loire-Atlantique	789	6 411	7 367	115 969	8 156	122 380
Maine-et-Loire	608	5 687	9 157	147 518	9 765	153 205
Mayenne	526	3 871	7 719	108 846	8 245	112 717
Sarthe	370	3 226	5 119	98 045	5 489	101 271
Vendée	420	2 662	8 488	157 678	8 908	160 340
Pays-de-la-Loire	2 713	21 857	37 850	628 056	40 563	649 913
Côtes-d'Armor	565	3 938	10 155	199 649	10 720	203 587
Finistère	943	5 673	8 235	163 761	9 178	169 434
Ille-et-Vilaine	610	4 468	10 211	164 589	10 821	169 057
Morbihan	577	3 909	7 952	139 540	8 529	143 449
Bretagne	2 695	17 988	36 553	667 539	39 248	685 527

PFA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Total	
	Forfait		Réel ou mixte		Effectifs (6) = (1 + 3)	Assiette (7) = (2 + 4)
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		
Charente	992	6 146	4 440	117 158	5 432	123 304
Charente-Maritime	1 052	7 822	5 611	176 894	6 663	184 716
Deux-Sèvres	658	4 462	5 941	110 901	6 599	115 363
Vienne	492	5 157	4 423	98 805	4 915	103 962
Poitou-Charentes	3 194	23 587	20 415	503 758	23 609	527 345
Dordogne	2 304	12 309	4 293	48 023	6 597	60 332
Gironde	1 284	6 319	6 140	108 858	7 424	115 177
Landes	704	5 064	4 398	74 726	5 102	79 790
Lot-et-Garonne	1 560	10 465	4 307	72 806	5 867	83 271
Pyrénées-Atlantiques	4 049	21 046	6 659	60 004	10 708	81 050
Aquitaine	9 901	55 203	25 797	364 417	35 698	419 620
Ariège	1 059	4 763	1 259	12 046	2 318	16 809
Aveyron	3 966	17 421	6 383	65 509	10 349	82 930
Haute-Garonne	1 789	10 007	3 714	54 070	5 503	64 077
Gers	1 803	13 013	5 059	83 448	6 862	96 461
Lot	1 818	8 306	2 606	25 925	4 424	34 231
Hautes-Pyrénées	1 950	8 918	1 620	18 473	3 570	27 391
Tarn	1 978	10 533	3 681	46 286	5 659	56 819
Tarn-et-Garonne	1 712	9 503	2 845	37 138	4 557	46 641
Midi-Pyrénées	16 075	82 464	27 167	342 895	43 242	425 359
Corrèze	2 032	10 089	2 598	23 749	4 630	33 838
Creuse	1 615	8 965	2 731	28 173	4 346	37 138
Haute-Vienne	1 248	6 931	2 903	31 748	4 151	38 679
Limousin	4 895	25 985	8 232	83 670	13 127	109 655
Ain	596	4 060	3 661	71 215	4 257	75 275
Ardèche	2 262	7 740	1 626	21 184	3 888	28 924
Drôme	2 003	9 237	3 542	70 426	5 545	79 663
Isère	2 220	10 090	3 542	58 085	5 762	68 175
Loire	1 757	9 948	3 743	39 375	5 500	49 323
Rhône	2 157	9 151	3 848	65 201	6 005	74 352
Savoie	998	4 324	1 647	27 858	2 645	32 182
Haute-Savoie	1 136	5 415	2 830	35 859	3 966	41 274
Rhône-Alpes	13 129	59 965	24 439	389 203	37 568	449 168
Allier	635	5 498	4 633	60 359	5 268	65 857
Cantal	2 352	9 838	4 093	41 233	6 445	51 071
Haute-Loire	1 858	7 605	3 195	30 023	5 053	37 628
Puy-de-Dôme	2 472	15 140	4 335	63 307	6 807	78 447
Auvergne	7 317	38 081	16 256	194 922	23 573	233 003
Aude	3 011	9 462	2 429	33 688	5 440	43 150
Gard	2 273	8 739	2 952	46 391	5 225	55 130
Hérault	3 771	12 545	2 897	43 688	6 668	56 233
Lozère	1 554	6 838	1 606	14 649	3 160	21 487
Pyrénées-Orientales	1 498	4 287	1 326	19 213	2 824	23 500
Languedoc-Roussillon	12 107	41 871	11 210	157 629	23 317	199 500
Alpes-de-Haute-Provence	1 139	4 561	1 120	18 372	2 259	22 933
Hautes-Alpes	1 097	4 679	900	11 945	1 997	16 624
Alpes-Maritimes	717	2 518	1 900	33 495	2 617	36 013
Bouches-du-Rhône	1 288	7 736	3 303	57 521	4 591	65 257
Var	1 751	5 563	2 992	49 021	4 743	54 584
Vaucluse	1 724	8 133	3 254	66 196	4 978	74 329
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 716	33 190	13 469	236 550	21 185	269 740
Corse	2 014	7 582	879	12 438	2 893	20 020
France	99 002	538 911	367 975	7 619 896	466 977	8 158 807

Source : MSA

*Les artisans ruraux ne sont plus affiliés au régime agricole depuis le 1/01/2014)

1.43 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2014

L'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa) a été créée en 1961. Elle couvre les risques maladie, maternité et invalidité.

Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, ainsi que pour le(s) aide(s) familial(aux) majeur(s) et mineur(s) participant à la mise en valeur de l'exploitation.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

Dans la branche Amexa, les assiettes brutes inférieures à 800 Smic horaire (avec la valeur du Smic horaire constatée au 1^{er} janvier de l'année) sont redressées à 800 Smic. L'assiette sociale individuelle ne peut donc être inférieure à 800 Smic.

Tableau 6

AMEXA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut, ensemble des assureurs en 2014
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)
Ile-de-France	7 148	281 054	64	596	442	7 654	281 650
Ardennes	3 191	81 157	16	118	215	3 422	81 275
Aube	4 806	214 876	11	121	160	4 977	214 997
Marne	10 015	437 820	21	216	563	10 599	438 036
Haute-Marne	2 608	55 634	39	317	145	2 792	55 951
Champagne-Ardennes	20 620	789 487	87	772	1 083	21 790	790 259
Aisne	4 847	210 554	24	261	388	5 259	210 815
Oise	3 720	155 046	22	179	174	3 916	155 225
Somme	5 457	204 998	44	428	373	5 874	205 426
Picardie	14 024	570 598	90	868	935	15 049	571 466
Eure	4 010	125 938	31	317	210	4 251	126 255
Seine-Maritime	5 673	143 076	53	454	436	6 162	143 530
Haute-Normandie	9 683	269 014	84	771	646	10 413	269 785
Cher	3 672	94 421	30	213	211	3 913	94 634
Eure-et-Loir	4 124	165 818	11	102	222	4 357	165 920
Indre	4 196	78 491	31	218	195	4 422	78 709
Indre-et Loire	4 356	98 539	22	158	262	4 640	98 697
Loir-et-Cher	3 374	90 484	13	105	205	3 592	90 589
Loiret	3 847	130 934	20	183	176	4 043	131 117
Centre	23 569	658 687	127	979	1 271	24 967	659 666
Calvados	5 873	109 966	54	462	481	6 408	110 428
Manche	8 534	115 262	49	309	641	9 224	115 571
Orne	5 475	84 616	49	337	318	5 842	84 953
Basse-Normandie	19 882	309 844	152	1 108	1 440	21 474	310 952
Côte-d'or	4 952	142 037	32	275	218	5 202	142 312
Nièvre	3 248	56 122	54	404	316	3 618	56 526
Saône-et-Loire	7 396	123 916	47	332	573	8 016	124 248
Yonne	4 128	123 533	20	177	213	4 361	123 710
Bourgogne	19 724	445 608	153	1 188	1 320	21 197	446 796
Nord	7 072	178 371	73	592	638	7 783	178 963
Pas-de-Calais	7 609	194 868	98	884	642	8 349	195 752
Nord-Pas-de-Calais	14 681	373 239	171	1 476	1 280	16 132	374 715
Meurthe-et-Moselle	2 830	66 193	26	220	157	3 013	66 413
Meuse	3 120	72 748	30	268	161	3 311	73 016
Moselle	3 423	70 632	24	197	168	3 615	70 829
Vosges	3 126	47 723	60	449	196	3 382	48 172
Lorraine	12 499	257 296	140	1 134	682	13 321	258 430
Bas-Rhin	4 477	97 577	6	56	93	4 576	97 633
Haut-Rhin	3 977	82 678	10	83	148	4 135	82 761
Alsace	8 454	180 255	16	139	241	8 711	180 394
Doubs	4 127	60 253	37	290	240	4 404	60 543
Jura	2 999	50 415	37	276	130	3 166	50 691
Haute-Saône, T. de Belfort	3 187	57 263	34	266	184	3 405	57 529
Franche-Comté	10 313	167 931	108	832	554	10 975	168 763
Loire-Atlantique	8 084	130 759	40	296	368	8 492	131 055
Maine-et-Loire	9 635	163 402	24	186	444	10 103	163 588
Mayenne	8 134	122 035	30	221	514	8 678	122 256
Sarthe	5 378	106 445	36	292	426	5 840	106 737
Vendée	8 837	167 674	22	186	374	9 233	167 860
Pays-de-la-Loire	40 068	690 315	152	1 181	2 126	42 346	691 496
Côtes-d'Armor	10 616	213 088	28	250	714	11 358	213 338
Finistère	9 068	180 257	47	348	383	9 498	180 605
Ille-et-Vilaine	10 710	178 541	22	147	549	11 281	178 688
Morbihan	8 397	151 529	20	148	475	8 892	151 677
Bretagne	38 791	723 415	117	893	2 121	41 029	724 308

AMEXA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut, ensemble des assureurs en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	(Assiette en milliers d'euros)		
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Total		
						Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)	
Charente	5 347	128 954	24	203	384	5 755	129 157	
Charente-Maritime	6 594	189 708	37	334	562	7 193	190 042	
Deux-Sèvres	6 565	121 974	27	196	319	6 911	122 170	
Vienne	4 835	108 079	19	162	290	5 144	108 241	
Poitou-Charentes	23 341	548 715	107	895	1 555	25 003	549 610	
Dordogne	6 449	73 049	94	576	549	7 092	73 625	
Gironde	7 186	128 961	46	327	499	7 731	129 288	
Landes	4 915	86 957	27	200	253	5 195	87 157	
Lot-et-Garonne	5 748	91 512	31	208	363	6 142	91 720	
Pyrénées-Atlantiques	10 236	102 708	136	798	448	10 820	103 506	
Aquitaine	34 534	483 187	334	2 109	2 112	36 980	485 296	
Ariège	2 249	22 026	41	248	152	2 442	22 274	
Aveyron	10 230	103 422	183	1 148	685	11 098	104 570	
Haut-de-Garonne	5 328	72 308	70	455	264	5 662	72 763	
Gers	6 704	104 178	38	290	368	7 110	104 468	
Lot	4 310	43 038	77	457	276	4 663	43 495	
Hautes-Pyrénées	3 509	34 068	70	378	166	3 745	34 446	
Tarn	5 578	67 124	74	420	385	6 037	67 544	
Tarn-et-Garonne	4 464	54 712	38	229	304	4 806	54 941	
Midi-Pyrénées	42 372	500 876	591	3 625	2 600	45 563	504 501	
Corrèze	4 559	42 954	53	344	256	4 868	43 298	
Creuse	4 331	43 872	69	461	236	4 636	44 333	
Haut-Vienne	4 078	45 579	60	428	302	4 440	46 007	
Limousin	12 968	132 405	182	1 233	794	13 944	133 638	
Ain	4 142	79 862	31	260	236	4 409	80 122	
Ardèche	3 849	39 112	67	392	395	4 311	39 504	
Drôme	5 469	89 309	79	485	456	6 004	89 794	
Isère	5 662	77 036	52	357	293	6 007	77 393	
Loire	5 432	58 049	60	389	442	5 934	58 438	
Rhône	5 933	84 826	43	289	591	6 567	85 115	
Savoie	2 617	36 680	63	400	144	2 824	37 080	
Haute-Savoie	3 934	48 114	87	592	217	4 238	48 706	
Rhône-Alpes	37 038	512 988	482	3 164	2 774	40 294	516 152	
Allier	5 193	73 033	41	323	429	5 663	73 356	
Cantal	6 406	64 301	132	779	505	7 043	65 080	
Haute-Loire	5 026	48 002	90	491	406	5 522	48 493	
Puy-de-Dôme	6 750	88 434	100	625	476	7 326	89 059	
Auvergne	23 375	273 770	363	2 218	1 816	25 554	275 988	
Aude	5 309	56 347	38	206	359	5 706	56 553	
Gard	5 061	66 108	52	305	448	5 561	66 413	
Hérault	6 435	72 295	52	286	558	7 045	72 581	
Lozère	3 122	28 899	41	239	247	3 410	29 138	
Pyrénées-Orientales	2 769	31 292	22	113	258	3 049	31 405	
Languedoc-Roussillon	22 696	254 941	205	1 149	1 870	24 771	256 090	
Alpes-de-Haute-Provence	2 221	28 361	46	302	172	2 439	28 663	
Hautes-Alpes	1 961	21 669	49	310	138	2 148	21 979	
Alpes-Maritimes	2 598	40 192	31	179	198	2 827	40 371	
Bouches-du-Rhône	4 489	72 732	50	333	335	4 874	73 065	
Var	4 653	64 507	66	446	387	5 106	64 953	
Vaucluse	4 877	83 302	33	199	345	5 255	83 501	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 799	310 763	275	1 769	1 575	22 649	312 532	
Corse	2 855	28 215	95	563	203	3 153	28 778	
France	459 434	8 762 603	4 095	28 662	29 440	492 969	8 791 265	

Source : MSA

1.44 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2014

L'assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952.

- Une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Les cotisations AVA comprennent :

- une cotisation qui finance la retraite proportionnelle. Elle est due par chaque chef d'exploitation ou d'entreprise. Elle est calculée dans la limite du plafond de la sécurité sociale et l'assiette minimum de cotisations est fixée à 600 Smic,
- une cotisation déplafonnée non génératrice de droits avec une assiette minimum à 600 Smic,
- une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Tableau 7

AVA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2014
Ventilation départementale et régionale 2014

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Ile-de-France	7 221	164 710	280 647	620	2 363	7 841	167 073
Ardennes	3 220	61 791	81 052	283	1 079	3 503	62 870
Aube	4 837	126 820	215 448	229	873	5 066	127 693
Marne	10 112	265 960	440 593	764	2 912	10 876	268 872
Haute-Marne	2 627	47 980	55 214	250	953	2 877	48 933
Champagne-Ardennes	20 796	502 551	792 307	1 526	5 817	22 322	508 368
Aisne	4 885	118 336	210 511	556	2 119	5 441	120 455
Oise	3 769	88 509	155 176	253	964	4 022	89 473
Somme	5 503	130 507	205 130	649	2 474	6 152	132 981
Picardie	14 157	337 352	570 817	1 458	5 557	15 615	342 909
Eure	4 046	86 310	125 588	301	1 147	4 347	87 457
Seine-Maritime	5 751	108 388	142 417	565	2 154	6 316	110 542
Haute-Normandie	9 797	194 698	268 005	866	3 301	10 663	197 999
Cher	3 724	68 038	93 901	275	1 048	3 999	69 086
Eure-et-Loir	4 162	106 239	166 624	392	1 494	4 554	107 733
Indre	4 260	64 483	77 682	264	1 006	4 524	65 489
Indre-et-Loire	4 429	81 349	98 534	397	1 513	4 826	82 862
Loir-et-Cher	3 432	69 345	90 220	296	1 128	3 728	70 473
Loiret	3 891	89 173	130 658	270	1 029	4 161	90 202
Centre	23 898	478 627	657 619	1 894	7 218	25 792	485 845
Calvados	6 036	91 279	108 593	574	2 188	6 610	93 467
Manche	8 650	104 786	111 898	766	2 920	9 416	107 706
Orne	5 579	76 043	82 879	446	1 700	6 025	77 743
Basse-Normandie	20 265	272 108	303 370	1 786	6 808	22 051	278 916
Côte-d'or	4 990	100 154	141 177	314	1 197	5 304	101 351
Nièvre	3 287	46 040	54 777	456	1 738	3 743	47 778
Saône-et-Loire	7 477	110 059	121 727	685	2 611	8 162	112 670
Yonne	4 170	89 213	123 160	305	1 163	4 475	90 376
Bourgogne	19 924	345 466	440 841	1 760	6 709	21 684	352 175
Nord	7 177	137 740	178 044	884	3 370	8 061	141 110
Pas-de-Calais	7 737	147 706	195 254	929	3 541	8 666	151 247
Nord-Pas-de-Calais	14 914	285 446	373 298	1 813	6 911	16 727	292 357
Meurthe-et-Moselle	2 860	55 966	65 778	271	1 033	3 131	56 999
Meuse	3 152	62 458	72 428	254	968	3 406	63 426
Moselle	3 472	59 187	70 410	256	976	3 728	60 163
Vosges	3 156	43 308	46 651	288	1 098	3 444	44 406
Lorraine	12 640	220 919	255 267	1 069	4 075	13 709	224 994
Bas-Rhin	4 616	83 462	98 789	176	671	4 792	84 133
Haut-Rhin	4 111	67 190	82 971	211	804	4 322	67 994
Alsace	8 727	150 652	181 760	387	1 475	9 114	152 127
Doubs	4 139	58 075	58 971	328	1 250	4 467	59 325
Jura	3 029	46 380	49 665	197	751	3 226	47 131
Haute-Saône	2 872	46 709	51 317	219	835	3 091	47 544
Terr. de Belfort	357	4 564	4 990	33	126	390	4 690
Franche-Comté	10 397	155 728	164 943	777	2 962	11 174	158 690
Loire-Atlantique	8 167	118 315	128 505	472	1 799	8 639	120 114
Maine-et-Loire	9 753	145 364	160 797	562	2 142	10 315	147 506
Mayenne	8 237	112 561	119 331	651	2 482	8 888	115 043
Sarthe	5 488	94 712	105 605	582	2 219	6 070	96 931
Vendée	8 917	150 396	165 815	498	1 898	9 415	152 294
Pays-de-la-Loire	40 562	621 348	680 053	2 765	10 540	43 327	631 888
Côtes-d'Armor	10 731	184 932	210 881	837	3 191	11 568	188 123
Finistère	9 196	150 235	177 634	491	1 872	9 687	152 107
Ille-et-Vilaine	10 827	163 479	176 354	692	2 638	11 519	166 117
Morbihan	8 536	136 597	150 021	555	2 116	9 091	138 713
Bretagne	39 290	635 243	714 890	2 575	9 817	41 865	645 060

AVA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Charente	5 420	96 471	128 517	450	1 715	5 870	98 186
Charente-Maritime	6 668	136 328	189 162	691	2 634	7 359	138 962
Deux-Sèvres	6 591	108 869	120 145	419	1 597	7 010	110 466
Vienne	4 902	90 706	108 202	375	1 430	5 277	92 136
Poitou-Charentes	23 581	432 374	546 026	1 935	7 376	25 516	439 750
Dordogne	6 554	66 601	70 085	681	2 596	7 235	69 197
Gironde	7 421	101 060	127 405	573	2 184	7 994	103 244
Landes	5 090	74 364	86 667	336	1 281	5 426	75 645
Lot-et-Garonne	5 832	76 778	89 766	428	1 632	6 260	78 410
Pyrénées-Atlantiques	10 688	97 033	99 794	816	3 111	11 504	100 144
Aquitaine	35 585	415 836	473 717	2 834	10 804	38 419	426 640
Ariège	2 312	19 982	20 932	213	812	2 525	20 794
Aveyron	10 358	95 686	96 779	1 078	4 109	11 436	99 795
Haute-Garonne	5 487	65 180	71 479	406	1 548	5 893	66 728
Gers	6 845	93 915	103 229	489	1 864	7 334	95 779
Lot	4 412	39 847	41 051	403	1 536	4 815	41 383
Hautes-Pyrénées	3 558	31 562	32 959	271	1 033	3 829	32 595
Tarn	5 650	61 110	64 255	540	2 058	6 190	63 168
Tarn-et-Garonne	4 536	48 193	52 668	384	1 464	4 920	49 657
Midi-Pyrénées	43 158	455 475	483 352	3 784	14 424	46 942	469 899
Corrèze	4 612	40 193	40 562	377	1 437	4 989	41 630
Creuse	4 355	41 207	41 712	324	1 235	4 679	42 442
Haute-Vienne	4 135	43 280	44 106	389	1 483	4 524	44 763
Limousin	13 102	124 680	126 380	1 090	4 155	14 192	128 835
Ain	4 256	69 920	79 360	300	1 144	4 556	71 064
Ardèche	3 880	34 010	36 505	492	1 876	4 372	35 886
Drôme	5 509	73 687	86 893	584	2 226	6 093	75 913
Isère	5 755	68 119	76 119	412	1 571	6 167	69 690
Loire	5 488	52 858	55 235	587	2 238	6 075	55 096
Rhône	6 001	73 761	81 961	761	2 901	6 762	76 662
Savoie	2 630	31 906	35 903	228	869	2 858	32 775
Haute-Savoie	3 954	44 102	45 855	337	1 285	4 291	45 387
Rhône-Alpes	37 473	448 363	497 831	3 701	14 110	41 174	462 473
Allier	5 284	66 849	71 368	555	2 116	5 839	68 965
Cantal	6 475	59 897	60 564	695	2 649	7 170	62 546
Haute-Loire	5 056	44 241	44 632	572	2 180	5 628	46 421
Puy-de-Dôme	6 814	79 760	85 425	658	2 508	7 472	82 268
Auvergne	23 629	250 747	261 989	2 480	9 453	26 109	260 200
Aude	5 414	52 138	55 113	461	1 757	5 875	53 895
Gard	5 207	56 300	64 183	535	2 039	5 742	58 339
Hérault	6 608	62 094	70 013	680	2 592	7 288	64 686
Lozère	3 164	26 814	26 958	307	1 170	3 471	27 984
Pyrénées-Orientales	2 821	26 778	30 116	313	1 193	3 134	27 971
Languedoc-Roussillon	23 214	224 124	246 383	2 296	8 751	25 510	232 875
Alpes-de-Haute-Provence	2 248	23 585	26 856	254	968	2 502	24 553
Hautes-Alpes	1 997	18 323	20 227	223	850	2 220	19 173
Alpes-Maritimes	2 614	34 693	38 778	232	884	2 846	35 577
Bouches-du-Rhône	4 577	57 446	70 879	414	1 578	4 991	59 024
Var	4 711	54 937	62 421	478	1 822	5 189	56 759
Vaucluse	4 966	65 895	80 990	396	1 510	5 362	67 405
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 113	254 879	300 151	1 997	7 612	23 110	262 491
Corse	2 859	22 729	25 588	303	1 155	3 162	23 884
France	466 302	6 994 055	8 645 234	39 716	151 393	506 018	7 145 448

Source : MSA

1.45 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2014

La cotisation d'assurance vieillesse individuelle (AVI) est due pour chaque membre non salarié de l'exploitation ou de l'entreprise âgé d'au moins 16 ans : chef d'exploitation, aide(s) familial(aux) et collaborateurs d'exploitation. Elle n'est pas due par les exploitants et collaborateurs d'exploitation à titre secondaire. Elle finance la retraite forfaitaire.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

L'assiette sociale AVI ne peut être inférieure à 800 Smic ni supérieure au plafond annuel de la Sécurité sociale.

Tableau 8

AVI
Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2014
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Ile-de-France	6 674	160 247	439	11 569	55	991	7 168	165 622
Ardennes	2 984	60 227	215	4 411	14	168	3 275	60 490
Aube	4 432	122 572	160	4 806	10	240	4 703	124 116
Marne	9 007	251 297	545	17 487	20	463	9 733	269 620
Haute-Marne	2 501	47 800	145	2 987	39	562	2 742	53 161
Champagne-Ardennes	18 924	481 896	1 065	29 691	83	1 433	20 072	507 387
Aisne	4 520	114 998	381	10 426	22	492	4 992	121 868
Oise	3 460	85 631	173	4 419	21	381	3 717	83 902
Somme	5 046	125 764	368	10 020	40	819	5 520	130 671
Picardie	13 026	326 393	922	24 885	83	1 692	14 031	336 441
Eure	3 776	84 673	209	4 722	30	646	4 066	84 713
Seine-Maritime	5 371	107 345	431	9 187	46	786	5 940	112 533
Haute-Normandie	9 147	192 018	640	13 909	76	1 432	9 863	197 246
Cher	3 463	67 373	209	4 182	29	359	3 750	69 337
Eure-et-Loir	3 697	100 153	220	6 448	11	198	3 997	108 057
Indre	3 836	62 904	194	3 183	29	337	4 131	65 449
Indre-et-Loire	4 024	79 565	257	5 501	19	356	4 391	87 620
Loir-et-Cher	3 175	68 284	203	4 329	12	202	3 481	73 702
Loiret	3 554	86 407	175	4 485	18	350	3 819	84 917
Centre	21 749	464 686	1 258	28 128	118	1 802	23 125	489 082
Calvados	5 620	91 261	477	8 257	52	795	6 283	97 871
Manche	8 264	107 569	639	10 128	46	475	9 131	116 436
Orne	5 279	77 009	316	5 228	44	469	5 740	85 736
Basse-Normandie	19 163	275 839	1 432	23 613	142	1 739	20 737	300 043
Côte-d'or	4 744	99 656	211	4 326	30	475	5 060	104 780
Nièvre	3 143	46 882	313	4 982	53	731	3 566	52 085
Saône-et-Loire	7 067	110 945	572	9 551	44	525	7 901	120 979
Yonne	3 870	87 297	210	4 803	20	335	4 184	86 345
Bourgogne	18 824	344 780	1 306	23 662	147	2 066	20 277	364 189
Nord	6 622	134 497	635	13 611	62	897	7 455	138 064
Pas-de-Calais	7 102	143 318	640	13 321	97	1 639	7 941	148 638
Nord-Pas-de-Calais	13 724	277 815	1 275	26 932	159	2 536	15 158	286 702
Meurthe-et-Moselle	2 700	55 505	157	3 835	23	430	2 943	59 842
Meuse	2 923	61 474	160	4 003	30	521	3 212	66 162
Moselle	3 022	57 140	165	3 092	21	331	3 277	60 648
Vosges	2 997	44 027	195	3 211	57	773	3 324	46 514
Lorraine	11 642	218 146	677	14 141	131	2 055	12 450	233 166
Bas-Rhin	3 542	73 843	91	1 569	6	121	3 687	78 148
Haut-Rhin	3 353	62 352	147	2 240	10	151	3 572	65 776
Alsace	6 895	136 195	238	3 809	16	272	7 149	143 924
Doubs	4 051	58 953	240	4 101	37	432	4 371	64 441
Jura	2 876	46 515	129	2 096	35	461	3 109	50 716
Haute-Saône T. de Belfort	3 049	51 255	182	3 093	34	469	3 309	56 721
Franche-Comté	9 976	156 723	551	9 290	106	1 362	10 633	171 878
Loire-Atlantique	7 911	119 932	365	6 489	39	497	8 485	119 478
Maine-et-Loire	9 327	146 405	443	7 269	24	298	10 035	143 669
Mayenne	7 911	114 194	512	8 616	28	335	8 630	119 813
Sarthe	5 171	94 403	422	8 904	33	529	5 717	101 356
Vendée	8 640	151 171	373	6 799	23	342	9 265	157 724
Pays-de-la-Loire	38 960	626 105	2 115	38 077	147	2 001	41 222	642 040
Côtes-d'Armor	10 352	185 763	715	15 777	27	460	11 320	201 768
Finistère	8 868	152 442	381	6 505	45	587	9 493	157 117
Ille-et-Vilaine	10 412	164 714	548	9 507	20	244	11 231	170 244
Morbihan	8 079	136 549	474	9 606	20	257	8 774	142 296
Bretagne	37 711	639 468	2 118	41 395	112	1 548	39 941	671 425

AVI
Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Charente	4 924	94 564	381	7 601	25	402	5 449	95 489
Charente-Maritime	6 171	133 991	556	12 938	35	621	6 898	132 989
Deux-Sèvres	6 367	109 667	319	5 656	24	297	6 835	115 694
Vienne	4 494	88 654	286	5 781	16	270	4 913	99 322
Poitou-Charentes	21 956	426 876	1 542	31 976	100	1 590	23 598	443 494
Dordogne	5 905	67 767	546	6 242	78	795	6 763	76 437
Gironde	6 749	100 985	491	8 052	44	590	7 480	113 846
Landes	4 413	72 095	252	4 305	21	269	4 834	81 066
Lot-et-Garonne	5 286	76 671	352	4 696	30	324	5 809	78 985
Pyrénées-Atlantiques	8 893	94 726	444	4 766	115	1 087	9 682	99 823
Aquitaine	31 246	412 244	2 085	28 061	288	3 065	33 619	450 157
Ariège	2 030	20 615	146	1 474	35	326	2 282	22 498
Aveyron	9 625	100 828	685	7 418	178	1 690	10 743	111 537
Haute-Garonne	4 591	62 518	261	3 656	61	673	5 046	67 019
Gers	5 943	90 695	365	5 814	36	496	6 499	95 900
Lot	3 946	41 043	275	3 091	72	702	4 444	45 796
Hautes-Pyrénées	2 896	30 570	163	1 858	56	495	3 167	33 509
Tarn	5 188	62 517	381	4 557	66	550	5 750	66 226
Tarn-et-Garonne	4 065	48 701	300	3 327	36	347	4 506	52 814
Midi-Pyrénées	38 284	457 487	2 576	31 195	540	5 279	41 400	495 299
Corrèze	4 130	41 393	255	2 760	46	441	4 515	44 177
Creuse	4 164	43 432	237	2 630	64	700	4 524	46 204
Haute-Vienne	3 827	44 485	300	3 974	56	619	4 313	48 721
Limousin	12 121	129 310	792	9 364	166	1 760	13 079	139 102
Ain	3 925	69 391	232	4 811	25	369	4 225	76 937
Ardèche	3 552	36 476	392	4 088	63	558	4 119	40 621
Drôme	5 025	74 581	451	6 727	64	689	5 607	78 278
Isère	4 886	66 450	288	4 090	47	595	5 292	68 360
Loire	5 079	54 642	437	4 987	54	598	5 672	58 759
Rhône	5 594	75 881	589	9 004	38	414	6 319	80 091
Savoie	2 292	31 690	138	2 052	55	597	2 540	33 906
Haute-Savoie	3 687	45 551	216	3 121	84	948	4 040	47 920
Rhône-Alpes	34 040	454 662	2 743	38 880	430	4 768	37 213	484 872
Allier	4 998	67 736	425	6 020	39	533	5 607	73 201
Cantal	6 184	64 082	504	5 725	131	1 204	6 949	69 611
Haute-Loire	4 718	46 974	403	4 234	82	705	5 343	51 812
Puy-de-Dôme	6 264	80 668	472	6 432	98	991	7 044	84 244
Auvergne	22 164	259 460	1 804	22 411	350	3 433	24 318	278 868
Aude	4 575	52 127	352	3 978	36	327	5 089	55 062
Gard	4 635	57 332	445	5 700	48	484	5 217	61 105
Hérault	5 659	62 777	542	6 673	47	460	6 254	66 537
Lozère	2 949	28 844	244	2 561	37	346	3 257	31 345
Pyrénées-Orientales	2 565	28 296	256	2 721	22	168	2 928	29 640
Languedoc-Roussillon	20 383	229 376	1 839	21 633	190	1 785	22 412	243 689
Alpes-de-Haute-Provence	2 079	24 938	169	2 035	43	533	2 315	26 422
Hautes-Alpes	1 835	19 572	135	1 599	40	427	2 069	21 449
Alpes-Maritimes	2 542	36 019	197	2 576	28	253	2 804	38 358
Bouches-du-Rhône	4 289	58 812	336	4 945	47	474	4 762	62 712
Var	4 305	56 140	387	5 553	61	764	4 790	61 199
Vaucluse	4 628	67 344	344	4 986	34	382	5 125	70 339
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 678	262 825	1 568	21 694	253	2 833	21 499	280 479
Corse	2 639	24 909	197	1 864	78	663	2 914	26 902
France	428 926	6 957 460	29 182	496 159	3 770	46 105	461 878	7 499 724

Source : MSA

[Télécharger les données au format Excel :](#)



1.46 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2014

L'assurance accidents du travail pour les non-salariés (Atexa) est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002, hors Alsace-Moselle qui bénéficie d'un régime particulier. Le chef d'exploitation ou d'entreprise cotise pour lui-même, pour le conjoint participant aux travaux ou le conjoint collaborateur et pour les aides familiaux.

Il n'existe pas d'assiette minimale en Atexa. La cotisation est forfaitaire, modulée en fonction de la catégorie de risque de l'exploitant, elle ne dépend donc pas de son revenu.

Depuis 2008, les cotisants solidaires sont couverts en Atexa. Leurs cotisations sont également forfaitaires.

Tableau 9

ATEXA
Effectifs de cotisants selon le statut, ensemble des assureurs en 2014
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoint à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Île-de-France	6 697	842	456	136	71	539	8 741
Ardennes	3 002	289	219	57	20	193	3 780
Aube	4 440	477	166	63	11	495	5 652
Marne	9 023	1 277	591	188	21	1 944	13 044
Haute-Marne	2 505	169	147	67	45	147	3 080
Champagne-Ardennes	18 970	2 212	1 123	375	97	2 779	25 556
Aisne	4 538	482	398	155	29	318	5 920
Oise	3 475	413	177	61	26	195	4 347
Somme	5 057	585	410	243	52	431	6 778
Picardie	13 070	1 480	985	459	107	944	17 045
Eure	3 799	415	220	62	34	518	5 048
Seine-Maritime	5 404	518	448	89	59	715	7 233
Haute-Normandie	9 203	933	668	151	93	1 233	12 281
Cher	3 474	325	216	38	32	276	4 361
Eure-et-Loir	3 698	540	230	160	13	223	4 864
Indre	3 838	531	203	42	34	495	5 143
Indre-et-Loire	4 042	504	288	92	24	328	5 278
Loir-et-Cher	3 179	327	213	80	17	263	4 079
Loiret	3 558	415	179	78	20	248	4 498
Centre	21 789	2 642	1 329	490	140	1 833	28 223
Calvados	5 646	581	502	40	67	1 002	7 838
Manche	8 275	538	658	72	58	1 533	11 134
Orne	5 265	422	342	89	53	686	6 857
Basse-Normandie	19 186	1 541	1 502	201	178	3 221	25 829
Côte-d'Or	4 741	333	225	66	37	332	5 734
Nièvre	3 155	201	322	92	58	283	4 111
Saône-et-Loire	7 060	545	585	72	53	766	9 081
Yonne	3 871	368	222	70	24	281	4 836
Bourgogne	18 827	1 447	1 354	300	172	1 662	23 762
Nord	6 650	747	660	184	79	642	8 962
Pas-de-Calais	7 115	825	664	211	115	596	9 526
Nord-Pas-de-Calais	13 765	1 572	1 324	395	194	1 238	18 488
Meurthe-et-Moselle	2 705	225	161	93	29	267	3 480
Meuse	2 935	298	165	67	31	221	3 717
Vosges	3 003	246	205	35	69	413	3 971
Lorraine	8 643	769	531	195	129	901	11 168
Doubs	4 077	174	248	54	46	245	4 844
Jura	2 889	222	128	41	42	317	3 639
Haute-Saône, T. de Belfort	3 068	235	192	36	39	362	3 932
Franche-Comté	10 034	631	568	131	127	924	12 415
Loire-Atlantique	7 912	498	371	77	40	645	9 543
Maine-et-Loire	9 354	625	478	88	29	500	11 074
Mayenne	7 908	498	529	120	30	642	9 727
Sarthe	5 167	412	454	127	39	512	6 711
Vendée	8 635	453	381	110	33	449	10 061
Pays-de-la-Loire	38 976	2 486	2 213	522	171	2 748	47 116
Côtes-d'Armor	10 376	554	734	101	31	674	12 470
Finistère	8 875	463	395	66	50	535	10 384
Ille-et-Vilaine	10 444	602	566	139	31	900	12 682
Morbihan	8 106	628	490	66	22	649	9 961
Bretagne	37 801	2 247	2 185	372	134	2 758	45 497

ATEXA
Effectifs de cotisants selon le statut, ensemble des assureurs en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoint à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Charente	4 948	638	388	50	30	524	6 578
Charente-Maritime	6 185	646	572	123	40	756	8 322
Deux-Sèvres	6 392	342	328	79	30	383	7 554
Vienne	4 501	541	303	69	24	333	5 771
Poitou-Charentes	22 026	2 167	1 591	321	124	1 996	28 225
Dordogne	5 949	828	559	58	111	1 917	9 422
Gironde	6 777	881	512	31	49	1 024	9 274
Landes	4 428	807	268	59	29	680	6 271
Lot-et-Garonne	5 321	695	367	37	32	948	7 400
Pyrénées-Atlantiques	8 950	2 062	467	239	161	1 808	13 687
Aquitaine	31 425	5 273	2 173	424	382	6 377	46 054
Ariège	2 046	351	164	28	47	555	3 191
Aveyron	9 649	911	698	230	207	1 413	13 108
Haute-Garonne	4 614	1 105	279	83	73	1 179	7 333
Gers	5 977	1 082	383	86	48	744	8 320
Lot	3 963	551	285	61	88	1 232	6 180
Hauts-Pyrénées	2 916	739	172	42	79	984	4 932
Tarn	5 203	565	395	104	87	840	7 194
Tarn-et-Garonne	4 087	570	314	46	45	651	5 713
Midi-Pyrénées	38 455	5 874	2 690	680	674	7 598	55 971
Corrèze	4 157	574	262	75	61	1 654	6 783
Creuse	4 169	248	240	28	78	607	5 370
Haute-Vienne	3 839	383	313	35	67	839	5 476
Limousin	12 165	1 205	815	138	206	3 100	17 629
Ain	3 939	413	247	42	36	547	5 224
Ardèche	3 586	394	413	39	76	1 188	5 696
Drôme	5 068	616	465	70	89	930	7 238
Isère	4 906	1 060	296	85	64	1 590	8 001
Loire	5 102	518	456	93	68	827	7 064
Rhône	5 622	526	601	140	48	778	7 715
Savoie	2 311	434	146	39	71	920	3 921
Haute-Savoie	3 710	383	225	42	108	607	5 075
Rhône-Alpes	34 244	4 344	2 849	550	560	7 387	49 934
Allier	5 004	377	432	95	50	538	6 496
Cantal	6 183	409	483	88	153	529	7 845
Haute-Loire	4 742	414	416	92	104	874	6 642
Puy-de-Dôme	6 292	681	466	106	123	1 272	8 940
Auvergne	22 221	1 881	1 797	381	430	3 213	29 923
Aude	4 640	1 038	391	69	50	1 351	7 539
Gard	4 677	752	462	43	66	1 092	7 092
Hérault	5 750	1 111	587	58	60	2 088	9 654
Lozère	2 962	259	255	24	42	474	4 016
Pyrénées-Orientales	2 573	371	273	32	29	768	4 046
Languedoc-Roussillon	20 602	3 531	1 968	226	247	5 773	32 347
Alpes-de-Haute-Provence	2 102	256	174	49	59	331	2 971
Hauts-Alpes	1 846	211	140	49	68	387	2 701
Alpes-Maritimes	2 555	177	207	8	34	363	3 344
Bouches-du-Rhône	4 312	456	361	29	62	762	5 982
Var	4 331	646	410	32	82	921	6 422
Vaucluse	4 657	469	354	20	41	706	6 247
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 803	2 215	1 646	187	346	3 470	27 667
Corse	2 658	327	215	21	106	265	3 592
France	420 560	45 619	29 982	6 655	4 688	59 959	567 463

Source : MSA

1.47 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2014

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les non-salariés agricoles, chefs d'exploitation ou d'entreprise, cotisent pour la retraite complémentaire obligatoire (RCO). Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, son collaborateur d'exploitation et ses aides familiaux majeurs.

L'assiette minimale RCO est de 1 820 SMIC depuis 2007.

Tableau 10

RCO Effectif des cotisants et de l'assiette sociale en 2014 Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		(Assiette en milliers d'euros)	
	Effectifs	Assiette	Effectifs	Assiette
Ile-de-France	7 855	311 917	Charente	5861
Ardennes	3 498	97 944	Charente-Maritime	7339
Aube	5 071	229 601	Deux-Sèvres	7010
Marne	10 892	474 906	Vienne	5272
Haute-Marne	2867	68 837	Poitou-Charentes	25482
Champagne-Ardennes	22328	871 288	Dordogne	7 247
Aisne	5 440	231 515	Gironde	7 971
Oise	4024	169 604	Landes	5422
Somme	6 154	228 812	Lot-et-Garonne	6257
Picardie	15618	629 931	Pyrénées-Atlantiques	11494
Eure	4 345	143 969	Aquitaine	38391
Seine-Maritime	6 316	174 047	Ariège	2530
Haute-Normandie	10 661	318 016	Aveyron	11392
Cher	4 003	114 831	Haute-Garonne	5898
Eure-et-Loir	4 560	181 706	Gers	7337
Indre	4518	104 980	Lot	4 814
Indre-et Loire	4824	123 122	Hautes-Pyrénées	3837
Loir-et-Cher	3 716	107 946	Tarn	6195
Loiret	4 160	146 915	Tarn-et-Garonne	4917
Centre	25781	779 500	Midi-Pyrénées	46920
Calvados	6594	149 042	Corrèze	4996
Manche	9377	178 706	Creuse	4666
Orne	6 016	122 056	Haute-Vienne	4 521
Basse-Normandie	21987	449 804	Limousin	14183
Côte-d'or	5 295	164 682	Ain	4558
Nièvre	3739	80 444	Ardèche	4376
Saône-et-Loire	8155	171 344	Drôme	6112
Yonne	4467	142 125	Isère	6167
Bourgogne	21656	558 595	Loire	6077
Nord	8 064	218 063	Rhône	6753
Pas-de-Calais	8655	237 870	Savoie	2 871
Nord-Pas-de-Calais	16719	455 933	Haute-Savoie	4 294
Meurthe-et-Moselle	3 122	79 780	Rhône-Alpes	41208
Meuse	3 403	87 547	Allier	5826
Moselle	3 730	90 818	Cantal	7140
Vosges	3424	69 022	Haute-Loire	5 638
Lorraine	13679	327 167	Puy-de-Dôme	7475
Bas-Rhin	4801	122 622	Auvergne	26079
Haut-Rhin	4326	108 681	Aude	5878
Alsace	9127	231 303	Gard	5744
Doubs	4 465	84 142	Hérault	7305
Jura	3 226	67 205	Lozère	3 467
Haute-Saône	3088	67 813	Pyrénées-Orientales	3129
Terr. de Belfort	390	7 709	Languedoc-Roussillon	25523
Franche-Comté	11169	226 869	Alpes-de-Haute-Provence	2 501
Loire-Atlantique	8612	177 445	Hauts-Alpes	2 223
Maine-et-Loire	10305	219 320	Alpes-Maritimes	2848
Mayenne	8 871	174 494	Bouches-du-Rhône	4 989
Sarthe	6 065	136 836	Var	5196
Vendée	9399	210 482	Vaucluse	5360
Pays-de-la-Loire	43252	918 577	d'Azur	23117
Côtes-d'Armor	11550	268 875	Corse	3 179
Finistère	9668	230 023	France	505 730
Ille-et-Vilaine	11516	241 286		
Morbihan	9 082	198 386		
Bretagne	41816	938 570		

Source : MSA

1.5 Les actifs salariés agricoles

L'historique du nombre d'emplois salariés est donné page 12 (tableau 2).

1.51 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2014

Tableau 11

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin d'année selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2014

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin de trimestre selon le secteur d'activité au 4^{tr} 2013

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	8 499	19 752	1 677	11 015	615	96	1 218	42 872
Ardennes, Aube	4 165	1 915	1 302	657	391	51	98	8 579
Marné	8 107	3 811	4 082	1 217	147	8	134	17 506
Haute-Marné	761	653	251	144	196	25	194	2 224
Champagne-Ardennes	13 033	6 379	5 635	2 018	734	84	426	28 309
Aisne	3 196	1 566	1 184	640	389	14	136	7 125
Oise	3 150	3 244	451	1 185	219	28	1 131	9 408
Somme	3 230	2 036	1 423	878	59	24	250	7 900
Picardie	9 576	6 846	3 058	2 703	667	66	1 517	24 433
Eure	2 111	1 577	441	931	222	11	289	5 582
Seine-Maritime	3 282	2 781	1 533	1 571	244	14	138	9 563
Haute-Normandie	5 393	4 358	1 974	2 502	466	25	427	15 145
Cher	2 171	1 350	625	433	133	35	350	5 097
Eure-et-Loir	2 198	1 653	937	625	72	18	300	5 803
Indre	1 282	595	261	286	130	12	107	2 673
Indre-et-Loire	3 403	1 868	626	839	134	27	220	7 117
Loir-et-Cher	3 207	1 816	514	555	259	22	410	6 783
Loiret	2 187	3 006	947	809	480	15	240	7 684
Centre	14 448	10 288	3 910	3 547	1 208	129	1 627	35 157
Calvados	3 656	2 429	2 347	1 299	63	35	264	10 093
Manche	3 894	2 302	3 154	961	110	36	93	10 550
Orne	2 787	1 586	764	400	373	22	94	6 026
Basse-Normandie	10 337	6 317	6 265	2 660	546	93	451	26 669
Côte-d'or	3 569	2 023	774	672	659	30	251	7 978
Nièvre	1 185	846	273	253	315	11	132	3 015
Saône-et-Loire	3 799	1 565	1 302	655	367	135	156	7 979
Yonne	2 605	1 061	1 084	431	133	45	78	5 437
Bourgogne	11 158	5 495	3 433	2 011	1 474	221	617	24 409
Nord	5 476	3 736	1 418	2 838	153	52	588	14 261
Pas-de-Calais	4 210	3 136	1 964	2 152	105	57	160	11 784
Nord-Pas-de-Calais	9 686	6 872	3 382	4 990	258	109	748	26 045
Meurthe-et-Moselle	1 098	1 248	719	543	349	21	64	4 042
Meuse, Moselle	2 120	1 795	1 705	972	825	8	70	7 495
Vosges	905	934	1 141	368	992	0	69	4 409
Lorraine	4 123	3 977	3 565	1 883	2 166	29	203	15 946
Alsace	6 873	3 109	1 616	2 159	1 400	41	283	15 481
Doubs	720	2 682	1 130	572	890	24	272	6 290
Jura	738	518	607	222	340	8	147	2 580
Haute-Saône, T. de Belfort	806	621	580	416	460	19	64	2 966
Franche-Comté	2 264	3 821	2 317	1 210	1 690	51	483	11 836
Loire-Atlantique	6 424	4 642	3 273	2 277	59	26	112	16 813
Maine-et-Loire	9 431	3 631	3 248	1 458	85	29	357	18 239
Mayenne	2 320	1 775	1 110	892	73	97	74	6 341
Sarthe	2 852	2 748	1 290	655	172	43	397	8 157
Vendée	3 955	1 845	1 645	1 524	463	136	695	10 263
Pays-de-la-Loire	24 982	14 641	10 566	6 806	852	331	1 635	59 813
Côtes-d'Armor	5 201	3 322	5 985	1 184	85	13	329	16 119
Finistère	6 942	3 986	4 168	1 523	52	42	413	17 126
Ille-et-Vilaine	3 867	4 770	2 502	1 558	107	103	612	13 519
Morbihan	3 281	4 878	4 598	1 740	193	76	260	15 026
Bretagne	19 291	16 956	17 253	6 005	437	234	1 614	61 790

**Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin d'année
selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2014 (suite)**

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin de trimestre selon le secteur d'activité au 4^e trimestre 2013 suite

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	4 376	1 573	958	584	141	192	112	7 936
Charente-Maritime	7 502	2 471	839	1 161	122	144	217	12 456
Deux-Sèvres	2 846	2 738	2 196	578	303	170	322	9 153
Vienne	1 792	1 856	1 446	590	79	50	174	5 987
Poitou-Charentes	16 516	8 638	5 439	2 913	645	556	825	35 532
Dordogne	3 271	1 928	1 351	532	386	51	192	7 711
Gironde	16 386	3 559	1 207	3 254	1 059	47	689	26 201
Landes	2 952	1 461	2 725	1 031	968	16	96	9 249
Lot-et-Garonne	4 490	1 727	1 864	554	210	50	137	9 032
Pyrénées-Atlantiques	2 427	2 562	2 672	1 114	126	162	344	9 407
Aquitaine	29 526	11 237	9 819	6 485	2 749	326	1 458	61 600
Ariège, Aveyron	1 546	4 267	1 456	559	256	70	229	8 383
Haute-Garonne	2 290	2 972	1 157	1 123	350	11	103	8 006
Gers, Lot	4 451	2 314	2 590	596	87	18	213	10 269
Hauts-Pyrénées	588	701	308	191	110	53	10	1 961
Tarn	1 649	3 137	712	360	355	87	77	6 377
Tarn-et-Garonne	2 088	1 471	1 259	233	20	15	28	5 114
Midi-Pyrénées	12 612	14 862	7 482	3 062	1 178	254	660	40 110
Corrèze	849	978	736	341	536	0	54	3 494
Creuse	644	622	230	108	213	46	24	1 887
Haute-Vienne	1 092	1 822	694	291	286	24	51	4 260
Limousin	2 585	3 422	1 660	740	1 035	70	129	9 641
Ain	1 820	1 758	1 223	887	433	85	106	6 312
Ardèche	1 408	972	505	262	163	36	10	3 356
Drôme	3 696	1 749	1 270	619	97	9	256	7 696
Isère	1 549	2 699	1 261	1 350	408	33	72	7 372
Loire	1 391	2 226	977	821	187	27	46	5 675
Rhône	2 792	4 095	805	2 744	461	26	164	11 087
Savoie, Haute-Savoie	2 028	4 169	835	1 548	448	38	378	9 444
Rhône-Alpes	14 684	17 668	6 876	8 231	2 197	254	1 032	50 942
Allier	1 382	1 256	589	340	205	25	620	4 417
Cantal	632	1 281	1 023	127	194	7	29	3 293
Haute-Loire	661	1 002	373	141	371	21	12	2 581
Puy-de-Dôme	1 473	3 074	1 630	538	401	10	179	7 305
Auvergne	4 148	6 613	3 615	1 146	1 171	63	840	17 596
Aude, Gard	8 937	4 504	2 217	1 294	244	10	416	17 622
Hérault	4 175	5 197	919	1 225	27	10	270	11 823
Lozère	244	733	158	68	170	0	4	1 377
Pyrénées-Orientales	3 463	2 493	973	339	13	13	177	7 471
Languedoc-Roussillon	16 819	12 927	4 267	2 926	454	33	867	38 293
Alpes-de-Haute-Provence	777	566	256	253	126	0	29	2 007
Hautes-Alpes	477	530	291	108	55	0	6	1 467
Bouches-du-Rhône	5 426	3 120	380	2 442	607	7	164	12 146
Var	4 129	2 242	660	2 351	155	17	390	9 944
Alpes-Maritimes, Vaucluse	7 446	3 948	1 409	3 414	149	7	770	17 143
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 255	10 406	2 996	8 568	1 092	31	1 359	42 707
Corse	2 026	2 143	323	344	106	0	24	4 966
TOTAL	256 834	196 727	107 128	83 924	23 140	3 096	18 443	689 292

Source : MSA

1.52 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2010 à 2014

Les contrats de travail à durée indéterminée (CDI) : si un individu a eu plusieurs CDI dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Les contrats à durée déterminée (CDD) : si un individu a eu plusieurs CDD dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Tableau 12
Nombre de contrats CDI et CDD en cours dans l'année selon le secteur d'activité

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Exploitations	1 307 697	1 326 357	1 295 772	1 371 637	1 394 347	1,7
Organismes de service	290 424	280 898	271 252	269 230	271 484	0,8
Coopération	179 516	186 905	181 367	180 454	185 301	2,7
Entreprises de travaux agricoles	180 962	192 811	197 829	206 458	215 621	4,4
Travaux forestiers	38 415	38 879	37 137	36 624	37 945	3,6
Artisanat rural	6 738	6 525	5 803	5 329	4 838	-9,2
Activités diverses	37 894	36 463	37 807	39 707	36 060	-9,2
Total	2 041 646	2 068 838	2 026 967	2 109 439	2 145 596	1,7

Source : MSA

Contrats actifs dans le trimestre : contrats de travail ayant donné lieu à une activité d'au moins une journée dans le trimestre, même si celle-ci a débuté ou cessé en cours d'année. Si un individu a eu plusieurs contrats actifs dans le trimestre, ceux-ci sont tous comptabilisés quelle que soit leur nature (CDD, CDI) et leur durée (temps plein, temps partiel).

1.53 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2014

Tableau 13

**Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2014
Ventilation départementale et régionale**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	19 553	27 030	2 932	18 178	934	103	1 817	70 547
Ardennes	3 065	890	588	781	372	6	75	5 777
Aube	45 220	1 620	1 595	2 449	335	57	205	51 481
Marne	105 951	4 914	7 885	20 989	334	14	166	140 253
Haute-Marne	2 069	870	348	302	399	42	471	4 501
Champagne-Ardennes	156 305	8 294	10 416	24 521	1 440	119	917	202 012
Aisne	20 499	2 016	2 693	3 681	818	18	163	29 888
Oise	7 554	5 236	1 278	2 268	436	35	2 121	18 928
Somme	10 751	2 605	2 440	2 031	97	35	637	18 596
Picardie	38 804	9 857	6 411	7 980	1 351	88	2 921	67 412
Eure	5 129	1 948	644	1 941	311	22	390	10 385
Seine-Maritime	6 979	3 561	2 262	3 003	374	21	192	16 392
Haute-Normandie	12 108	5 509	2 906	4 944	685	43	582	26 777
Cher	9 894	1 796	1 154	1 071	250	46	848	15 059
Eure-et-Loir	8 242	2 354	1 774	1 715	106	29	368	14 588
Indre	3 090	1 577	489	581	280	18	236	6 271
Indre-et-Loire	16 977	2 537	1 147	1 600	240	46	323	22 870
Loir-et-Cher	15 200	2 346	1 188	1 210	518	33	516	21 011
Loiret	8 807	4 359	2 366	1 746	791	23	463	18 555
Centre	62 210	14 969	8 118	7 923	2 185	195	2 754	98 354
Calvados	7 779	3 684	2 958	3 069	97	61	338	17 986
Manche	12 209	3 411	3 997	1 984	177	63	126	21 967
Orne	6 073	2 006	1 053	901	669	36	107	10 845
Basse-Normandie	26 061	9 101	8 008	5 954	943	160	571	50 798
Côte-d'Or	37 923	2 425	1 195	2 594	1 074	43	325	45 579
Nièvre	4 229	1 088	473	507	559	14	333	7 203
Saône-et-Loire	32 056	2 592	1 974	1 523	653	120	202	39 120
Yonne	11 389	1 291	1 742	1 306	298	62	105	16 193
Bourgogne	85 597	7 396	5 384	5 930	2 584	239	965	108 095
Nord	15 326	5 098	2 962	5 537	241	66	1 435	30 665
Pas-de-Calais	12 564	4 163	4 075	4 987	174	86	274	26 323
Nord-Pas-de-Calais	27 890	9 261	7 037	10 524	415	152	1 709	56 988
Meurthe-et-Moselle	4 215	1 493	948	1 121	825	51	77	8 730
Meuse, Moselle	6 433	2 134	2 128	1 937	1 343	11	110	14 096
Vosges	2 882	1 296	1 685	661	1 363	0	14	7 901
Lorraine	13 530	4 923	4 761	3 719	3 531	62	201	30 727
Alsace	44 530	4 122	2 348	4 434	2 027	44	1 120	58 625
Doubs	1 706	3 502	1 721	1 043	1 259	31	1 052	10 314
Jura	4 806	669	949	615	515	11	1 040	8 605
Haute-Saône	1 908	937	822	477	650	14	131	4 939
Terr. de Belfort	163	28	0	287	34	9	15	536
Franche-Comté	8 583	5 136	3 492	2 422	2 458	65	2 238	24 394
Loire-Atlantique	27 255	6 334	4 994	4 183	84	98	167	43 115
Maine-et-Loire	61 003	5 173	6 834	3 398	163	52	476	77 099
Mayenne	5 938	2 382	1 548	2 013	109	139	68	12 197
Sarthe	16 984	3 661	2 250	1 562	256	59	505	25 277
Vendée	14 620	2 592	3 004	2 664	564	173	1 069	24 686
Pays-de-la-Loire	125 800	20 142	18 630	13 820	1 176	521	2 285	182 374
Côtes-d'Armor	24 596	4 820	7 896	2 960	156	24	998	41 450
Finistère	33 081	5 312	6 044	3 067	102	71	581	48 258
Ille-et-Vilaine	13 152	6 349	3 610	3 315	163	154	1 690	28 433
Morbihan	17 820	7 564	8 592	3 598	378	97	875	38 924
Bretagne	88 649	24 045	26 142	12 940	799	346	4 144	157 065

Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	16 097	1 998	1 444	1 885	205	319	140	22 088
Charente-Maritime	27 641	3 307	1 266	2 679	175	217	290	35 575
Deux-Sèvres	14 032	3 689	3 209	1 214	420	223	504	23 291
Vienne	6 659	2 470	2 220	1 268	136	95	221	13 069
Poitou-Charentes	64 429	11 464	8 139	7 046	936	854	1 155	94 023
Dordogne	17 099	2 608	2 301	1 241	607	71	273	24 200
Gironde	84 309	4 722	2 120	19 525	1 538	80	2 197	114 491
Landes	20 320	1 874	5 400	2 999	1 577	27	221	32 418
Lot-et-Garonne	29 999	2 349	3 474	1 490	368	71	518	38 269
Pyrénées-Atlantiques	14 929	3 496	4 044	2 664	189	303	670	26 295
Aquitaine	166 656	15 049	17 339	27 919	4 279	552	3 879	235 673
Ariège, Aveyron	8 334	6 609	1 999	1 824	464	98	336	19 664
Haute-Garonne	8 038	3 926	1 696	2 051	559	15	133	16 418
Gers	19 471	1 679	3 177	1 622	94	30	180	26 253
Lot	5 636	1 490	1 194	528	86	7	89	9 030
Hautes-Pyrénées	3 280	906	543	404	150	75	8	5 366
Tarn	8 780	5 221	1 207	989	713	168	188	17 266
Tarn-et-Garonne	22 972	1 919	2 709	892	41	21	255	28 809
Midi-Pyrénées	76 511	21 750	12 525	8 310	2 107	414	1 189	122 806
Corrèze	7 162	1 150	1 477	700	889	0	80	11 458
Creuse	1 533	883	286	224	350	56	35	3 367
Haute-Vienne	3 986	1 700	945	579	490	92	111	7 903
Limousin	12 681	3 733	2 708	1 503	1 729	148	226	22 728
Ain	6 402	2 887	1 666	1 660	667	118	162	13 562
Ardèche	13 313	1 440	1 379	926	274	50	27	17 409
Drôme	37 229	2 561	2 893	1 689	150	13	319	44 854
Isère	9 268	3 703	2 163	2 773	648	52	96	18 703
Loire	8 040	2 978	1 280	1 478	267	37	68	14 148
Rhône	59 587	5 826	1 648	4 982	874	41	210	73 168
Savoie	6 144	1 840	1 000	1 127	251	65	345	10 772
Haute-Savoie	3 817	3 764	517	2 142	518	8	147	10 913
Rhône-Alpes	143 800	24 999	12 546	16 777	3 649	384	1 374	203 529
Allier	3 238	1 511	731	793	276	31	1 376	7 956
Cantal	1 453	1 647	1 171	300	353	8	44	4 976
Haute-Loire	1 930	1 293	468	358	517	27	19	4 612
Puy-de-Dôme	11 349	4 221	3 101	1 211	581	10	214	20 687
Auvergne	17 970	8 672	5 471	2 662	1 727	76	1 653	38 231
Aude	22 537	1 712	3 572	1 100	240	14	193	29 368
Gard	28 640	4 334	2 403	2 760	248	10	386	38 781
Hérault	21 143	7 439	2 838	3 381	160	12	367	35 340
Lozère	859	925	240	147	285	0	36	2 492
Pyrénées-Orientales	22 675	4 099	4 009	739	36	18	728	32 304
Languedoc-Roussillon	95 854	18 509	13 062	8 127	969	54	1 710	138 285
Alpes-de-Haute-Provence	7 796	760	487	769	212	0	92	10 116
Hautes-Alpes	6 262	700	535	397	137	0	6	8 037
Alpes-Maritimes	2 636	2 396	226	4 516	141	114	958	10 987
Bouches-du-Rhône	21 269	4 208	852	4 340	830	12	242	31 753
Var	19 241	3 203	1 436	6 464	462	87	617	31 510
Vaucluse	43 780	3 030	2 855	2 767	38	6	683	53 159
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 984	14 297	6 391	19 253	1 820	219	2 598	145 562
Corse	5 842	3 226	535	735	201	0	52	10 591
TOTAL	1 394 347	271 484	185 301	215 621	37 945	4 838	36 060	2 145 596

Source : MSA

1.54 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2010 à 2014

On entend par heures travaillées les heures de travail ayant fait l'objet d'une rémunération par l'employeur et déclarées à la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ce nombre d'heures intègre les heures supplémentaires et complémentaires, ainsi que les congés payés pour les contrats à durée indéterminée.

Tableau 14

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Exploitations	499 661 658	507 604 845	507 553 865	524 338 864	524 897 095	0,1
Organismes de service	330 325 218	330 471 171	327 014 301	327 339 923	324 447 165	-0,9
Coopération	201 157 696	204 098 042	206 969 300	206 572 232	210 181 700	1,7
Entreprises de travaux agricoles	159 916 650	164 008 057	166 903 998	170 102 022	169 682 890	-0,2
Travaux forestiers	43 006 828	43 687 901	42 268 195	41 732 880	42 302 503	1,4
Artisanat rural	6 925 833	6 531 653	6 107 868	5 723 921	5 127 210	-10,4
Activités diverses	24 256 530	23 869 220	24 410 310	23 297 046	23 111 659	-0,8
Total	1 265 250 413	1 280 270 889	1 281 227 837	1 299 106 888	1 299 750 222	0,0

Source : MSA

Nombre d'heures de travail rémunérées : nombre d'heures ayant donné lieu à paiement d'un salaire. Pour les emplois en CDI, ce volume d'heures inclut les congés payés. Pour les emplois en CDD, le nombre d'heures rémunérées correspond au nombre d'heures travaillées. Dans les deux cas, les heures supplémentaires sont incluses dans le nombre total d'heures rémunérées.

1.55 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2014

Tableau 15

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité en 2014
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	16 657 917	32 451 361	3 683 703	21 733 325	996 456	133 404	2 069 638	77 725 804
Ardennes	1 622 458	1 174 338	847 664	563 343	330 078	7 775	43 308	4 588 964
Aube	8 072 369	2 050 453	1 587 821	862 176	408 177	82 382	147 417	13 210 795
Marne	20 305 192	6 667 430	8 315 080	3 840 738	318 119	12 810	213 088	39 672 457
Haute-Marne	1 327 650	1 086 072	548 708	276 639	338 475	52 003	256 801	3 886 348
Champagne-Ardennes	31 327 669	10 978 293	11 299 273	5 542 896	1 394 849	154 970	660 614	61 358 564
Aisne	7 341 206	2 648 142	3 732 626	1 594 118	687 672	27 858	160 568	16 192 190
Oise	5 932 476	5 622 198	1 323 022	2 564 777	373 952	48 965	860 306	16 725 696
Somme	6 601 983	3 367 970	2 713 610	1 986 141	79 418	35 226	295 952	15 080 300
Picardie	19 875 665	11 638 310	7 769 258	6 145 036	1 141 042	112 049	1 316 826	47 998 186
Eure	4 025 655	2 706 546	824 439	2 047 512	404 989	10 444	251 744	10 271 329
Seine-Maritime	5 910 385	4 656 141	2 930 334	3 215 565	430 877	33 841	145 485	17 322 628
Haute-Normandie	9 936 040	7 362 687	3 754 773	5 263 077	835 866	44 285	397 229	27 593 957
Cher	4 856 213	2 348 969	1 109 350	878 522	224 755	61 931	279 334	9 759 074
Eure-et-Loir	4 750 428	2 757 309	1 893 660	1 506 982	98 223	31 930	328 753	11 367 285
Indre	2 114 989	1 650 880	522 582	565 327	281 253	20 099	129 350	5 284 480
Indre-et-Loire	6 804 807	3 153 640	1 193 442	1 642 047	243 248	46 655	294 458	13 378 297
Loir-et-Cher	6 396 774	3 067 220	1 092 601	1 087 891	334 166	39 367	564 660	12 582 679
Loiret	4 922 399	5 225 206	2 598 931	1 723 629	892 117	27 374	351 251	15 740 907
Centre	29 845 610	18 203 224	8 410 566	7 404 398	2 073 762	227 356	1 947 806	68 112 722
Calvados	6 345 502	4 518 550	4 308 536	2 458 275	86 510	67 311	308 799	18 093 483
Manche	6 254 692	3 736 310	5 781 498	1 815 155	233 539	57 753	103 229	17 982 176
Orne	4 441 855	2 539 046	1 438 098	796 122	741 342	45 659	94 717	10 096 839
Basse-Normandie	17 042 049	10 793 906	11 528 132	5 069 552	1 061 391	170 723	506 745	46 172 498
Côte-d'or	8 704 352	3 332 028	1 479 336	1 546 755	945 802	56 341	364 209	16 428 823
Nièvre	2 261 561	1 439 095	450 716	509 723	591 643	15 775	100 594	5 369 107
Saône-et-Loire	6 781 427	2 679 788	2 344 063	1 300 075	662 298	91 261	197 112	14 056 024
Yonne	5 200 868	1 816 829	2 305 265	870 342	260 299	82 382	95 861	10 631 846
Bourgogne	22 948 208	9 267 740	6 579 380	4 226 895	2 460 042	245 759	757 776	46 485 800
Nord	8 943 475	6 255 330	3 945 551	5 845 045	284 315	100 692	695 654	26 070 062
Pas-de-Calais	6 781 605	5 173 484	5 069 235	4 228 485	167 852	98 194	232 453	21 751 308
Nord-Pas-de-Calais	15 725 080	11 428 814	9 014 786	10 073 530	452 167	198 886	928 107	47 821 370
Meurthe-et-Moselle	2 037 416	2 152 020	1 329 152	1 115 941	699 497	33 145	64 069	7 431 240
Meuse	1 539 869	1 135 013	1 444 801	461 252	644 002	9 083	15 038	5 249 058
Moselle	2 458 614	1 907 668	1 721 708	1 481 085	804 155	3 054	99 257	8 475 541
Vosges	1 576 477	1 685 545	2 118 258	700 084	1 845 515	0	6 893	7 932 772
Lorraine	7 612 376	6 880 246	6 613 919	3 758 362	3 993 169	45 282	185 257	29 088 611
Bas-Rhin	6 772 343	3 795 238	1 701 731	2 546 539	1 859 897	37 730	216 376	16 929 854
Haut-Rhin	6 530 437	1 516 469	1 377 908	1 590 014	587 474	3 598	184 616	11 790 516
Alsace	13 302 780	5 311 707	3 079 639	4 136 553	2 447 371	41 328	400 992	28 720 370
Doubs	1 197 964	4 508 664	1 784 882	1 171 524	1 721 190	32 192	380 257	10 796 673
Jura	1 416 273	788 004	1 016 721	400 673	642 136	14 476	191 968	4 470 251
Haute-Saône	1 335 418	1 108 498	1 107 774	484 829	754 000	17 991	66 291	4 874 801
Terr. de Belfort	118 325	29 754	0	315 285	33 221	11 340	16 306	524 231
Franche-Comté	4 067 980	6 434 920	3 909 377	2 372 311	3 150 547	75 999	654 822	20 665 956
Loire-Atlantique	12 542 804	7 734 744	6 537 573	4 491 797	120 059	49 109	166 740	31 642 826
Maine-et-Loire	21 315 091	5 967 539	6 146 169	2 893 213	145 963	58 404	453 647	36 980 026
Mayenne	3 561 346	2 933 443	2 057 221	1 818 111	107 332	170 123	39 279	10 686 855
Sarthe	5 414 321	4 548 427	2 538 194	1 267 141	296 708	81 751	448 703	14 595 245
Vendée	6 844 309	2 842 906	3 327 117	2 927 288	876 257	243 785	894 833	17 956 495
Pays-de-la-Loire	50 591 005	23 997 011	20 355 358	13 869 994	1 553 049	678 516	1 996 287	113 041 220
Côtes-d'Armor	10 253 053	5 691 898	10 637 128	2 450 893	145 892	20 363	532 038	29 731 265
Finistère	14 438 955	6 825 975	8 779 821	3 215 751	91 583	79 735	378 821	33 810 641
Ille-et-Vilaine	6 749 173	7 833 164	4 519 389	3 338 084	186 510	159 408	1 086 322	23 872 050
Morbihan	5 416 108	7 084 197	8 623 282	3 619 053	389 501	139 258	512 559	25 783 958
Bretagne	36 857 289	27 435 234	32 559 620	12 623 781	813 486	398 764	2 509 740	113 197 914

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	7 097 323	2 558 709	1 812 770	1 179 968	251 656	225 922	101 665	13 228 013
Charente-Maritime	10 710 526	4 262 539	1 588 416	2 034 964	207 726	264 168	117 708	19 186 047
Deux-Sèvres	6 248 340	4 540 965	4 029 562	1 143 612	591 661	307 968	435 705	17 297 813
Vienne	3 403 882	3 080 686	2 806 178	1 203 049	125 150	82 642	187 360	10 888 947
Poitou-Charentes	27 460 071	14 442 899	10 236 926	5 561 593	1 176 193	880 700	842 438	60 600 820
Dordogne	6 934 094	3 177 412	2 468 804	1 063 257	734 743	82 123	247 251	14 707 684
Gironde	36 153 412	6 178 868	2 449 541	7 248 063	1 934 535	66 008	596 503	54 626 930
Landes	5 929 107	2 495 724	4 885 213	2 263 917	1 809 334	16 844	155 503	17 555 642
Lot-et-Garonne	11 477 151	2 871 119	3 651 923	998 636	383 627	78 288	134 375	19 595 119
Pyrénées-Atlantiques	4 276 731	4 257 213	4 874 687	2 035 536	222 377	246 407	489 652	16 402 603
Aquitaine	64 770 495	18 980 336	18 330 168	13 609 409	5 084 616	489 670	1 623 284	122 887 978
Ariège	697 802	657 711	317 393	510 273	286 287	3 995	86 263	2 559 724
Aveyron	2 056 107	5 143 150	2 206 356	649 263	183 055	104 190	182 938	10 525 059
Haute-Garonne	4 083 743	4 998 253	2 036 453	1 951 644	678 441	23 861	133 086	13 905 481
Gers	5 014 359	2 202 903	3 233 019	683 664	69 672	18 565	206 694	11 428 876
Lot	2 060 577	1 929 537	1 474 602	393 277	84 709	10 637	92 691	6 046 030
Hauts-Pyrénées	921 844	1 220 212	589 153	304 244	222 658	86 682	9 712	3 354 505
Tarn	2 812 428	3 786 467	1 359 412	734 487	753 499	167 832	94 408	9 708 533
Tarn-et-Garonne	7 550 976	2 608 054	2 620 818	458 318	38 181	27 162	40 147	13 343 656
Midi-Pyrénées	25 197 836	22 546 287	13 837 206	5 685 170	2 316 502	442 924	845 939	70 871 864
Corrèze	2 051 722	1 655 948	1 385 920	583 689	980 021	0	35 662	6 692 962
Creuse	1 023 061	993 970	422 449	195 907	406 620	66 703	22 045	3 130 755
Haute-Vienne	2 038 651	2 431 326	1 062 288	556 903	487 764	40 227	47 247	6 664 406
Limousin	5 113 434	5 081 244	2 870 657	1 336 499	1 874 405	106 930	104 954	16 488 123
Ain	3 386 275	2 921 593	2 178 717	1 809 618	947 614	150 759	152 733	11 547 309
Ardèche	3 009 162	1 577 740	1 077 157	585 461	262 509	52 406	16 134	6 580 569
Drôme	11 060 384	2 997 590	2 540 615	1 289 975	148 606	14 246	251 723	18 303 139
Isère	3 910 890	4 356 179	2 620 411	2 699 379	719 724	47 387	83 166	14 437 136
Loire	2 754 306	3 569 258	1 740 756	1 592 706	329 084	49 557	48 729	10 084 396
Rhône	7 216 255	6 980 031	1 441 423	5 173 824	878 977	43 628	171 090	21 905 228
Savoie	2 144 702	2 434 967	969 636	1 224 051	306 576	67 607	264 056	7 411 595
Haute-Savoie	2 198 002	4 600 282	585 152	2 222 808	552 543	6 796	143 114	10 308 697
Rhône-Alpes	35 679 976	29 437 640	13 153 867	16 597 822	4 145 633	432 386	1 130 745	100 578 069
Allier	2 300 384	2 117 172	991 787	701 089	378 849	44 226	370 696	6 904 203
Cantal	1 027 241	2 193 150	1 781 444	256 960	391 472	13 745	33 253	5 697 265
Haute-Loire	1 191 558	1 598 249	692 447	279 372	702 813	31 018	16 948	4 512 405
Puy-de-Dôme	2 913 202	4 850 151	2 983 224	1 102 421	754 749	16 143	247 513	12 867 403
Auvergne	7 432 385	10 758 722	6 448 902	2 339 842	2 227 883	105 132	668 410	29 981 276
Aude	6 500 826	2 091 700	3 300 968	728 394	223 101	10 032	177 827	13 032 848
Gard	11 827 571	4 914 870	1 940 042	1 533 087	232 835	14 617	323 803	20 786 825
Hérault	8 909 334	8 372 997	2 089 733	2 284 857	104 809	21 265	353 916	22 136 911
Lozère	412 649	904 529	346 880	132 424	341 922	0	23 520	2 161 924
Pyrénées-Orientales	7 875 436	4 214 058	2 314 865	632 439	27 458	25 289	238 511	15 328 056
Languedoc-Roussillon	35 525 816	20 498 154	9 992 488	5 311 201	930 125	71 203	1 117 577	73 446 564
Alpes-de-Haute-Provence	2 758 065	940 699	486 395	493 266	220 141	0	17 670	4 916 236
Hautes-Alpes	1 561 663	858 858	501 189	231 064	136 858	0	8 572	3 298 204
Alpes-Maritimes	2 231 990	2 805 539	253 735	4 702 831	208 502	7 831	1 191 150	11 401 578
Bouches-du-Rhône	13 788 108	5 363 040	849 321	4 353 772	1 073 104	10 886	269 918	25 708 149
Var	8 352 955	3 628 873	1 362 246	4 463 393	308 965	47 776	671 632	18 835 840
Vaucluse	15 999 244	3 686 630	2 726 360	2 085 577	41 789	4 451	241 096	24 785 147
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44 692 025	17 283 639	6 179 246	16 329 903	1 989 359	70 944	2 400 038	88 945 154
Corse	3 235 389	3 234 791	574 456	691 741	184 590	0	46 435	7 967 402
TOTAL	524 897 095	324 447 165	210 181 700	169 682 890	42 302 503	5 127 210	23 111 659	1 299 750 222

Source : MSA

Télécharger les données au format Excel : 

1.56 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2010 à 2014

Un établissement est une unité géographique d'une entreprise employant de la main d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le lieu d'établissement est pris comme référence pour déterminer la ventilation par département.

Tableau 16

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Exploitations	142 324	143 529	145 324	146 082	145 874	-0,1
Organismes de service	7 499	7 315	7 140	7 082	7 039	-0,6
Coopération	4 909	4 861	4 880	4 832	4 953	2,5
Entreprises de travaux agricoles	23 364	23 582	23 952	24 265	24 273	0,0
Travaux forestiers	5 936	5 985	5 835	5 720	5 745	0,4
Artisanat rural	1 696	1 575	1 456	1 340	1 199	-10,5
Activités diverses	8 323	7 906	7 356	6 774	6 116	-9,7
Total	194 051	194 753	195 943	196 095	195 199	-0,5

Source : MSA

Un **établissement** est une unité géographique d'une entreprise employant de la main-d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.57 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2014

Tableau 17

**Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2014
Ventilation départementale et régionale**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	2 744	441	88	1 654	155	42	554	5 678
Ardennes, Marne	7 951	104	230	670	129	8	51	9 143
Aube	2 814	52	32	231	46	10	33	3 218
Haute-Marne	755	95	14	59	81	7	32	1 043
Champagne-Ardennes	11 520	251	276	960	256	25	116	13 404
Aisne	2 376	58	111	240	147	8	78	3 018
Oise	1 493	72	35	270	57	18	133	2 078
Somme	1 970	87	68	237	32	8	66	2 468
Picardie	5 839	217	214	747	236	34	277	7 564
Haute-Normandie	3 334	119	54	777	126	19	300	4 729
Cher	1 339	50	42	165	60	10	78	1 744
Eure-et-Loir, Indre	2 432	79	120	369	71	12	164	3 247
Indre-et Loire	1 579	78	51	227	63	12	140	2 150
Loir-et-Cher	1 366	55	58	179	111	8	247	2 024
Loiret	1 162	122	67	251	79	10	176	1 867
Centre	7 878	384	338	1 191	384	52	805	11 032
Calvados	1 924	99	27	405	35	25	165	2 680
Manche	2 140	64	47	306	29	21	67	2 674
Orne	1 801	51	24	156	99	12	82	2 225
Basse-Normandie	5 865	214	98	867	163	58	314	7 579
Côte-d'or, Nièvre	2 849	107	80	301	323	14	74	3 748
Saône-et-Loire	2 236	74	130	290	104	28	58	2 920
Yonne	1 457	37	44	205	49	29	58	1 879
Bourgogne	6 542	218	254	796	476	71	190	8 547
Nord	2 559	78	59	570	54	15	85	3 420
Pas-de-Calais	2 512	90	42	383	45	24	88	3 184
Nord-Pas-de-Calais	5 071	168	101	953	99	39	173	6 604
Meurthe-et-Moselle	877	51	36	144	106	7	11	1 232
Meuse, Moselle	1 784	54	52	247	181	6	34	2 358
Vosges	611	33	28	135	198	0	13	1 018
Lorraine	3 272	138	116	526	485	13	58	4 608
Alsace	3 983	168	62	598	215	9	64	5 099
Doubs	647	66	123	143	161	12	40	1 192
Jura, H. Saône, T. Belfort	1 399	106	95	234	222	8	43	2 107
Franche-Comté	2 046	172	218	377	383	20	83	3 299
Loire-Atlantique	2 412	136	56	495	20	15	57	3 191
Maine-et-Loire	3 344	164	65	355	38	17	159	4 142
Mayenne	1 531	73	32	187	32	36	49	1 940
Sarthe	1 904	90	32	177	69	13	98	2 383
Vendée	2 082	75	47	424	18	28	89	2 763
Pays-de-la-Loire	11 273	538	232	1 638	177	109	452	14 419
Côtes-d'Armor	3 362	83	75	495	40	9	68	4 132
Finistère	3 387	109	75	498	25	20	50	4 164
Ille-et-Vilaine	2 262	162	74	427	34	32	68	3 059
Morbihan	2 449	170	61	480	54	33	229	3 476
Bretagne	11 460	524	285	1 900	153	94	415	14 831

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	2 108	59	33	240	46	49	50	2 585
Charente-Maritime	3 316	84	50	435	42	55	53	4 035
Deux-Sèvres	1 682	100	58	178	42	63	58	2 181
Vienne	1 312	89	44	205	36	16	92	1 794
Poitou-Charentes	8 418	332	185	1 058	166	183	253	10 595
Dordogne	1 911	73	68	230	112	23	118	2 535
Gironde	4 946	186	100	650	189	18	141	6 230
Landes	1 560	75	61	258	238	8	44	2 244
Lot-et-Garonne	2 527	99	80	224	53	16	43	3 042
Pyrénées-Atlantiques	1 837	103	114	404	40	59	80	2 637
Aquitaine	12 781	536	423	1 766	632	124	426	16 688
Ariège, Lot	1 239	79	40	201	63	7	35	1 664
Aveyron	1 517	174	52	227	36	29	20	2 055
Haute-Garonne	1 034	121	44	328	55	8	53	1 643
Gers	1 991	74	57	243	16	12	49	2 442
Hautes-Pyrénées	468	32	32	105	23	15	6	681
Tarn	1 108	172	45	219	99	32	30	1 705
Tarn-et-Garonne	1 490	63	56	165	10	10	14	1 808
Midi-Pyrénées	8 847	715	326	1 488	302	113	207	11 998
Corrèze	711	43	64	114	124	0	39	1 095
Creuse	583	33	17	55	66	22	25	801
Haute-Vienne	737	93	31	121	67	16	80	1 145
Limousin	2 031	169	112	290	257	38	144	3 041
Ain	1 039	78	103	287	67	31	62	1 667
Ardèche, Drôme	3 572	126	204	381	84	13	87	4 467
Isère	1 137	78	36	437	90	13	50	1 841
Loire	886	57	49	278	60	11	39	1 380
Rhône	2 773	129	74	515	35	15	62	3 603
Savoie, Haute-Savoie	1 291	115	66	473	130	14	53	2 142
Rhône-Alpes	10 698	583	532	2 371	466	97	353	15 100
Allier	925	42	40	126	49	7	56	1 245
Cantal, Puy-de-Dôme	1 753	157	101	290	136	6	71	2 514
Haute-Loire	527	30	28	104	81	7	10	787
Auvergne	3 205	229	169	520	266	20	137	4 546
Aude, Gard	4 904	162	245	492	75	7	56	5 941
Lozère	343	23	16	37	43	0	7	469
Hérault, Pyrénées-Orientales	4 478	196	179	531	42	9	35	5 470
Languedoc-Roussillon	9 725	381	440	1 060	160	16	98	11 880
Alpes-de-H.-Provence, H. Alpes	1 236	65	69	142	52	0	15	1 579
Alpes-Maritimes, Vaucluse	3 493	163	152	1 066	18	7	397	5 296
Bouches-du-Rhône	2 109	143	71	591	19	7	84	3 024
Var	1 813	65	109	803	64	9	179	3 042
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 651	436	401	2 602	153	23	675	12 941
Corse	691	106	29	134	35	0	22	1 017
TOTAL	145 874	7 039	4 953	24 273	5 745	1 199	6 116	195 199

Source : MSA

1.58 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2010 à 2014

La masse salariale correspond aux rémunérations brutes (incluant les cotisations de part ouvrière) déclarées par les employeurs auprès de la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ces rémunérations intègrent l'ensemble des éléments de rémunération, y compris les primes, soumises à cotisations sociales.

Tableau 18

Montant de la masse salariale selon le secteur d'activité

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Exploitations	5 536 449 895	5 747 635 745	5 898 928 851	6 148 418 255	6 320 942 518	2,8
Organismes de service	6 162 723 037	6 282 781 704	6 361 060 842	6 456 583 925	6 499 140 046	0,7
Coopération	3 192 167 111	3 315 125 210	3 445 930 325	3 503 660 458	3 644 573 894	4,0
Entreprises de travaux agricoles	1 688 519 372	1 769 002 201	1 837 503 273	1 916 538 790	1 990 669 023	3,9
Travaux forestiers	524 119 456	541 859 258	540 080 977	542 899 727	565 851 925	4,2
Artisanat rural	68 023 818	65 728 016	62 717 798	59 957 864	56 826 764	-5,2
Activités diverses	374 814 079	373 809 569	388 827 037	385 783 900	387 267 817	0,4
Total	17 546 816 768	18 095 941 703	18 535 049 103	19 013 842 919	19 465 271 987	2,4

Source : MSA

Masse salariale : montants de rémunération brute sur lesquels sont assises les cotisations sociales. La masse salariale est composée de la rémunération nette et des cotisations légales et conventionnelles de part ouvrière.

1.59 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2014

Tableau 19

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2014
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	229 639 502	972 858 117	97 687 205	309 094 116	12 306 575	1 108 108	31 924 371	1 654 617 994
Ardennes	17 450 064	21 061 529	14 420 197	6 337 576	4 021 052	79 112	687 457	64 056 987
Aube	107 873 901	39 923 679	31 317 451	10 599 864	5 518 226	1 222 589	3 618 535	200 074 245
Marne	292 264 219	146 655 923	174 892 252	50 227 193	4 554 633	134 223	3 643 645	672 372 088
Haute-Marne	13 900 344	19 659 055	9 270 594	3 454 902	4 325 275	709 786	3 037 690	54 357 646
Champagne-Ardennes	431 488 528	227 300 186	229 900 494	70 619 535	18 419 186	2 145 710	10 987 327	990 860 966
Aisne	89 857 478	48 860 273	77 844 840	18 576 106	8 274 677	253 574	2 190 498	245 857 446
Oise	77 702 675	99 406 172	24 938 265	31 297 987	5 828 067	465 703	11 007 572	250 646 441
Somme	73 693 311	67 308 795	47 538 447	24 478 215	905 492	368 050	5 808 332	220 100 642
Picardie	241 253 464	215 575 240	150 321 552	74 352 308	15 008 236	1 087 327	19 006 402	716 604 529
Eure	45 132 459	53 987 969	14 690 423	22 649 623	5 297 141	146 504	5 235 850	147 139 969
Seine-Maritime	61 912 227	92 020 328	49 225 095	37 480 645	5 656 476	297 905	1 762 065	248 354 741
Haute-Normandie	107 044 686	146 008 297	63 915 518	60 130 268	10 953 617	444 409	6 997 915	395 494 710
Cher	60 559 589	45 711 871	19 134 465	9 530 921	3 075 217	699 073	3 213 581	141 924 717
Eure-et-Loir	60 849 549	52 196 321	34 393 419	17 169 522	1 150 004	304 653	7 074 767	173 138 235
Indre	23 073 036	30 016 633	8 326 569	6 055 424	3 589 706	235 852	1 553 101	72 850 321
Indre-et-Loire	80 223 396	61 971 553	18 298 444	18 068 069	3 125 806	480 477	3 877 976	186 045 721
Loir-et-Cher	75 910 312	59 075 114	18 037 742	12 067 190	4 056 107	407 068	7 842 674	177 396 207
Loiret	58 821 788	105 297 894	49 077 968	19 772 450	11 762 327	230 537	4 709 945	249 672 909
Centre	359 437 670	354 269 386	147 268 607	82 663 576	26 759 167	2 357 660	28 272 044	1 001 028 110
Calvados	78 222 252	89 488 388	75 495 023	29 977 313	939 844	629 203	5 208 243	279 960 266
Manche	64 905 970	66 525 799	101 872 393	19 089 640	2 477 473	541 210	1 234 675	256 647 160
Orne	50 825 995	46 008 161	24 247 765	8 896 087	9 989 449	477 703	1 134 715	141 579 875
Basse-Normandie	193 954 217	202 022 348	201 615 181	57 963 040	13 406 766	1 648 116	7 577 633	678 187 301
Côte-d'or	113 002 281	65 450 278	28 136 875	17 965 926	12 462 194	763 929	5 724 531	243 506 014
Nièvre	25 402 892	26 246 210	7 033 694	5 697 546	7 612 226	166 810	1 214 372	73 373 750
Saône-et-Loire	78 026 614	49 280 721	42 150 519	13 590 704	8 832 112	935 374	2 858 962	195 675 006
Yonne	64 523 291	33 172 510	40 254 537	9 685 434	3 361 050	891 503	1 328 561	153 216 886
Bourgogne	280 955 078	174 149 719	117 575 625	46 939 610	32 267 582	2 757 616	11 126 426	665 771 656
Nord	101 717 029	120 976 817	86 246 686	67 844 440	3 379 417	1 399 465	15 622 520	397 186 374
Pas-de-Calais	70 124 472	97 378 875	89 707 825	48 289 887	1 791 213	1 048 178	3 063 557	311 404 007
Nord-Pas-de-Calais	171 841 501	218 355 692	175 954 511	116 134 327	5 170 630	2 447 643	18 686 077	708 590 381
Meurthe-et-Moselle	21 291 263	42 014 356	24 285 882	12 777 884	9 491 482	451 558	1 848 750	112 161 175
Meuse	16 874 604	19 691 701	26 285 830	5 680 368	8 137 176	84 406	209 010	76 963 095
Moselle	26 392 335	36 101 165	29 817 889	17 108 976	11 307 126	34 419	1 177 516	121 939 426
Vosges	16 064 990	29 085 667	35 509 001	7 157 401	25 382 150	0	97 577	113 296 786
Lorraine	80 623 192	126 892 889	115 898 602	42 724 629	54 317 934	570 383	3 332 853	424 360 482
Bas-Rhin	78 569 757	77 671 762	32 784 478	28 771 911	30 622 065	446 532	2 833 853	251 700 358
Haut-Rhin	76 956 115	29 030 901	27 235 414	16 550 956	8 915 809	30 159	2 953 988	161 673 342
Alsace	155 525 872	106 702 663	60 019 892	45 322 867	39 537 874	476 691	5 787 841	413 373 700
Doubs	12 323 312	84 910 190	32 715 225	13 437 609	23 973 860	338 317	5 833 060	173 531 573
Jura	14 318 326	13 536 301	17 403 453	4 144 755	8 913 098	145 291	2 372 516	60 833 740
Haute-Saône	13 061 146	18 211 587	21 439 598	5 291 998	9 761 745	179 812	821 341	68 767 227
Terr. de Belfort	1 032 349	451 614	0	3 606 447	370 341	102 765	180 445	5 743 961
Franche-Comté	40 735 133	117 109 692	71 558 276	26 480 809	43 019 044	766 185	9 207 362	308 876 501
Loire-Atlantique	149 940 708	153 181 663	114 963 256	51 374 427	1 572 366	482 857	2 210 844	473 726 121
Maine-et-Loire	270 801 234	115 708 796	105 456 265	33 092 780	1 832 568	521 373	8 036 097	535 449 113
Mayenne	41 069 775	53 407 194	35 139 494	20 514 571	1 191 824	1 794 952	482 450	153 600 260
Sarthe	60 162 111	84 165 231	45 934 179	14 076 211	4 057 726	870 101	9 910 732	219 176 291
Vendée	78 379 597	50 076 554	54 055 322	33 665 031	12 786 355	3 076 060	20 005 675	252 044 594
Pays-de-la-Loire	600 353 425	456 539 438	355 548 516	152 723 020	21 440 839	6 745 343	40 645 798	1 633 996 379
Côtes-d'Armor	126 059 085	109 901 209	171 052 534	27 176 262	2 084 783	286 426	4 863 412	441 423 711
Finistère	170 605 908	132 670 359	129 973 604	38 602 554	1 183 518	948 224	12 233 054	486 217 221
Ille-et-Vilaine	81 444 533	158 322 088	77 775 101	39 125 235	2 425 474	1 863 526	21 659 626	382 615 583
Morbihan	67 328 261	132 060 940	142 364 640	40 695 229	4 817 934	1 185 885	3 789 858	392 242 747
Bretagne	445 437 787	532 954 596	521 165 879	145 599 280	10 511 709	4 284 061	42 545 950	1 702 499 262

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	84 851 932	47 608 441	29 001 226	13 140 906	3 080 384	2 438 714	1 350 272	181 471 875
Charente-Maritime	122 408 896	78 962 115	28 858 033	22 746 633	2 509 270	2 824 558	3 441 945	261 751 450
Deux-Sèvres	70 732 891	83 540 298	59 827 979	12 500 188	7 828 644	3 393 591	6 510 490	244 334 081
Vienne	36 277 788	57 870 678	45 792 412	12 570 125	1 407 831	1 032 139	2 498 143	157 449 116
Poitou-Charentes	314 271 507	267 981 532	163 479 650	60 957 852	14 826 129	9 689 002	13 800 850	845 006 522
Dordogne	77 568 161	58 376 854	36 826 539	11 558 548	8 868 361	928 406	3 431 694	197 558 563
Gironde	505 218 433	120 743 192	42 309 798	82 640 111	30 158 062	652 690	8 279 888	790 002 174
Landes	70 654 268	46 304 210	74 381 276	26 025 825	25 705 262	159 542	1 889 707	245 120 090
Lot-et-Garonne	129 328 938	53 662 832	57 230 521	10 910 253	5 545 553	1 162 062	2 398 088	260 238 247
Pyrénées-Atlantiques	52 507 408	80 972 398	81 386 450	21 995 040	2 874 116	2 763 379	9 476 554	251 975 345
Aquitaine	835 277 208	360 059 486	292 134 584	153 129 777	73 151 354	5 666 079	25 475 931	1 744 894 419
Ariège	7 036 680	11 641 972	5 004 827	5 703 713	3 812 663	27 315	1 194 046	34 421 216
Aveyron	20 856 440	80 674 496	36 828 334	6 984 121	2 080 330	1 125 317	5 052 688	153 601 726
Haute-Garonne	60 433 596	102 014 961	36 443 870	22 288 638	8 686 468	277 910	1 851 292	231 996 735
Gers	59 425 618	39 048 721	52 239 820	7 641 283	777 895	172 632	3 371 324	162 677 293
Lot	23 013 366	33 052 551	21 578 407	4 331 695	1 030 812	123 291	1 351 435	84 481 557
Hauts-Pyrénées	10 072 986	21 905 643	8 582 859	3 393 991	2 858 959	1 117 037	102 675	48 034 150
Tarn	31 070 110	60 358 889	22 171 686	8 274 504	9 786 002	1 845 975	1 301 113	134 808 279
Tarn-et-Garonne	81 728 119	50 629 001	41 836 790	4 883 136	467 094	292 271	824 330	180 660 741
Midi-Pyrénées	293 636 915	399 326 234	224 686 593	63 501 081	29 500 223	4 981 748	15 048 903	1 030 681 697
Corrèze	23 774 918	30 355 033	21 244 428	6 366 912	13 192 039	0	425 913	95 359 243
Creuse	9 842 676	17 330 215	6 921 180	2 146 872	5 179 990	746 732	253 279	42 420 944
Haute-Vienne	20 564 542	46 429 616	16 322 153	6 182 468	5 993 580	630 908	552 842	96 676 109
Limousin	54 182 136	94 114 864	44 487 761	14 696 252	24 365 609	1 377 640	1 232 034	234 456 296
Ain	37 794 113	52 777 788	36 430 953	21 013 140	12 699 685	1 822 784	2 226 165	164 764 628
Ardèche	34 294 331	28 981 337	16 509 761	6 220 325	3 313 221	766 357	184 906	90 270 238
Drôme	130 963 833	57 350 009	42 530 507	15 265 261	1 886 347	167 610	7 046 635	255 210 202
Isère	44 259 576	85 877 593	44 279 539	31 727 430	10 519 239	647 402	1 117 893	218 428 672
Loire	29 212 139	64 912 351	27 815 362	16 009 999	4 017 041	472 903	704 032	143 143 827
Rhône	84 188 053	150 194 676	27 278 653	64 567 060	10 583 491	530 866	4 131 853	341 474 652
Savoie	25 124 170	48 112 820	15 052 557	15 179 086	3 982 996	846 184	8 602 254	116 900 067
Haute-Savoie	24 177 131	90 706 705	9 962 576	26 223 749	7 259 050	43 465	2 120 789	160 493 465
Rhône-Alpes	410 013 346	578 913 279	219 859 908	196 206 050	54 261 070	5 297 571	26 134 527	1 490 685 751
Allier	26 548 827	38 029 538	16 853 525	7 628 952	4 460 544	519 166	4 473 004	98 513 556
Cantal	10 104 715	38 009 119	28 171 162	2 801 328	4 374 315	195 288	471 108	84 127 035
Haute-Loire	11 655 412	28 208 680	11 123 820	2 624 282	9 212 810	353 248	205 184	63 383 436
Puy-de-Dôme	38 806 530	101 384 990	52 582 913	11 029 450	9 803 141	172 176	4 398 656	218 177 856
Auvergne	87 115 484	205 632 327	108 731 420	24 084 012	27 850 810	1 239 878	9 547 952	464 201 883
Aude	76 225 228	36 970 297	57 740 935	7 816 152	2 628 871	118 877	4 412 462	185 912 822
Gard	143 799 400	78 378 114	34 716 714	15 732 904	2 822 535	164 484	5 560 933	281 175 084
Hérault	102 747 803	158 544 905	34 984 416	24 392 564	1 318 425	339 822	7 754 822	330 082 757
Lozère	3 794 527	14 729 027	5 523 567	1 487 225	4 198 286	0	335 293	30 067 925
Pyrénées-Orientales	85 734 575	70 728 885	34 057 349	6 450 630	312 147	326 057	3 236 991	200 846 634
Languedoc-Roussillon	412 301 533	359 351 228	167 022 981	55 879 475	11 280 264	949 240	21 300 501	1 028 085 222
Alpes-de-Haute-Provence	31 642 734	18 134 915	7 923 817	5 439 521	2 502 813	0	260 157	65 903 957
Hautes-Alpes	17 611 934	15 309 411	7 409 117	2 833 126	1 681 187	0	131 921	44 976 696
Alpes-Maritimes	28 289 446	54 730 866	4 076 507	53 081 806	3 057 479	188 205	19 343 840	162 768 149
Bouches-du-Rhône	163 782 478	108 104 400	13 885 132	50 064 439	13 430 569	54 990	4 426 564	353 748 572
Var	109 824 666	65 784 854	23 764 651	49 232 237	3 915 523	513 994	10 161 717	263 197 642
Vaucluse	188 927 611	68 837 627	48 510 451	22 949 408	480 061	29 165	3 678 968	333 413 291
Provence-Alpes-Côte d'Azur	540 078 869	330 902 073	105 569 675	183 600 537	25 067 632	786 354	38 003 167	1 224 008 307
Corse	35 775 465	52 120 760	10 171 464	7 866 602	2 429 675	0	625 953	108 989 919
TOTAL	6 320 942 518	6 499 140 046	3 644 573 894	1 990 669 023	565 851 925	56 826 764	387 267 817	19 465 271 987

Source : MSA

2. Les personnes couvertes

2.1 Les ressortissants (avec double de compte)

Le terme ressortissant du régime agricole désigne toute personne qui a un lien avec le régime agricole. Sont pris en compte dans le calcul des ressortissants les personnes protégées en maladie au régime agricole selon le champ de la compensation démographique et les bénéficiaires d'un avantage de vieillesse au régime agricole couverts en maladie par un autre régime.

2.11 Historique des ressortissants agricoles de 2010 à 2014

Tableau 20

Nombre de ressortissants au régime agricole de 2010 à 2014 au 1er juillet

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014 en %
Non-salariés	2 555 850	2 481 826	2 407 465	2 334 046	2 269 456	-2,8
Salariés	3 699 030	3 719 153	3 695 576	3 679 595	3 715 452	1,0
Total	6 254 880	6 200 979	6 103 041	6 013 641	5 984 908	-0,5

Source : MSA

2.12 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2014

Tableau 21

Ventilation départementale et régionale des ressortissants en 2014 (avec double compte)

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	33 707	250 883	284 590	Charente	27 771	38 567	66 338
Ardennes	12 295	14 171	26 466	Charente-Maritime	35 876	57 157	93 033
Aube	15 373	26 369	41 742	Deux-Sèvres	38 628	47 232	85 860
Marne	30 530	72 999	103 529	Vienne	26 821	39 503	66 324
Haute-Marne	12 729	16 223	28 952	Poitou-Charentes	129 096	182 459	311 555
Champagne-Ardennes	70 927	129 762	200 689	Dordogne	38 306	48 535	86 841
Aisne	19 049	55 403	74 452	Gironde	37 874	118 239	156 113
Oise	14 512	54 346	68 858	Landes	24 894	40 964	65 858
Somme	24 029	52 571	76 600	Lot-et-Garonne	33 488	53 228	86 716
Picardie	57 590	162 320	219 910	Pyrénées-Atlantiques	39 651	42 479	82 130
Eure	18 761	38 105	56 866	Aquitaine	174 213	303 445	477 658
Seine-Maritime	29 075	57 624	86 699	Ariège	11 257	10 732	21 989
Haute-Normandie	47 836	95 729	143 565	Aveyron	39 000	31 841	70 841
Cher	15 807	29 111	44 918	Haute-Garonne	27 327	49 083	76 410
Eure-et-Loir	17 517	34 960	52 477	Gers	30 945	29 529	60 474
Indre	19 913	23 280	43 193	Lot	19 564	15 474	35 038
Indre-et-Loire	24 414	46 084	70 498	Hautes-Pyrénées	14 957	12 680	27 637
Loir-et-Cher	19 796	39 689	59 485	Tarn	27 288	30 999	58 287
Loiret	20 308	46 568	66 876	Tarn-et-Garonne	23 328	32 780	56 108
Centre	117 755	219 692	337 447	Midi-Pyrénées	193 666	213 118	406 784
Calvados	29 208	52 008	81 216	Corrèze	22 915	18 561	41 476
Manche	47 188	51 743	98 931	Creuse	20 137	12 146	32 283
Orne	28 206	31 355	59 561	Haute-Vienne	23 872	27 755	51 627
Basse-Normandie	104 602	135 106	239 708	Limousin	66 924	58 462	125 386
Côte-d'or	20 186	37 445	57 631	Ain	22 812	34 066	56 878
Nièvre	13 820	18 900	32 720	Ardèche	23 523	22 090	45 613
Saône-et-Loire	38 935	39 217	78 152	Drôme	26 951	43 921	70 872
Yonne	17 381	30 243	47 624	Isère	27 614	41 356	68 970
Bourgogne	90 322	125 805	216 127	Loire	27 500	30 070	57 570
Nord	36 813	76 754	113 567	Rhône	27 380	55 191	82 571
Pas-de-Calais	39 506	67 955	107 461	Savoie	14 668	22 866	37 534
Nord-Pas-de-Calais	76 319	144 709	221 028	Haute-Savoie	19 307	26 403	45 710
Meurthe-et-Moselle	12 619	23 345	35 964	Rhône-Alpes	189 755	275 963	465 718
Meuse	12 875	13 860	26 735	Allier	25 944	29 895	55 839
Moselle	15 470	28 741	44 211	Cantal	23 935	18 641	42 576
Vosges	15 910	23 219	39 129	Haute-Loire	23 417	13 052	36 469
Lorraine	56 874	89 165	146 039	Puy-de-Dôme	30 568	36 580	67 148
Bas-Rhin	21 792	39 041	60 833	Auvergne	103 864	98 168	202 032
Haut-Rhin	15 987	29 781	45 768	Aude	25 676	56 429	82 105
Alsace	37 779	68 822	106 601	Gard	24 600	72 557	97 157
Doubs	21 434	25 780	47 214	Hérault	31 120	85 381	116 501
Jura	15 593	14 522	30 115	Lozère	12 185	11 103	23 288
Haute-Saône*	16 423	18 228	34 651	Pyrénées-Orientales	17 492	45 850	63 342
et Terr. de Belfort*	16 423	18 228	34 651	Languedoc-Roussillon	111 073	271 320	382 393
Franche-Comté	53 450	58 530	111 980	Alpes-de-Haute-Provence*	17 350	20 178	37 528
Loire-Atlantique	48 568	73 860	122 428	et Hautes-Alpes *	13 971	33 848	47 819
Maine-et-Loire	50 733	86 841	137 574	Alpes-Maritimes	22 983	75 906	98 889
Mayenne	40 811	32 079	72 890	Bouches-du-Rhône	20 876	49 614	70 490
Sarthe	33 440	57 026	90 466	Var	25 955	70 576	96 531
Vendée	52 538	58 643	111 181	Provence-Alpes-Côte	101 135	250 122	351 257
Pays-de-la-Loire	226 090	308 449	534 539	Corse	12 407	15 788	28 195
Côtes-d'Armor	55 889	62 572	118 461	TOTAL	2 269 456	3 715 452	5 984 908
Finistère	52 641	65 309	117 950				
Ille-et-Vilaine	57 683	68 616	126 299				
Morbihan	47 859	61 138	108 997				
Bretagne	214 072	257 635	471 707				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole

2.21 Historique des personnes protégées de 1992 à 2014

Les non-salariés agricoles sont couverts en maladie par l'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa). Les salariés agricoles sont couverts en maladie par les assurances sociales agricoles (ASA).

Les personnes protégées en maladie sont les actifs ou inactifs (retraités, chômeurs, pré-retraités...) et leurs ayants-droits tels que les conjoints et les enfants.

Tableau 22

Nombre de personnes protégées au 1er juillet

Années	Personnes protégées au régime des non-salariées	Personnes protégées au régime des salariés	Total personnes protégées au régime agricole
1992	2 839 107	1 822 770	4 661 877
1993	2 764 337	1 827 606	4 591 943
1994	2 703 812	1 801 426	4 505 238
1995	2 622 212	1 794 815	4 417 027
1996	2 547 901	1 818 218	4 366 119
1997	2 472 311	1 828 501	4 300 812
1998	2 405 171	1 820 975	4 226 146
1999	2 344 304	1 847 067	4 191 371
2000	2 291 741	1 848 997	4 140 738
2001	2 228 592	1 883 694	4 112 286
2002	2 158 825	1 895 287	4 054 112
2003	2 093 436	1 917 046	4 010 482
2004	2 035 692	1 906 665	3 942 357
2005	1 973 644	1 910 969	3 884 613
2006	1 909 126	1 890 486	3 799 612
2007	1 856 084	1 869 460	3 725 544
2008	1 788 959	1 849 739	3 638 698
2009	1 732 988	1 808 123	3 541 111
2010	1 681 217	1 798 927	3 480 144
2011	1 626 436	1 778 897	3 405 333
2012	1 575 454	1 767 644	3 343 098
2013	1 528 892	1 767 371	3 296 263
2014	1 485 166	1 788 131	3 273 297

Source : MSA

Les personnes protégées sont les bénéficiaires de la protection sociale qui, à quelque titre que ce soit, ont droit aux prestations des régimes agricoles d'assurance maladie obligatoire. Le bénéficiaire peut être ouvrant droit ou ayant droit. En ce qui concerne l'assurance maladie obligatoire, l'ouvrant droit est la personne affiliée de façon obligatoire à un régime agricole non salarié ou salarié de par son activité professionnelle. L'ayant droit est une personne qui peut bénéficier des prestations sociales du fait de ses liens avec l'ouvrant droit (conjoint s'il ne travaille pas, enfant, concubin, etc.).

2.22 Ventilation départementale des personnes protégées en 2014

Tableau 23

Ventilation départementale et régionale des personnes protégées au régime agricole au 1er juillet 2014

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	19 069	97 095	116 164	Charente	17 737	18 416	36 153
Ardennes	8 925	7 060	15 985	Charente-Maritime	23 773	30 204	53 977
Aube	11 660	14 739	26 399	Deux-Sèvres	25 474	23 080	48 554
Marne	24 213	42 553	66 766	Vienne	16 470	16 025	32 495
Haute-Marne	8 330	6 040	14 370	Poitou-Charentes	83 454	87 725	171 179
Champagne-Ardennes	53 128	70 392	123 520	Dordogne	24 454	22 783	47 237
Aisne	13 634	24 449	38 083	Gironde	22 643	78 406	101 049
Oise	10 319	23 742	34 061	Landes	16 436	23 290	39 726
Somme	16 316	21 671	37 987	Lot-et-Garonne	21 035	32 024	53 059
Picardie	40 269	69 862	110 131	Pyrénées-Atlantiques	27 633	19 827	47 460
Eure	12 235	14 062	26 297	Aquitaine	112 201	176 330	288 531
Seine-Maritime	19 739	21 928	41 667	Ariège	7 202	4 310	11 512
Haute-Normandie	31 974	35 990	67 964	Aveyron	29 646	13 304	42 950
Cher	10 375	12 788	23 163	Haute-Garonne	17 060	18 195	35 255
Eure-et-Loir	11 945	13 264	25 209	Gers	21 117	14 275	35 392
Indre	12 682	7 704	20 386	Lot	13 840	8 345	22 185
Indre-et-Loire	14 793	19 047	33 840	Hautes-Pyrénées	10 499	4 528	15 027
Loir-et-Cher	12 350	18 072	30 422	Tarn	18 384	14 845	33 229
Loiret	12 709	20 589	33 298	Tarn-et-Garonne	15 232	19 331	34 563
Centre	74 854	91 464	166 318	Midi-Pyrénées	132 980	97 133	230 113
Calvados	19 531	22 331	41 862	Corrèze	15 594	9 118	24 712
Manche	34 437	23 694	58 131	Creuse	14 547	4 831	19 378
Orne	19 013	13 114	32 127	Haute-Vienne	14 397	10 210	24 607
Basse-Normandie	72 981	59 139	132 120	Limousin	44 538	24 159	68 697
Côte-d'or	14 062	18 456	32 518	Ain	14 074	14 471	28 545
Nièvre	9 844	7 280	17 124	Ardèche	13 995	10 052	24 047
Saône-et-Loire	24 946	16 552	41 498	Drôme	17 022	27 115	44 137
Yonne	11 878	13 800	25 678	Isère	16 850	20 075	36 925
Bourgogne	60 730	56 088	116 818	Loire	18 116	12 376	30 492
Nord	24 022	36 616	60 638	Rhône	17 952	25 559	43 511
Pas-de-Calais	27 016	33 239	60 255	Savoie	7 817	9 457	17 274
Nord-Pas-de-Calais	51 038	69 855	120 893	Haute-Savoie	11 586	14 101	25 687
Meurthe-et-Moselle	8 306	10 378	18 684	Rhône-Alpes	117 412	133 206	250 618
Meuse	8 758	6 737	15 495	Allier	16 675	11 042	27 717
Moselle	9 198	10 527	19 725	Cantal	17 902	7 868	25 770
Vosges	9 976	10 517	20 493	Haute-Loire	15 954	6 155	22 109
Lorraine	36 238	38 159	74 397	Puy-de-Dôme	19 697	15 724	35 421
Bas-Rhin	12 143	20 589	32 732	Auvergne	70 228	40 789	111 017
Haut-Rhin	9 951	16 049	26 000	Aude	15 344	22 927	38 271
Alsace	22 094	36 638	58 732	Gard	16 107	40 499	56 606
Doubs	12 877	11 718	24 595	Hérault	19 780	37 190	56 970
Jura	9 306	7 378	16 684	Lozère	8 318	3 033	11 351
Haute-Saône*	9 954	8 297	18 251	Pyrénées-Orientales	10 627	28 518	39 145
et Terr. de Belfort*	9 954	8 297	18 251	Languedoc-Roussillon	70 176	132 167	202 343
Franche-Comté	32 137	27 393	59 530	Alpes-de-Haute-Provence*	11 615	12 178	23 793
Loire-Atlantique	28 731	36 092	64 823	et Hautes-Alpes*	8 695	16 455	25 150
Maine-et-Loire	32 874	47 519	80 393	Alpes-Maritimes	14 232	43 634	57 866
Mayenne	29 604	13 297	42 901	Bouches-du-Rhône	13 785	30 680	44 465
Sarthe	21 260	22 697	43 957	Var	17 117	42 349	59 466
Vendée	32 220	24 588	56 808	Provence-Alpes-Côte d'Azur	65 444	145 296	210 740
Pays-de-la-Loire	144 689	144 193	288 882	Corse	7 904	11 314	19 218
Côtes-d'Armor	37 362	37 926	75 288	TOTAL	1 485 166	1 788 131	3 273 297
Finistère	33 265	41 586	74 851				
Ille-et-Vilaine	40 404	30 354	70 758				
Morbihan	30 597	33 878	64 475				
Bretagne	141 628	143 744	285 372				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.3 Les patients au régime agricole

La population des patients correspond aux personnes ayant bénéficié d'au moins un remboursement de soins en médecine ambulatoire ou en hospitalisation privée au cours de l'année par le régime agricole.

La part des patients s'élève à 97 % des personnes protégées.

2.3.1 Historique des patients de 2010 à 2014

Tableau 24

Nombre de patients au régime agricole de 2010 à 2014*

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Non-salariés	1 706 414	1 661 165	1 608 084	1 514 358	1 492 646	-1,4
Salariés	1 676 819	1 666 801	1 650 768	1 625 831	1 667 290	2,6
Total	3 383 233	3 327 966	3 258 852	3 140 189	3 159 936	0,6
CMU	1 755	1 472	1 223	947	792	-16,4
Total régime agricole	3 384 988	3 329 438	3 260 075	3 141 136	3 160 728	0,6

Source : MSA

* La répartition des patients selon le département n'est pas consolidée.

Télécharger les données au format Excel : 

2.32 Ventilation départementale et régionale des patients (hors CMU) en 2014

Tableau 25

Ventilation départementale et régionale des patients en 2014

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total non-salariés et salariés
Ile-de-France	19 690	87 441	107 131
Ardennes	9 092	6 082	15 174
Aube	11 833	12 096	23 929
Marne	24 668	43 262	67 930
Haute-Marne	8 371	8 397	16 768
Champagne-Ardennes	53 964	69 837	123 801
Aisne	13 922	19 878	33 800
Oise	10 395	18 287	28 682
Somme	16 640	27 328	43 968
Picardie	40 957	65 493	106 450
Eure	12 211	17 244	29 455
Seine-Maritime	19 598	17 294	36 892
Haute-Normandie	31 809	34 538	66 347
Cher	10 258	10 388	20 646
Eure-et-Loir	12 022	16 982	29 004
Indre	12 758	6 820	19 578
Indre-et Loire	14 770	15 257	30 027
Loir-et-Cher	12 483	20 102	32 585
Loiret	12 797	16 491	29 288
Centre	75 088	86 040	161 128
Calvados	19 214	25 377	44 591
Manche	33 815	19 798	53 613
Orne	19 229	9 980	29 209
Basse-Normandie	72 258	55 155	127 413
Côte-d'or	14 164	22 718	36 882
Nièvre	9 785	5 773	15 558
Saône-et-Loire	25 007	13 418	38 425
Yonne	11 908	10 674	22 582
Bourgogne	60 864	52 583	113 447
Nord	24 267	38 820	63 087
Pas-de-Calais	27 440	28 131	55 571
Nord-Pas-de-Calais	51 707	66 951	118 658
Meurthe-et-Moselle	8 357	13 851	22 208
Meuse	8 915	5 547	14 462
Moselle	9 285	8 409	17 694
Vosges	9 877	8 719	18 596
Lorraine	36 434	36 526	72 960
Bas-Rhin	12 538	16 202	28 740
Haut-Rhin	9 972	18 517	28 489
Alsace	22 510	34 719	57 229
Doubs	12 805	14 852	27 657
Jura	9 329	5 357	14 686
Haute-Saône	8 973	5 660	14 633
Terr. de Belfort	906	413	1 319
Franche-Comté	32 013	26 282	58 295
Loire-Atlantique	28 926	30 207	59 133
Maine-et-Loire	33 366	45 975	79 341
Mayenne	29 835	10 146	39 981
Sarthe	21 610	26 607	48 217
Vendée	33 073	29 928	63 001
Pays-de-la-Loire	146 810	142 863	289 673
Côtes-d'Armor	37 949	42 995	80 944
Finistère	33 733	36 113	69 846
Ille-et-Vilaine	40 503	34 743	75 246
Morbihan	30 943	28 015	58 958
Bretagne	143 128	141 866	284 994

Ventilation départementale et régionale des patients en 2014

(suite)

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total non-salariés et salariés
Charente	17 912	16 007	33 919
Charente-Maritime	24 087	30 934	55 021
Deux-Sèvres	26 074	19 785	45 859
Vienne	16 902	18 572	35 474
Poitou-Charentes	84 975	85 298	170 273
Dordogne	24 796	22 783	47 579
Gironde	23 164	71 231	94 395
Landes	16 870	18 340	35 210
Lot-et-Garonne	21 691	22 651	44 342
Pyrénées-Atlantiques	27 798	22 932	50 730
Aquitaine	114 319	157 937	272 256
Ariège	6 888	3 611	10 499
Aveyron	30 101	18 776	48 877
Haute-Garonne	17 132	14 742	31 874
Gers	21 223	17 641	38 864
Lot	13 989	6 568	20 557
Hauts-Pyrénées	9 916	3 653	13 569
Tarn	18 874	12 333	31 207
Tarn-et-Garonne	15 454	13 965	29 419
Midi-Pyrénées	133 577	91 289	224 866
Corrèze	15 392	7 187	22 579
Creuse	14 373	4 007	18 380
Haute-Vienne	14 259	12 336	26 595
Limousin	44 024	23 530	67 554
Ain	14 102	11 610	25 712
Ardèche	13 545	7 904	21 449
Drôme	16 530	24 718	41 248
Isère	16 790	14 534	31 324
Loire	17 436	10 210	27 646
Rhône	17 765	25 320	43 085
Savoie	7 718	14 841	22 559
Haute-Savoie	11 375	9 461	20 836
Rhône-Alpes	115 261	118 598	233 859
Allier	16 685	9 428	26 113
Cantal	17 830	6 998	24 828
Haute-Loire	15 927	5 229	21 156
Puy-de-Dôme	19 654	18 063	37 717
Auvergne	70 096	39 718	109 814
Aude	15 428	24 756	40 184
Gard	16 126	33 017	49 143
Hérault	19 854	31 193	51 047
Lozère	8 135	10 736	18 871
Pyrénées-Orientales	10 791	20 073	30 864
Languedoc-Roussillon	70 334	119 775	190 109
Alpes-de-Haute-Provence	5 737	3 106	8 843
et Hautes-Alpes	5 587	4 448	10 035
Alpes-Maritimes	8 774	12 614	21 388
Bouches-du-Rhône	14 333	40 441	54 774
Var	14 006	23 984	37 990
Vaucluse	17 172	36 502	53 674
Provence-Alpes-Côte d'Azur	65 609	121 095	186 704
Corse	7 219	9 756	16 975
TOTAL	1 492 646	1 667 290	3 159 936

2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle

Depuis le 1^{er} janvier 2000, la couverture maladie universelle (CMU) de base protège les personnes qui ne peuvent relever d'un régime professionnel en qualité d'assuré ou d'ayant droit. La CMU remplace l'assurance personnelle.

La CMU complémentaire (CMU-C) permet aux personnes disposant de faibles ressources de bénéficier d'un remboursement amélioré pour un ensemble défini de biens et de services de santé.

Tableau 26

Nombre de personnes bénéficiaires de la CMU de 2010 à 2014 au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire (assurés et ayants droit)	102 335	99 532	94 547	98 377	114 644	16,5

Source : MSA

2.41 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU en 2014

Tableau 27

Ventilation départementale et régionale des personnes bénéficiaires de la CMU au 31 décembre 2014

Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire	Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire
Ile-de-France	1 065	Charente	1 798
Ardennes	533	Charente-Maritime	2 499
Aube	919	Deux-Sèvres	994
Marne	1 260	Vienne	1 258
Haute-Marne	505	Poitou-Charentes	6 549
Champagne-Ardennes	3 217	Dordogne	2 107
Aisne	1 153	Gironde	5 152
Oise	579	Landes	997
Somme	1 597	Lot-et-Garonne	2 204
Picardie	3 329	Pyrénées-Atlantiques	1 187
Eure	755	Aquitaine	11 647
Seine-Maritime	827	Ariège	584
Haute-Normandie	1 582	Aveyron	1 054
Cher	676	Haute-Garonne	684
Eure-et-Loir	550	Gers	1 001
Indre	438	Lot	574
Indre-et Loire	754	Hautes-Pyrénées	313
Loir-et-Cher	1 267	Tarn	927
Loiret	758	Tarn-et-Garonne	1 869
Centre	4 443	Midi-Pyrénées	7 006
Calvados	1 135	Corrèze	688
Manche	937	Creuse	757
Orne	555	Haute-Vienne	1 358
Basse-Normandie	2 627	Limousin	2 803
Côte-d'or	845	Ain	402
Nièvre	380	Ardèche	990
Saône-et-Loire	706	Drôme	2 551
Yonne	538	Isère	765
Bourgogne	2 469	Loire	590
Nord	3 830	Rhône	2 003
Pas-de-Calais	3 410	Savoie	407
Nord-Pas-de-Calais	7 240	Haute-Savoie	266
Meurthe-et-Moselle	995	Rhône-Alpes	7 974
Meuse	288	Allier	712
Moselle	253	Cantal	709
Vosges	656	Haute-Loire	480
Lorraine	2 192	Puy-de-Dôme	1 146
Bas-Rhin	713	Auvergne	3 047
Haut-Rhin	810	Aude	3 270
Alsace	1 523	Gard	7 194
Doubs	649	Hérault	4 188
Jura	333	Lozère	1 227
Haute-Saône*	379	Pyrénées-Orientales	3 229
et Terr. de Belfort*	379	Languedoc-Roussillon	19 108
Franche-Comté	1 361	Alpes-de-Haute-Provence*	616
Loire-Atlantique	1 168	et Hautes-Alpes*	492
Maine-et-Loire	2 446	Alpes-Maritimes	3 712
Mayenne	489	Bouches-du-Rhône	2 635
Sarthe	1 349	Var	4 635
Vendée	1 035	Vaucluse	12 090
Pays-de-la-Loire	6 487	Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 004
Côtes-d'Armor	1 883	Corse	114 644
Finistère	1 506		
Ille-et-Vilaine	1 391		
Morbihan	1 101		
Bretagne	5 881		

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.5 Les retraités du régime agricole

L'ouverture du droit à une pension de vieillesse est conditionnée, pour les non-salariés agricoles, au versement d'une cotisation pour une durée d'activité minimum d'un an. Cette ouverture de droit est effectuée pour les salariés agricoles dès lors que le versement de cotisations permet de valider au minimum un trimestre.

Les retraités perçoivent un avantage de vieillesse (droit propre et/ou droit de réversion) et peuvent résider en France ou à l'étranger. Les retraités décédés ou suspendus sont exclus du dénombrement.

2.51 Historique des retraités de 2010 à 2014

Tableau 28

Nombre de retraités au régime agricole de 2010 à 2014

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Retraités non-salariés hors DOM	1 707 677	1 662 131	1 609 817	1 562 431	1 517 398	-2,9
Retraités non-salariés DOM	31 179	31 169	30 984	30 676	30 273	-1,3
Total retraités non-salariés	1 738 856	1 693 300	1 640 801	1 593 107	1 547 671	-2,9
Retraités salariés	2 521 029	2 514 878	2 492 410	2 495 081	2 503 470	0,3
Total retraités du régime agricole	4 259 885	4 208 178	4 133 211	4 088 188	4 051 141	-0,9

Source : MSA

2.52 Ventilation départementale des retraités en 2014

Tableau 29

Nombre de retraités au régime agricole au 31 décembre 2014 en France et en métropole Ventilation départementale et régionale par lieu de résidence

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	28 008	123 191	151 199	Charente	18 929	25 295	44 224
Ardennes	6 753	10 304	17 057	Charente-Maritime	25 461	39 235	64 696
Aube	8 588	14 465	23 053	Deux-Sèvres	25 515	31 206	56 721
Marne	15 456	29 056	44 512	Vienne	18 592	29 389	47 981
Haute-Marne	7 547	10 448	17 995	Poitou-Charentes	88 497	125 125	213 622
Champagne-Ardennes	38 344	64 273	102 617	Dordogne	26 765	32 070	58 835
Aisne	10 603	31 386	41 989	Gironde	27 200	61 447	88 647
Oise	8 498	29 909	38 407	Landes	17 978	26 323	44 301
Somme	14 487	30 304	44 791	Lot-et-Garonne	23 892	28 584	52 476
Picardie	33 588	91 599	125 187	Pyrénées-Atlantiques	25 425	26 374	51 799
Eure	11 840	26 129	37 969	Aquitaine	121 260	174 798	296 058
Seine-Maritime	19 672	41 853	61 525	Ariège	7 231	8 271	15 502
Haute-Normandie	31 512	67 982	99 494	Aveyron	22 859	18 955	41 814
Cher	10 049	20 498	30 547	Haute-Garonne	22 540	35 764	58 304
Eure-et-Loir	11 110	22 780	33 890	Gers	19 409	17 415	36 824
Indre	13 326	18 689	32 015	Lot	12 661	10 343	23 004
Indre-et-Loire	16 954	33 782	50 736	Hautes-Pyrénées	10 458	9 984	20 442
Loir-et-Cher	13 543	26 037	39 580	Tarn	19 036	20 582	39 618
Loiret	14 506	30 119	44 625	Tarn-et-Garonne	15 268	18 605	33 873
Centre	79 488	151 905	231 393	Midi-Pyrénées	129 462	139 919	269 381
Calvados	18 610	34 688	53 298	Corrèze	15 355	12 765	28 120
Manche	31 208	37 470	68 678	Creuse	12 132	9 571	21 703
Orne	17 609	22 665	40 274	Haute-Vienne	16 030	20 385	36 415
Basse-Normandie	67 427	94 823	162 250	Limousin	43 517	42 721	86 238
Côte-d'or	12 409	19 660	32 069	Ain	15 561	23 468	39 029
Nièvre	8 269	14 111	22 380	Ardèche	15 795	16 309	32 104
Saône-et-Loire	25 611	27 294	52 905	Drôme	17 217	22 414	39 631
Yonne	10 533	20 154	30 687	Isère	19 974	26 686	46 660
Bourgogne	56 822	81 219	138 041	Loire	18 619	20 655	39 274
Nord	23 754	44 339	68 093	Rhône	18 229	31 408	49 637
Pas-de-Calais	25 970	43 922	69 892	Savoie	10 521	11 379	21 900
Nord-Pas-de-Calais	49 724	88 261	137 985	Haute-Savoie	13 307	16 501	29 808
Meurthe-et-Moselle	7 622	14 603	22 225	Rhône-Alpes	129 223	168 820	298 043
Meuse	7 383	9 222	16 605	Allier	16 793	23 765	40 558
Moselle	10 722	17 880	28 602	Cantal	13 402	13 771	27 173
Vosges	10 537	15 826	26 363	Haute-Loire	14 658	9 100	23 758
Lorraine	36 264	57 531	93 795	Puy-de-Dôme	20 305	22 568	42 873
Bas-Rhin	16 950	22 832	39 782	Auvergne	65 158	69 204	134 362
Haut-Rhin	10 859	16 003	26 862	Aude	16 109	26 166	42 275
Alsace	27 809	38 835	66 644	Gard	16 009	37 058	53 067
Doubs	13 558	14 824	28 382	Hérault	21 647	46 169	67 816
Jura	10 415	10 263	20 678	Lozère	5 899	5 005	10 904
Haute-Saône	9 476	10 077	19 553	Pyrénées-Orientales	13 350	26 350	39 700
Terr. de Belfort	2 097	2 153	4 250	Languedoc-Roussillon	73 014	140 748	213 762
Franche-Comté	35 546	37 317	72 863	Alpes-de-Haute-Provence	5 076	6 377	11 453
Loire-Atlantique	36 279	48 381	84 660	Hautes-Alpes	5 191	4 962	10 153
Maine-et-Loire	34 348	52 336	86 684	Alpes-Maritimes	10 577	21 909	32 486
Mayenne	24 998	23 293	48 291	Bouches-du-Rhône	16 204	35 756	51 960
Sarthe	22 915	41 355	64 270	Var	13 842	29 318	43 160
Vendée	36 436	43 690	80 126	Vaucluse	17 036	27 874	44 910
Pays-de-la-Loire	154 976	209 055	364 031	Provence-Alpes-Côte d'Azur	67 926	126 196	194 122
Côtes-d'Armor	36 487	34 577	71 064	Corse	6 710	6 020	12 730
Finistère	38 114	38 334	76 448	TOTAL	1 513 955	2 258 428	3 772 383
Ille-et-Vilaine	40 838	45 474	86 312				
Morbihan	34 241	40 501	74 742				
Bretagne	149 680	158 886	308 566				

Source : MSA

Attention : à compter de l'annuaire population 2014, les retraités sont répartis par département de résidence (et non par département de gestion comme c'était le cas avant). Les données 2013 et 2014 ne sont pas comparables

2.53 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2014

Il s'agit du nombre de nouvelles attributions salariées et non salariées, qu'elles soient de droit propre ou de droit dérivé, y compris les attributions dans le cadre de conventions internationales, CEE ou autres. L'attribution d'une pension de réversion à un retraité déjà titulaire de droit propre est considérée comme une nouvelle attribution et est dénombrée.

Tableau 30
Nombre d'attributions de retraites au régime agricole en 2014 en métropole
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Île-de-France	908	7 199	8 107	Charente	621	1 288	1 909
Ardennes	280	621	901	Charente-Maritime	882	2 147	3 029
Aube	298	774	1 072	Deux-Sèvres	896	1 622	2 518
Marne	241	480	721	Vienne	629	1 429	2 058
Haute-Marne	643	1 871	2 514	Poitou-Charentes	3 028	6 486	9 514
Champagne-Ardennes	1 462	3 746	5 208	Dordogne	786	1 437	2 223
Aisne	420	1 703	2 123	Gironde	880	3 373	4 253
Oise	273	1 569	1 842	Landes	582	1 324	1 906
Somme	469	1 480	1 949	Lot-et-Garonne	724	1 512	2 236
Picardie	1 162	4 752	5 914	Pyrénées-Atlantiques	857	1 309	2 166
Eure	415	1 238	1 653	Aquitaine	3 829	8 955	12 784
Seine-Maritime	619	1 981	2 600	Ariège	264	453	717
Haute-Normandie	1 034	3 219	4 253	Aveyron	754	839	1 593
Cher	369	893	1 262	Haute-Garonne	733	1 883	2 616
Eure-et-Loir	342	994	1 336	Gers	696	870	1 566
Indre	434	795	1 229	Lot	366	513	879
Indre-et-Loire	558	1 843	2 401	Hautes-Pyrénées	348	488	836
Loir-et-Cher	447	1 198	1 645	Tarn	543	955	1 498
Loiret	419	1 541	1 960	Tarn-et-Garonne	480	951	1 431
Centre	2 569	7 264	9 833	Midi-Pyrénées	4 184	6 952	11 136
Calvados	629	1 676	2 305	Corrèze	507	665	1 172
Manche	995	1 679	2 674	Creuse	404	432	836
Orne	538	1 000	1 538	Haute-Vienne	547	884	1 431
Basse-Normandie	2 162	4 355	6 517	Limousin	1 458	1 981	3 439
Côte-d'or	418	1 029	1 447	Ain	479	1 206	1 685
Nièvre	272	600	872	Ardèche	447	937	1 384
Saône-et-Loire	693	1 176	1 869	Drôme	567	1 538	2 105
Yonne	312	905	1 217	Isère	559	1 525	2 084
Bourgogne	1 695	3 710	5 405	Loire	539	879	1 418
Nord	769	2 301	3 070	Rhône	577	1 791	2 368
Pas-de-Calais	833	2 058	2 891	Savoie	309	668	977
Nord-Pas-de-Calais	1 602	4 359	5 961	Haute-Savoie	418	945	1 363
Meurthe-et-Moselle	275	797	1 072	Rhône-Alpes	3 895	9 489	13 384
Meuse	296	548	844	Allier	713	1 171	1 884
Moselle	364	986	1 350	Cantal	667	648	1 315
Vosges	328	803	1 131	Haute-Loire	576	505	1 081
Lorraine	1 263	3 134	4 397	Puy-de-Dôme	951	1 416	2 367
Bas-Rhin	448	1 147	1 595	Auvergne	2 907	3 740	6 647
Haut-Rhin	342	860	1 202	Aude	622	1 405	2 027
Alsace	790	2 007	2 797	Gard	556	2 360	2 916
Doubs	389	784	1 173	Hérault	733	2 491	3 224
Jura	377	564	941	Lozère	203	240	443
Haute-Saône	327	588	915	Pyrénées-Orientales	447	1 621	2 068
Terr. de Belfort	86	134	220	Languedoc-Roussillon	2 561	8 117	10 678
Franche-Comté	1 179	2 070	3 249	Alpes-de-Hte-Provence	223	466	689
Loire-Atlantique	1143	2 683	3 826	Hautes-Alpes	205	335	540
Maine-et-Loire	1116	2 985	4 101	Alpes-Maritimes	354	1 279	1 633
Mayenne	780	1 074	1 854	Bouches-du-Rhône	570	2 326	2 896
Sarthe	713	2 012	2 725	Var	482	1 831	2 313
Vendée	1249	2 198	3 447	Vaucluse	640	2 026	2 666
Pays-de-la-Loire	5 001	10 952	15 953	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 474	8 263	10 737
Côtes-d'Armor	1091	1 855	2 946	Corse	227	372	599
Finistère	1053	2 357	3 410	TOTAL	49 985	119 887	169 872
Ille-et-Vilaine	1314	2 123	3 437				
Morbihan	1137	2 430	3 567				
Bretagne	4 595	8 765	13 360				

Source : MSA

Attention : à compter de l'annuaire population 2014, les retraités sont répartis par département de résidence (et non par département de gestion comme c'était le cas avant). Les données 2013 et 2014 ne sont pas comparables

2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole

2.6.1 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité

Les prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité comprennent :

- les Allocations Familiales (AF) ;
- le Complément Familial (CF) ;
- l'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) ;
- les Prestations conventionnelles (PCO) ;
- l'Allocation de Soutien Familial (ASF) ;
- l'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP et ses compléments) remplace depuis le 1er mai 2006, l'Allocation de Présence Parentale (APP créée en 2001) ;
- l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) remplace depuis le 1er janvier 2006, l'AES (Allocation d'Education Spéciale créée le 30 juin 1975) ;
- l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et ses compléments.

Les aides au logement regroupent

- l'Allocation Logement à caractère Familial (ALF) ;
- l'Allocation Logement à caractère Social (ALS) ;
- l'Aide Personnalisée au Logement (APL).

La Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), créée en janvier 2004 regroupe :

- la Prime à la Naissance ou à l'adoption (PPN)
- l'Allocation de Base (PAB)
- le Complément de libre Choix du mode de Garde (PCG)
- le Complément de libre Choix d'Activité (PCA)
- le Complément Optionnel de libre Choix d'Activité (COLCA).

La PAJE s'est substituée progressivement aux anciennes prestations dédiées à la petite enfance :

- l'Allocation Pour Jeune Enfant (APJE) ;
- l'Allocation d'Adoption (ADO) ;
- l'Allocation Parentale d'Education (APE) ;
- l'Allocation de Garde d'Enfant à Domicile (AGED) ;
- l'Aide à la Famille pour l'Emploi d'une Assistante Maternelle Agréée (AFEAMA) ;

Le Revenu de Solidarité Active (RSA), remplace depuis le 1er juin 2009, l'Allocation de parent isolé (API) et le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et les mesures d'intéressement liées à ces prestations.

Une famille peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour cette famille n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 31

Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité et nombre d'enfants à charge de 2010 à 2014 aux régimes agricoles au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	173 068	168 796	162 934	154 872	148 234	-4,3
Nombre d'enfants	174 122	167 472	160 978	154 848	148 649	-4,0
Salariés agricoles						
Nombre de familles	249 541	247 390	246 409	244 798	242 796	-0,8
Nombre d'enfants	286 694	282 959	282 507	283 303	283 741	0,2
Régime indéterminé*						
Nombre de familles	1 090	1 082	1 238	1 477	2 102	42,3
Nombre d'enfants	962	874	1 134	1 495	2 256	31,8
Total régime agricole						
Nombre de familles	423 699	417 268	410 581	401 147	393 132	-2,0
Nombre d'enfants	461 778	451 305	444 619	439 646	434 646	-1,1

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

2.62 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2014

Tableau 32

**Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité
et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2014***

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Ile-de-France	860	1 539	6 895	10 763	7 755	12 302
Ardennes	761	1 189	1226	1679	1 987	2 868
Aube	720	1 214	2368	2934	3 088	4 148
Marne	1 492	2 775	4283	6358	5 775	9 133
Haute-Marne	677	933	1064	1148	1 741	2 081
Champagne-Ardenne	3 650	6 111	8 941	12 119	12 591	18 230
Aisne	913	1 584	3347	4443	4 260	6 027
Oise	589	1 101	2854	3530	3 443	4 631
Somme	966	1 440	2294	3071	3 260	4 511
Picardie	2 468	4 125	8 495	11 044	10 963	15 169
Eure	867	1 157	1830	2132	2 697	3 289
Seine-Maritime	1 563	1 696	2909	3446	4 472	5 142
Haute-Normandie	2 430	2 853	4 739	5 578	7 169	8 431
Cher	902	893	1904	1844	2 806	2 737
Eure-et-Loir	683	789	1540	1837	2 223	2 626
Indre	1 254	1 074	1315	1004	2 569	2 078
Indre-et-Loire	1 216	1 206	2749	2827	3 965	4 033
Loir-et-Cher	922	861	2242	2811	3 164	3 672
Loiret	806	895	2834	3495	3 640	4 390
Centre	5 783	5 718	12 584	13 818	18 367	19 536
Calvados	1 894	1 904	3447	3829	5 341	5 733
Manche	4 193	3 210	4096	4435	8 289	7 645
Orne	2 158	2 407	1894	2203	4 052	4 610
Basse-Normandie	8 245	7 521	9 437	10 467	17 682	17 988
Côte-d'or	1 089	1 414	2079	2654	3 168	4 068
Nièvre	983	1 025	1158	1047	2 141	2 072
Saône-et-Loire	2 709	2 240	2861	3106	5 570	5 346
Yonne	863	1 095	1943	2372	2 806	3 467
Bourgogne	5 644	5 774	8 041	9 179	13 685	14 953
Nord	1 645	2 190	4491	5712	6 136	7 902
Pas-de-Calais	1 977	2 803	6393	8550	8 370	11 353
Nord-Pas-de-Calais	3 622	4 993	10 884	14 262	14 506	19 255
Meurthe-et-Moselle	717	1 035	1515	1580	2 232	2 615
Meuse	759	1 063	981	1288	1 740	2 351
Moselle	653	907	1078	1431	1 731	2 338
Vosges	1 121	1 308	1584	2021	2 705	3 329
Lorraine	3 250	4 313	5 158	6 320	8 408	10 633
Bas-Rhin	736	876	1911	2835	2 647	3 711
Haut-Rhin	570	835	1588	2081	2 158	2 916
Alsace	1 306	1 711	3 499	4 916	4 805	6 627
Doubs	1 192	2 017	1345	1762	2 537	3 779
Jura	976	1 148	954	1128	1 930	2 276
Haute-Saône	796	872	1 022	1 300	1 818	2 172
Terr. de Belfort	82	97	158	146	240	243
Franche-Comté	3 046	4 134	3 479	4 336	6 525	8 470
Loire-Atlantique	3 652	3 445	5 050	6566	8 702	10 011
Maine-et-Loire	4 345	4 161	7 113	8898	11 458	13 059
Mayenne	3 733	4 095	2 166	2689	5 899	6 784
Sarthe	2 357	2 142	3 091	3583	5 448	5 725
Vendée	4 548	3 410	3 677	4826	8 225	8 236
Pays-de-la-Loire	18 635	17 253	21 097	26 562	39 732	43 815
Côtes-d'Armor	4 721	4 722	5 514	7299	10 235	12 021
Finistère	3 981	3 466	5 814	7517	9 795	10 983
Ille-et-Vilaine	5 246	4 797	4 517	5707	9 763	10 504
Morbihan	3 691	3 627	5 773	7620	9 464	11 247
Bretagne	17 639	16 612	21 618	28 143	39 257	44 755

**Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité
et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2014* (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Charente	1 735	1 286	2715	2406	4 450	3 692
Charente-Maritime	1 716	1 287	4998	5092	6 714	6 379
Deux-Sèvres	3 379	3 095	3943	5613	7 322	8 708
Vienne	1 801	1 481	2837	2645	4 638	4 126
Poitou-Charentes	8 631	7 149	14 493	15 756	23 124	22 905
Dordogne	2 283	1 650	3341	3437	5 624	5 087
Gironde	1 826	1 736	9934	11486	11 760	13 222
Landes	1 428	1 146	2657	3116	4 085	4 262
Lot-et-Garonne	1 875	1 506	4702	5372	6 577	6 878
Pyrénées-Atlantiques	2 685	2 979	2766	3154	5 451	6 133
Aquitaine	10 097	9 017	23 400	26 565	33 497	35 582
Ariège	849	754	857	633	1 706	1 387
Aveyron	3 804	3 828	1982	2531	5 786	6 359
Haute-Garonne	1 378	1 084	2466	2623	3 844	3 707
Gers	1 683	1 360	1830	2036	3 513	3 396
Lot	1 467	1 257	1234	1306	2 701	2 563
Hautes-Pyrénées	941	739	742	708	1 683	1 447
Tarn	1 933	1 851	2133	2666	4 066	4 517
Tarn-et-Garonne	1 405	1 116	2577	2957	3 982	4 073
Midi-Pyrénées	13 460	11 989	13 821	15 460	27 281	27 449
Corrèze	1 505	1 116	1426	1085	2 931	2 201
Creuse	1 739	1 384	895	650	2 634	2 034
Haute-Vienne	1 706	1 323	1836	1542	3 542	2 865
Limousin	4 950	3 823	4 157	3 277	9 107	7 100
Ain	1 399	1 236	1912	2146	3 311	3 382
Ardèche	2 015	1 497	1546	1640	3 561	3 137
Drôme	1 619	1 781	3431	3839	5 050	5 620
Isère	1 450	1 529	1894	2660	3 344	4 189
Loire	2 368	2 173	2037	2521	4 405	4 694
Rhône	1 674	1 895	2995	3658	4 669	5 553
Savoie	727	750	904	1263	1 631	2 013
Haute-Savoie	944	1 401	1288	2007	2 232	3 408
Rhône-Alpes	12 196	12 262	16 007	19 734	28 203	31 996
Allier	2 058	1 745	1828	1301	3 886	3 046
Cantal	2 343	1 913	1225	1116	3 568	3 029
Haute-Loire	2 661	2 143	842	1024	3 503	3 167
Puy-de-Dôme	2 193	1 785	1766	2227	3 959	4 012
Auvergne	9 255	7 586	5 661	5 668	14 916	13 254
Aude	1 446	1 366	2222	2386	3 668	3 752
Gard	1 441	1 790	5927	5708	7 368	7 498
Hérault	1 837	2 028	5779	5760	7 616	7 788
Lozère	1 218	1 108	519	500	1 737	1 608
Pyrénées-Orientales	1 056	972	3908	3698	4 964	4 670
Languedoc-Roussillon	6 998	7 264	18 355	18 052	25 353	25 316
Alpes-de-Hte-Provence	636	710	941	978	1 577	1 688
et Hautes-Alpes	606	620	615	650	1 221	1 270
Alpes-Maritimes	609	671	1802	1640	2 411	2 311
Bouches-du-Rhône	1 164	1 370	5641	4718	6 805	6 088
Var	1 084	1 451	4107	4235	5 191	5 686
Vaucluse	1 202	1 390	7170	7659	8 372	9 049
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 301	6 212	20 276	19 880	25 577	26 092
Corse	768	690	1 759	1 842	2 527	2 532
TOTAL	148 234	148 649	242 796	283 741	391 030	432 390

Source : MSA

* non comptés 2 102 familles et 2 256 enfants non ventilés selon le régime.

2.63 Historique des bénéficiaires de prestations familiales

Les prestations familiales peuvent se classer en trois catégories : les prestations liées à l'entretien des enfants, les prestations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant et les prestations servies pour des situations particulières des enfants ou des parents.

- **Allocations liées à l'entretien des enfants** : Allocations familiales (AF), Allocation de rentrée scolaire (ARS) non servie au premier semestre, Complément familial (CF), Prestations conventionnelles (PCO).
- **Allocations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant** : Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), Allocation pour jeune enfant (APJE), Allocation d'adoption (AA), Allocation parentale d'éducation (APE), Allocation de garde d'enfant à domicile (Aged), Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama).
- **Allocations liées à des situations particulières des enfants ou des parents** : Allocation d'éducation spéciale (AES) remplacée par l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) au 1^{er} janvier 2006, Allocation de présence parentale (APP), Allocation de parent isolé (API) remplacée par le Revenu de solidarité active (rSa) depuis le 1^{er} juin 2009, Allocation de soutien familial (ASF).

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Une famille peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour cette famille n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 33

Nombre de familles bénéficiaires de prestations familiales et nombre d'enfants à charge de 2010 à 2014 aux régimes agricoles au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	80 012	77 447	74 576	71 345	68 344	-4,2
Nombre d'enfants	173 131	166 525	160 113	153 999	147 811	-4,0
Salariés agricoles						
Nombre de familles	142 639	141 163	140 813	140 813	140 998	0,1
Nombre d'enfants	283 684	279 967	279 488	280 200	280 671	0,2
Régime indéterminé*						
Nombre de familles	668	584	671	912	1 357	48,8
Nombre d'enfants	952	863	1 122	1 480	2 229	50,6
Total régime agricole						
Nombre de familles	223 319	219 194	216 060	213 070	210 699	-1,1
Nombre d'enfants	457 767	447 355	439 601	435 679	430 711	-1,1

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.
nr : non renseigné.

Télécharger les données au format Excel :



2.64 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales au 31 décembre 2014

Tableau 34

**Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales
au régime agricole par département en 2014***

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Ile-de-France	642	1 534	5 291	10 693	5 933	12 227
Ardennes	538	1 186	783	1 660	1 321	2 846
Aube	541	1 212	1 415	2 889	1 956	4 101
Marne	1 292	2 772	3 172	6 310	4 464	9 082
Haute-Marne	421	928	554	1 132	975	2 060
Champagne-Ardenne	2 792	6 098	5 924	11 991	8 716	18 089
Aisne	676	1 583	2 121	4 395	2 797	5 978
Oise	451	1 101	1 706	3 485	2 157	4 586
Somme	635	1 439	1 483	3 042	2 118	4 481
Picardie	1 762	4 123	5 310	10 922	7 072	15 045
Eure	521	1 150	1 060	2 117	1 581	3 267
Seine-Maritime	760	1 689	1 749	3 419	2 509	5 108
Haute-Normandie	1 281	2 839	2 809	5 536	4 090	8 375
Cher	413	884	937	1 826	1 350	2 710
Eure-et-Loir	343	786	922	1 823	1 265	2 609
Indre	520	1 068	531	993	1 051	2 061
Indre-et-Loire	534	1 199	1 411	2 796	1 945	3 995
Loir-et-Cher	410	858	1 390	2 780	1 800	3 638
Loiret	391	892	1 700	3 442	2 091	4 334
Centre	2 611	5 687	6 891	13 660	9 502	19 347
Calvados	877	1 898	1 892	3 794	2 769	5 692
Manche	1 513	3 192	2 173	4 410	3 686	7 602
Orne	1 059	2 402	1 073	2 190	2 132	4 592
Basse-Normandie	3 449	7 492	5 138	10 394	8 587	17 886
Côte-d'or	639	1 411	1 322	2 628	1 961	4 039
Nièvre	488	1 013	546	1 038	1 034	2 051
Saône-et-Loire	1 058	2 230	1 536	3 079	2 594	5 309
Yonne	497	1 093	1 147	2 341	1 644	3 434
Bourgogne	2 682	5 747	4 551	9 086	7 233	14 833
Nord	931	2 184	2 726	5 649	3 657	7 833
Pas-de-Calais	1 201	2 797	3 944	8 450	5 145	11 247
Nord-Pas-de-Calais	2 132	4 981	6 670	14 099	8 802	19 080
Meurthe-et-Moselle	463	1 032	799	1 567	1 262	2 599
Meuse	467	1 059	641	1 280	1 108	2 339
Moselle	408	902	719	1 420	1 127	2 322
Vosges	580	1 302	988	2 008	1 568	3 310
Lorraine	1 918	4 295	3 147	6 275	5 065	10 570
Bas-Rhin	396	875	1 409	2 825	1 805	3 700
Haut-Rhin	384	835	1 038	2 066	1 422	2 901
Alsace	780	1 710	2 447	4 891	3 227	6 601
Doubs	831	2 011	884	1 747	1 715	3 758
Jura	488	1 142	568	1 118	1 056	2 260
Haute-Saône	393	870	641	1 285	1 034	2 155
Terr. de Belfort	42	97	80	141	122	238
Franche-Comté	1 754	4 120	2 173	4 291	3 927	8 411
Loire-Atlantique	1 484	3 422	3 168	6 515	4 652	9 937
Maine-et-Loire	1 758	4 152	4 230	8 825	5 988	12 977
Mayenne	1 741	4 089	1 278	2 679	3 019	6 768
Sarthe	971	2 137	1 775	3 565	2 746	5 702
Vendée	1 513	3 394	2 339	4 807	3 852	8 201
Pays-de-la-Loire	7 467	17 194	12 790	26 391	20 257	43 585
Côtes-d'Armor	2 038	4 704	3 493	7 248	5 531	11 952
Finistère	1 572	3 457	3 700	7 475	5 272	10 932
Ille-et-Vilaine	2 011	4 791	2 745	5 662	4 756	10 453
Morbihan	1 563	3 618	3 586	7 564	5 149	11 182
Bretagne	7 184	16 570	13 524	27 949	20 708	44 519

**Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales
au régime agricole par département en 2014* (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Charente	643	1 273	1 240	2 383	1 883	3 656
Charente-Maritime	632	1 276	2 649	5 048	3 281	6 324
Deux-Sèvres	1 382	3 083	2 726	5 581	4 108	8 664
Vienne	701	1 474	1 375	2 631	2 076	4 105
Poitou-Charentes	3 358	7 106	7 990	15 643	11 348	22 749
Dordogne	841	1 630	1 758	3 407	2 599	5 037
Gironde	845	1 717	5 714	11 347	6 559	13 064
Landes	554	1 143	1 585	3 088	2 139	4 231
Lot-et-Garonne	711	1 481	2 684	5 321	3 395	6 802
Pyrénées-Atlantiques	1 427	2 954	1 626	3 129	3 053	6 083
Aquitaine	4 378	8 925	13 367	26 292	17 745	35 217
Ariège	373	743	328	618	701	1 361
Aveyron	1 843	3 808	1 298	2 520	3 141	6 328
Haute-Garonne	540	1 072	1 366	2 596	1 906	3 668
Gers	654	1 344	1 077	2 025	1 731	3 369
Lot	634	1 249	677	1 291	1 311	2 540
Hautes-Pyrénées	360	726	344	700	704	1 426
Tarn	916	1 840	1 347	2 631	2 263	4 471
Tarn-et-Garonne	546	1 099	1 443	2 903	1 989	4 002
Midi-Pyrénées	5 866	11 881	7 880	15 284	13 746	27 165
Corrèze	565	1 101	550	1 065	1 115	2 166
Creuse	687	1 370	324	639	1 011	2 009
Haute-Vienne	669	1 315	762	1 520	1 431	2 835
Limousin	1 921	3 786	1 636	3 224	3 557	7 010
Ain	542	1 228	1 042	2 131	1 584	3 359
Ardèche	717	1 483	813	1 609	1 530	3 092
Drôme	842	1 774	1 915	3 745	2 757	5 519
Isère	721	1 525	1 343	2 645	2 064	4 170
Loire	1 005	2 162	1 245	2 510	2 250	4 672
Rhône	853	1 890	1 731	3 618	2 584	5 508
Savoie	347	749	642	1 251	989	2 000
Haute-Savoie	608	1 398	992	1 988	1 600	3 386
Rhône-Alpes	5 635	12 209	9 723	19 497	15 358	31 706
Allier	819	1 728	685	1 291	1 504	3 019
Cantal	991	1 887	586	1 112	1 577	2 999
Haute-Loire	1 037	2 131	520	1 015	1 557	3 146
Puy-de-Dôme	903	1 773	1 156	2 216	2 059	3 989
Auvergne	3 750	7 519	2 947	5 634	6 697	13 153
Aude	704	1 338	1 207	2 352	1 911	3 690
Gard	845	1 776	2 751	5 534	3 596	7 310
Hérault	1 002	2 011	2 860	5 668	3 862	7 679
Lozère	540	1 091	255	497	795	1 588
Pyrénées-Orientales	501	953	1 911	3 650	2 412	4 603
Languedoc-Roussillon	3 592	7 169	8 984	17 701	12 576	24 870
Alpes-de-Haute-Provence	356	705	502	958	858	1 663
Hautes-Alpes	307	616	339	646	646	1 262
Alpes-Maritimes	345	666	875	1 621	1 220	2 287
Bouches-du-Rhône	651	1 354	3 161	4 588	3 812	5 942
Var	683	1 437	2 119	4 128	2 802	5 565
Vaucluse	688	1 378	3 815	7 472	4 503	8 850
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 030	6 156	10 811	19 413	13 841	25 569
Corse	360	670	995	1 805	1 355	2 475
TOTAL	68 344	147 811	140 998	280 671	209 342	428 482

Source : MSA

* Sont exclus 1 357 familles et 2 229 enfants non ventilées.

2.65 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2010 à 2014

Il existe trois aides au logement : l'Allocation logement à caractère familial (ALF), l'Allocation logement à caractère social (ALS) et l'Aide personnalisée au logement (APL). Ces allocations logement ont pour objet d'améliorer les conditions d'habitation des plus défavorisés. Leur attribution et leur montant dépendent des ressources des allocataires, du nombre d'enfants à charge, du loyer réel ou des mensualités de remboursement, des charges annexes, d'un loyer minimum de référence et du lieu d'implantation du logement. Ces paramètres sont fixés par décret chaque année au 1^{er} janvier.

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Tableau 35

Nombre de familles bénéficiaires des prestations logement de 2010 à 2014 au 31 décembre

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Allocation logement à caractère familial (ALF)	12 680	13 220	12 344	11 190	10 434	-6,8
Allocation logement à caractère social (ALS)	50 718	48 838	46 488	42 709	39 925	-6,5
Aide personnalisée au logement (APL)	35 876	36 156	35 053	33 641	32 355	-3,8
Total non-salariés	99 274	98 214	93 885	87 540	82 714	-5,5
Allocation logement à caractère familial (ALF)	26 392	25 671	25 261	25 067	25 571	2,0
Allocation logement à caractère social (ALS)	55 193	53 749	52 892	51 072	49 102	-3,9
Aide personnalisée au logement (APL)	57 440	57 435	57 581	57 435	56 586	-1,5
Total salariés	139 025	136 855	135 734	133 574	131 259	-1,7
Régime indéterminé*	336	388	512	466	697	49,6
Total régime agricole	238 635	235 457	230 131	221 580	214 670	-3,1

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

nr : non renseigné

2.66 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2014

Tableau 36

Nombre de familles bénéficiaires de prestations logement au 31 décembre 2014*
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Île-de-France	223	2 263	2 486	Charente	999	1 704	2 703
Ardennes	243	587	830	Charente-Maritime	1 019	2 743	3 762
Aube	178	1 290	1 468	Deux-Sèvres	2 122	1 740	3 862
Marne	205	1 616	1 821	Vienne	1 107	1 643	2 750
Haute-Marne	274	630	904	Poitou-Charentes	5 247	7 830	13 077
Champagne-Ardenne	900	4 123	5 023	Dordogne	1 342	2 054	3 396
Aisne	259	1 822	2 081	Gironde	934	5 624	6 558
Oise	142	1 434	1 576	Landes	893	1 406	2 299
Somme	319	1 164	1 483	Lot-et-Garonne	1 101	2 849	3 950
Picardie	720	4 420	5 140	Pyrénées-Atlantiques	1 241	1 314	2 555
Eure	339	922	1 261	Aquitaine	5 511	13 247	18 758
Seine-Maritime	785	1 534	2 319	Ariège	503	560	1 063
Haute-Normandie	1 124	2 456	3 580	Aveyron	1 948	867	2 815
Cher	464	1 070	1 534	Haute-Garonne	790	1 287	2 077
Eure-et-Loir	321	701	1 022	Gers	894	923	1 817
Indre	718	803	1 521	Lot	779	596	1 375
Indre-et-Loire	676	1 522	2 198	Hauts-Pyrénées	502	415	917
Loir-et-Cher	489	1 259	1 748	Tarn	1 038	1 097	2 135
Loiret	409	1 499	1 908	Tarn-et-Garonne	777	1 565	2 342
Centre	3 077	6 854	9 931	Midi-Pyrénées	7 231	7 310	14 541
Calvados	1 084	1 970	3 054	Corrèze	857	895	1 752
Manche	2 712	2 336	5 048	Creuse	1 025	603	1 628
Orne	1 200	1 022	2 222	Haute-Vienne	949	1 182	2 131
Basse-Normandie	4 996	5 328	10 324	Limousin	2 831	2 680	5 511
Côte-d'or	455	953	1 408	Ain	905	1 011	1 916
Nièvre	480	698	1 178	Ardèche	1 382	936	2 318
Saône-et-Loire	1 721	1 597	3 318	Drôme	854	2 064	2 918
Yonne	352	1 015	1 367	Isère	790	783	1 573
Bourgogne	3 008	4 263	7 271	Loire	1 509	987	2 496
Nord	696	2 350	3 046	Rhône	957	1 490	2 447
Pas-de-Calais	807	3 571	4 378	Savoie	425	373	798
Nord-Pas-de-Calais	1 503	5 921	7 424	Haute-Savoie	410	393	803
Meurthe-et-Moselle	261	826	1 087	Rhône-Alpes	7 232	8 037	15 269
Meuse	282	476	758	Allier	1 278	1 226	2 504
Moselle	228	444	672	Cantal	1 428	715	2 143
Vosges	581	819	1 400	Haute-Loire	1 652	377	2 029
Lorraine	1 352	2 565	3 917	Puy-de-Dôme	1 292	738	2 030
Bas-Rhin	329	754	1 083	Auvergne	5 650	3 056	8 706
Haut-Rhin	200	710	910	Aude	752	1 338	2 090
Alsace	529	1 464	1 993	Gard	757	4 471	5 228
Doubs	484	591	1 075	Hérault	981	3 878	4 859
Jura	535	495	1 030	Lozère	733	288	1 021
Haute-Saône	407	521	928	Pyrénées-Orientales	561	2 631	3 192
Terr. de Belfort	40	101	141	Languedoc-Roussillon	3 784	12 606	16 390
Franche-Comté	1 466	1 708	3 174	Alpes-de-Hte-Provence	318	636	954
Loire-Atlantique	2 405	2 262	4 667	Hautes-Alpes	341	374	715
Maine-et-Loire	2 968	3 871	6 839	Alpes-Maritimes	287	1 025	1 312
Mayenne	2 300	1 058	3 358	Bouches-du-Rhône	565	3 399	3 964
Sarthe	1 494	1 695	3 189	Var	482	2 640	3 122
Vendée	3 244	1 691	4 935	Vaucluse	551	5 123	5 674
Pays-de-la-Loire	12 411	10 577	22 988	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 544	13 197	15 741
Côtes-d'Armor	2 806	2 549	5 355	Corse	410	1 226	1 636
Finistère	2 505	2 729	5 234	TOTAL	82 714	131 259	213 973
Ille-et-Vilaine	3 438	2 202	5 640				
Morbihan	2 216	2 648	4 864				
Bretagne	10 965	10 128	21 093				

Source : MSA

(1) Non incluses 697 familles non ventilées en 2014

2.67 Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2014

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1er juin 2009. Il concerne les personnes exerçant ou reprenant une activité professionnelle, qui peuvent ainsi cumuler revenus du travail et revenus issus de la solidarité. Il concerne les anciens bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion) ou de l'API (allocation de parent isolé) et également les personnes sans activité. Le RSA décroît progressivement à mesure que les revenus du travail augmentent.

Le RSA permet de simplifier les minima sociaux. Au lieu de recevoir plusieurs aides séparées (allocation de parent isolé ou RMI ou intérêsement proportionnel et forfaitaire à la reprise d'activité) et qui ont des règles complexes, les personnes reçoivent une aide unique qui intègre plusieurs prestations sociales

- le RSA socle est financé par le département et remplace le RMI et l'API. Il complète les revenus du foyer pour qu'ils atteignent le montant forfaitaire garanti par le RSA.
- le RSA activité est le complément de revenus professionnels financé par l'Etat et concerne les personnes exerçant une activité professionnelle.

Le droit payable (ou droit versable) signifie que le foyer bénéficiaire remplit toutes les conditions nécessaires au calcul du montant de la prestation RSA, et que ce montant est supérieur au seuil de versement de 6 euros en deçà duquel la prestation n'est pas versée.

A partir du 1^{er} septembre 2010, le RSA est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles sont en situation d'isolement avec un enfant à charge ou à naître. Celles-ci bénéficient alors d'une majoration de leur prestation pour isolement (RSA majoré).

Le RSA est également accessible aux jeunes âgés de 18 à 25 ans sans enfant à charge, avec une condition préalable d'activité professionnelle. Ces nouveaux allocataires bénéficient du RSA non majoré, et peuvent prétendre aussi bien au RSA socle qu'au RSA activité.

Au 1^{er} septembre 2010, le dispositif du revenu de solidarité active (RSA) a été élargi aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans, sans enfant à charge ni grossesse en cours, résidant en France métropolitaine. Le montant du RSA jeunes est calculé de la même façon que celui du RSA non majoré, qu'il s'agisse du RSA socle seul, du RSA socle et activité ou du RSA activité seul. Cependant une condition préalable d'activité professionnelle est exigée. Les allocataires du RSA jeunes doivent en effet avoir exercé une activité pendant au moins 3 214 heures (soit deux fois la durée légale annuelle du travail), autrement dit l'équivalent de deux années d'activité à temps plein. Cette condition doit être remplie au cours d'une durée de trois ans précédant la demande de RSA jeunes (en cas de périodes de chômage indemnisé, cette durée peut être prolongée au maximum de six mois).

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

Tableau 37

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA de mars 2013 à décembre 2014

	mars 2013	juin 2013	septembre 2013	décembre 2013	mars 2014	juin 2014	septembre 2014	décembre 2014	Evolution décembre 2014/décembre 2013 en %
Socle seulement (1)	14 080	14 311	13 962	13 918	14 457	15 370	14 136	14 715	5,7
Activité seulement (2)	12 250	12 765	13 274	13 026	12 453	13 538	13 521	13 770	5,7
Socle + activité (3)	6 762	6 696	7 156	7 274	6 948	7 275	7 457	7 868	8,2
Total	33 092	33 772	34 392	34 218	33 858	36 183	35 114	36 353	6,2
rSa socle (= 1 + 3)	20 842	21 007	21 118	21 192	21 405	22 645	21 593	22 583	6,6
rSa activité (= 2 + 3)	19 012	19 461	20 430	20 300	19 401	20 813	20 978	21 638	6,6
Non salariés	10 423	10 522	10 974	10 955	10 426	11 086	10 832	11 276	2,9
Salariés	22 669	23 250	23 418	23 263	23 432	25 097	24 282	25 077	7,8
Généralisé non majoré	31 709	32 382	33 005	32 841	32 486	34 661	33 693	34 763	5,9
Généralisé majoré	1147	1133	1139	1145	1157	1308	1206	1380	20,5
Jeunes	236	257	248	232	215	214	215	210	-9,5

Source : MSA

2.68 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2014

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA en décembre 2014

Régions et départements	Total	Régime		Composante du rSa		
		SA	NSA	Socle seul	Socle et activité	Activité seul
Ile-de-France	246	219	27	68	36	142
Ardennes	267	190	77	119	40	108
Aube	511	479	32	317	58	136
Marne	300	286	14	139	33	128
Haute-Marne	294	249	45	148	47	99
Champagne-Ardennes	1 372	1 204	168	723	178	471
Aisne	399	379	20	167	72	160
Oise	377	342	35	195	57	125
Somme	365	284	81	124	64	177
Picardie	1 141	1 005	136	486	193	462
Eure	236	186	50	82	42	112
Seine-Maritime	328	205	123	90	59	179
Haute-Normandie	564	391	173	172	101	291
Cher	377	256	121	166	85	126
Eure-et-Loir	143	107	36	69	19	55
Indre	186	92	94	59	36	91
Indre-et Loire	329	231	98	143	59	127
Loir-et-Cher	302	230	72	122	71	109
Loiret	284	243	41	121	47	116
Centre	1 621	1 159	462	680	317	624
Calvados	470	362	108	204	91	175
Manche	476	284	192	119	135	222
Orne	241	157	84	99	50	92
Basse-Normandie	1 187	803	384	422	276	489
Côte-d'or	231	169	62	86	50	95
Nièvre	243	130	113	77	63	103
Saône-et-Loire	491	341	150	202	107	182
Yonne	281	234	47	131	46	104
Bourgogne	1 246	874	372	496	266	484
Nord	809	689	120	308	120	381
Pas-de-Calais	1 666	1 530	136	837	231	598
Nord-Pas-de-Calais	2 475	2 219	256	1 145	351	979
Meurthe-et-Moselle	315	274	41	184	38	93
Meuse	144	91	53	74	11	59
Moselle	140	99	41	55	27	58
Vosges	336	223	113	145	58	133
Lorraine	935	687	248	458	134	343
Bas-Rhin	157	141	16	37	23	97
Haut-Rhin	184	167	17	30	36	118
Alsace	341	308	33	67	59	215
Doubs	151	112	39	59	29	63
Jura	195	138	57	71	34	90
Haute-Saône, T. Belfort	212	154	58	91	27	94
Franche-Comté	558	404	154	221	90	247
Loire-Atlantique	492	358	134	201	95	196
Maine-et-Loire	708	631	77	318	119	271
Mayenne	177	135	42	69	48	60
Sarthe	270	220	50	91	52	127
Vendée	300	175	125	108	65	127
Pays-de-la-Loire	1 947	1 519	428	787	379	781
Côtes-d'Armor	586	407	179	224	117	245
Finistère	608	422	186	279	110	219
Ille-et-Vilaine	378	225	153	177	71	130
Morbihan	608	460	148	292	88	228
Bretagne	2 180	1 514	666	972	386	822

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA en décembre 2014 (suite)

Régions et départements	Total	Régime		Composante du rSa		
		SA	NSA	socle seul	socle et activité	activité seul
Charente	589	340	249	307	108	174
Charente-Maritime	934	719	215	447	167	320
Deux-Sèvres	379	296	83	121	55	203
Vienne	448	261	187	237	77	134
Poitou-Charentes	2 350	1 616	734	1 112	407	831
Dordogne	643	401	242	212	210	221
Gironde	1 156	885	271	426	301	429
Landes	232	155	77	111	41	80
Lot-et-Garonne	869	654	215	388	182	299
Pyrénées-Atlantiques	426	211	215	139	104	183
Aquitaine	3 326	2 306	1 020	1 276	838	1 212
Ariège	305	164	141	130	84	91
Aveyron	311	108	203	57	86	168
Haute-Garonne	305	183	122	127	71	107
Gers	304	181	123	123	73	108
Lot	191	60	131	40	71	80
Hautes-Pyrénées	223	73	150	88	68	67
Tarn	446	261	185	138	111	197
Tarn-et-Garonne	554	361	193	200	150	204
Midi-Pyrénées	2 639	1 391	1 248	903	714	1 022
Corrèze	354	189	165	96	83	175
Creuse	379	117	262	99	113	167
Haute-Vienne	511	260	251	181	166	164
Limousin	1 244	566	678	376	362	506
Ain	206	123	83	75	28	103
Ardèche	421	157	264	104	164	153
Drôme	702	546	156	297	179	226
Isère	232	89	143	94	51	87
Loire	377	207	170	133	110	134
Rhône	641	529	112	295	113	233
Savoie	76	44	32	26	12	38
Haute-Savoie	55	36	19	18	12	25
Rhône-Alpes	2 710	1 731	979	1 042	669	999
Allier	306	139	167	76	77	153
Cantal	445	67	378	154	106	185
Haute-Loire	266	63	203	63	62	141
Puy-de-Dôme	365	125	240	80	103	182
Auvergne	1 382	394	988	373	348	661
Aude	579	240	339	164	263	152
Gard	976	699	277	449	271	256
Hérault	1 150	857	293	438	296	416
Lozère	241	68	173	51	78	112
Pyrénées-Orientales	808	561	247	333	228	247
Languedoc-Roussillon	3 754	2 425	1 329	1 435	1 136	1 183
Alpes-de-Haute-Provence	183	80	103	77	50	56
Hautes-Alpes	131	82	49	37	31	63
Alpes-Maritimes	136	86	50	49	36	51
Bouches-du-Rhône	752	560	192	430	103	219
Var	650	499	151	322	126	202
Vaucluse	959	842	117	501	199	259
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 811	2 149	662	1 416	545	850
Corse	324	193	131	85	83	156
TOTAL	36 353	25 077	11 276	14 715	7 868	13 770

Source : MSA

2.69 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2010 à 2014

L'Allocation aux adultes handicapés (AAH) est une prestation d'Etat, destinée à apporter une aide financière aux personnes handicapées disposant de revenus modestes.

Pour bénéficier de l'AAH, le demandeur doit résider de façon permanente en France ou être ressortissant d'un pays ayant conclu une convention de réciprocité en matière d'AAH, être âgé de plus de 16 ans et avoir cessé de réunir les conditions exigées pour ouvrir droit à l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

Il doit être atteint d'une incapacité permanente d'au moins 80 % ou depuis le 1^{er} janvier 1994 d'au moins 50 % lorsque compte tenu de son handicap, il se trouve dans l'impossibilité reconnue de se procurer un emploi.

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) peut être versée à plusieurs membres d'une même famille.

Tableau 38

Nombre d'allocataires de l'AAH au 31 décembre de 2010 à 2014

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 en %
Non-salariés	8 065	8 009	8 150	7 852	7 512	-4,3
Salariés	22 424	23 333	24 271	24 470	24 303	-0,7
Régime indéterminé*	208	250	289	326	373	14,4
Total	30 697	31 592	32 710	32 648	32 188	-1,4

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

nr : non renseigné.

2.70 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2014

Tableau 39

Nombre de familles bénéficiaires de l'AAH au régime agricole au 31 décembre 2014*

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	21	255	276	Charente	121	396	517
Ardennes	21	94	115	Charente-Maritime	87	862	949
Aube	14	215	229	Deux-Sèvres	121	247	368
Marne	27	239	266	Vienne	41	317	358
Haute-Marne	28	101	129	Poitou-Charentes	370	1 822	2 192
Champagne-Ardennes	90	649	739	Dordogne	179	388	567
Aisne	32	233	265	Gironde	91	1 282	1 373
Oise	17	241	258	Landes	61	249	310
Somme	38	141	179	Lot-et-Garonne	150	551	701
Picardie	87	615	702	Pyrénées-Atlantiques	224	427	651
Eure	25	156	181	Aquitaine	705	2 897	3 602
Seine-Maritime	42	159	201	Ariège	49	154	203
Haute-Normandie	67	315	382	Aveyron	379	208	587
Cher	41	235	276	Haute-Garonne	71	169	240
Eure-et-Loir	27	191	218	Gers	175	169	344
Indre	88	326	414	Lot	146	324	470
Indre-et Loire	46	287	333	Hauts-Pyrénées	86	185	271
Loir-et-Cher	41	122	163	Tarn	156	110	266
Loiret	18	253	271	Tarn-et-Garonne	133	191	324
Centre	261	1 414	1 675	Midi-Pyrénées	1 195	1 510	2 705
Calvados	63	259	322	Corrèze	183	410	593
Manche	293	522	815	Creuse	163	198	361
Orne	68	83	151	Haute-Vienne	171	334	505
Basse-Normandie	424	864	1 288	Limousin	517	942	1 459
Côte-d'or	38	159	197	Ain	26	360	386
Nièvre	74	148	222	Ardèche	105	112	217
Saône-et-Loire	109	399	508	Drôme	90	204	294
Yonne	49	238	287	Isère	56	99	155
Bourgogne	270	944	1 214	Loire	114	206	320
Nord	77	561	638	Rhône	53	145	198
Pas-de-Calais	79	526	605	Savoie	40	67	107
Nord-Pas-de-Calais	156	1 087	1 243	Haute-Savoie	11	69	80
Meurthe-et-Moselle	34	196	230	Rhône-Alpes	495	1 262	1 757
Meuse	38	55	93	Allier	130	415	545
Moselle	45	63	108	Cantal	119	141	260
Vosges	42	137	179	Haute-Loire	308	79	387
Lorraine	159	451	610	Puy-de-Dôme	107	100	207
Bas-Rhin	30	92	122	Auvergne	664	735	1 399
Haut-Rhin	28	161	189	Aude	71	136	207
Alsace	58	253	311	Gard	34	372	406
Doubs	41	108	149	Hérault	96	605	701
Jura	49	54	103	Lozère	97	55	152
H. Saône, T. Belfort	63	134	197	Pyrénées-Orientales	64	671	735
Franche-Comté	153	296	449	Languedoc-Roussillon	362	1 839	2 201
Loire-Atlantique	127	607	734	Alpes-de-Haute-Provence	16	108	124
Maine-et-Loire	99	447	546	et Hautes-Alpes	23	54	77
Mayenne	87	136	223	Alpes-Maritimes	30	356	386
Sarthe	45	317	362	Bouches-du-Rhône	25	154	179
Vendée	122	325	447	Var	47	393	440
Pays-de-la-Loire	480	1 832	2 312	Vaucluse	37	416	453
Côtes-d'Armor	210	722	932	Provence-Alpes-Côte d'Azur	178	1 481	1 659
Finistère	173	680	853	Corse	80	218	298
Ille-et-Vilaine	187	446	633	TOTAL	7 512	24 303	31 815
Morbihan	150	774	924				
Bretagne	720	2 622	3 342				

Source : MSA

* Non incluses 373 familles non ventilées en 2014

Régions et départements

ILE-DE-FRANCE

- 75 Paris
- 77 Seine-et-Marne
- 78 Yvelines
- 91 Essonne
- 92 Hauts-de-Seine
- 93 Seine-Saint-Denis
- 94 Val-de-Marne
- 95 Val-d'Oise

CHAMPAGNE-ARDENNE

- 08 Ardennes
- 10 Aube
- 51 Marne
- 52 Haute-Marne

PICARDIE

- 02 Aisne
- 60 Oise
- 80 Somme

HAUTE-NORMANDIE

- 27 Eure
- 76 Seine-Maritime

CENTRE

- 18 Cher
- 28 Eure-et-Loir
- 36 Indre
- 37 Indre-et-Loire
- 41 Loir-et-Cher
- 45 Loiret

BASSE-NORMANDIE

- 14 Calvados
- 50 Manche
- 61 Orne

BOURGOGNE

- 21 Côte-d'Or
- 58 Nièvre
- 71 Saône-et-Loire
- 89 Yonne

NORD-PAS-DE-CALAIS

- 59 Nord
- 62 Pas-de-Calais

LORRAINE

- 54 Meurthe-et-Moselle
- 55 Meuse
- 57 Moselle
- 88 Vosges

ALSACE

- 67 Bas-Rhin
- 68 Haut-Rhin

FRANCHE-COMTE

- 25 Doubs
- 39 Jura
- 70 Haute-Saône
- 90 Territoire-de-Belfort

PAYS-DE-LA-LOIRE

- 44 Loire-Atlantique
- 49 Maine-et-Loire
- 53 Mayenne
- 72 Sarthe
- 85 Vendée

BRETAGNE

- 22 Côtes-d'Armor
- 29 Finistère
- 35 Ille-et-Vilaine
- 56 Morbihan

POITOU-CHARENTES

- 16 Charente
- 17 Charente-Maritime
- 79 Deux-Sèvres
- 86 Vienne

AQUITAINE

- 24 Dordogne
- 33 Gironde
- 40 Landes
- 47 Lot-et-Garonne
- 64 Pyrénées-Atlantiques

MIDI-PYRENEES

- 09 Ariège
- 12 Aveyron
- 31 Haute-Garonne
- 32 Gers
- 46 Lot
- 65 Hautes-Pyrénées
- 81 Tarn
- 82 Tarn-et-Garonne

LIMOUSIN

- 19 Corrèze
- 23 Creuse
- 87 Haute-Vienne

RHÔNE-ALPES

- 01 Ain
- 07 Ardèche
- 26 Drôme
- 38 Isère
- 42 Loire
- 69 Rhône
- 73 Savoie
- 74 Haute-Savoie

AUVERGNE

- 03 Allier
- 15 Cantal
- 43 Haute-Loire
- 63 Puy-de-Dôme

LANGUEDOC-ROUSSILLON

- 11 Aude
- 30 Gard
- 34 Hérault
- 48 Lozère
- 66 Pyrénées-Orientales

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- 04 Alpes-de-Haute-Provence
- 05 Hautes-Alpes
- 06 Alpes-Maritimes
- 13 Bouches-du-Rhône
- 83 Var
- 84 Vaucluse

CORSE

- 2A Corse-du-Sud
- 2B Haute-Corse

Sigles cités

AA	Allocation d'adoption
AAH	Allocation aux adultes handicapés
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AES	Allocation d'éducation spéciale
AF	Allocation familiale
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile
ALF	Allocation logement à caractère familial
ALS	Allocation logement à caractère social
Amexa	Assurance maladie des exploitants agricoles
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
API	Allocation de parent isolé
APP	Allocation de présence parentale
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASA	Allocation spécifique d'attente
ASA	Assurances sociales agricoles
ASF	Allocation de soutien familial
AT	Accidents du travail
Atexa	Accidents du travail et maladies professionnelles des non-salariés agricoles
AVA	Assurance vieillesse agricole
AVI	Assurance vieillesse individuelle
Bapsa	Budget annexe des prestations sociales agricoles
Canam	Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes
Cancava	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CF	Complément familial
CMU	Couverture maladie universelle
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire
Cnaf	Caisse nationale d'allocations familiales
CNAMTS	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
CNAVPL	Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNBF	Caisse nationale des barreaux français
CSPSA	Conseil supérieur des prestations sociales agricoles
FFIPSA	Fonds de financement des prestations sociales agricoles
Gamex	Groupement des assureurs maladie pour les exploitants agricoles
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
MSA	Mutualité sociale agricole
Organic	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce
Pacs	Pacte civil de solidarité
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
PCO	Prestation conventionnelle
PFA	Prestations familiales agricoles
RCO	Retraite complémentaire obligatoire
RSA	Revenu de solidarité active
RMI	Revenu minimum d'insertion
Sicae	Société d'intérêt collectif agricole en électricité
SMI	Surface minimum d'installation
Smic	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

MSA Caisse Centrale

Les Mercuriales

40, rue Jean Jaurès

93547 Bagnolet Cedex

**Direction des Etudes, des Répertoires et des
Statistiques**

Tél. : 01 41 63 77 77

www.msa.fr



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore